

Université de Montréal

Constitution de l'univers discursif de la prostitution au Québec : enjeux autour de la sexualité dans les médias québécois à la lumière du projet de loi C-36

Par
Alexandra Pelletier

Département de communication
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise ès sciences (M.Sc.)
en Sciences de la communication
option communication politique

Septembre 2015

© Alexandra Pelletier, 2015

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire s'intitule :
Constitution de l'univers discursif de la prostitution au Québec : enjeux autour de la sexualité
dans les médias québécois à la lumière du projet de loi C-36

Présenté par :
Alexandra Pelletier

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Line Grenier
Directrice de recherche

Dominique Meunier
Présidente – rapporteure

Chantal Benoit-Barné
Membre du jury

SOMMAIRE

Ce mémoire vise à explorer les manières dont les discours autour de la sexualité furent créés et comment ils ont circulé dans les médias québécois suite à la décision de la Cour suprême du Canada en décembre 2013 de réviser les articles de loi en matière de prostitution (*Canada (Procureur général) c. Bedford*, 2013 CSC 72). En mobilisant une analyse de discours tout en puisant dans la théorie féministe afin de conceptualiser la sexualité en ce qui concerne les systèmes de classes sexuelles et de dynamiques sexuelles, l'analyse suivante aborde des discours rivaux dans un cadre temporel qui suit l'invalidation des lois jusqu'au dépôt du projet de loi C-36 présenté par le Parti conservateur. Les discours déployés dans les médias et les systèmes de régulation qu'ils entraînent (voix privilégiées, couverture orientée, débats encadrés etc.) aident à mettre de l'avant certaines idées autour de la sexualité tout en les normalisant. Par l'entremise de nombreux sujets sociaux (des politicien-nes, des groupes de femmes, des universitaires, des femmes prostituées et des avocat-es), les discours rivaux articulés autour de la morale et du choix en matière de sexualité ont nourri un débat public construit sur un antagonisme semblable à celui exprimé lors des *sex wars* féministes. Ce mémoire comprend ces discours encadrés au sein du débat sur la prostitution comme étant constitutifs dans la compréhension des systèmes actuels de sexualité et de classes sexuelles.

Mots-clés: Analyse de discours, Féminisme, Prostitution, C-36, Médias québécois, Sexualité

ABSTRACT

This thesis aims to explore how discourses around sexuality were created and circulated in the Québec media following the Supreme Court of Canada's decision to strike down the prostitution laws in December 2013 (*Canada (Attorney General) v. Bedford*, 2013 SCC 72). Using discourse analysis and drawing on feminist theory in order to conceptualize sexuality in regards to sex class systems and sexual dynamics, the thesis addresses rival discourses in a time frame that follows the striking down of the laws up until when Bill C-36 was introduced by the Conservative government. Media discourses and the regulating systems that they entail (privileged voices, oriented coverage, framed debates etc.) all help create certain ideas around sexuality whilst simultaneously normalizing them. With the input of numerous social agents (politicians, women's groups, academics, prostituted women and lawyers), the rival discourses set around morality and choice in sexuality fed a public debate built on a similar antagonism to that of the feminist "sex wars". This thesis understands these discourses framed within the debate of prostitution as constitutive of current understandings of sexuality and sex class systems.

Keywords: Discourse analysis, Feminism, Prostitution, C-36, Media in Québec, Sexuality

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	iii
ABSTRACT	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
LISTE DES FIGURES.....	viii
REMERCIEMENTS.....	viii
INTRODUCTION.....	1
1. PROBLÉMATISATION ET THÉORISATION.....	4
1.1 Contexte juridicopolitique du projet de loi C-36.....	4
1.2 Prostitution et militantisme féministe au Québec et au Canada : tensions et débats	6
1.3 Sexualité et prostitution	9
1.3.1 Sexualité comme articulation entre sexe, genre et corps	9
1.3.2 Sexualité et prostitution.....	14
2. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	17
2.1 Analyse de discours	17
2.2 Constitution d'un corpus	21
2.3 Principes et fondements de l'analyse	23
2.4 Positionnement féministe.....	24
3. ANALYSE	26
3.1 Électoratisme.....	27
3.2 Les sujets énonciateurs	28
3.3 Termes employés, images et connotations.....	39
3.3.1 Prostitution ou travail du sexe ?	39
3.3.2 Prohibition ou abolition ?	40
3.3.3 Des images pour illustrer la prostitution	41
3.4 Analyse du « choix ».....	50
3.4.1 Dignité, stigmatisation et autogestion : respecter le choix de se prostituer comme métier et expression sexuelle.....	51
3.4.2 Recadrer le choix : la prostitution comme violence systémique	54
3.4.3 Criminalisation des clients et des proxénètes : deux manières de parler de la violence des hommes	60
3.4.4 Consentement et rapport marchand.....	65
3.4.5 La polysémie féministe du choix.....	66
3.5 Analyse de la « morale »	69
3.5.1 Discours abolitionniste, prohibitionniste et puritain : critiques des différentes postures	69
3.5.2 Que faire de la prostitution ? Discours autour du statu quo	75
3.5.3 Pistes de réflexion sur la morale.....	78
4. DISCUSSION.....	85
4.1 Sexualité et dynamiques des sexes	85
4.1.1 Consentement, choix et dynamiques sexuelles	85
4.1.2 Prise de parole et le silence des clients.....	90

4.2 Manichéisme, polémique et l'omniprésence du conflit	92
5. CONCLUSION	100
5.1 Synthèse.....	100
5.2 Limites de l'analyse	101
5.3 Ouverture	103
BIBLIOGRAPHIE	106
MÉDIAGRAPHIE	116

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Terri Jean Bedford lors d'un point de presse I	35
Figure 2 : Terri Jean Bedford suite à la décision de la Cour suprême	35
Figure 3 : Terri Jean Bedford lors d'un point de presse II	36
Figure 4 : Manifestation en faveur de la décriminalisation complète en décembre 2013	42
Figure 5 : Rassemblement à Toronto en décembre 2013	42
Figure 6 : Terri Jean Bedford lors d'un point de presse III	43
Figure 7 : Réactions suite au jugement de la Cour suprême en décembre 2013	43
Figure 8 : Anna-Aude Caouette de Stella suite au jugement de la Cour suprême	44
Figure 9 : Femme marchant seule dans la rue le soir	45
Figure 10 : Femme qui marche dans la rue	46
Figure 11 : Femme à côté d'une voiture le soir	46
Figure 12 : Trois femmes déhanchées en robes courtes	47
Figure 13 : Femme en talons hauts et en jupe courte marchant vers une voiture	47
Figure 14 : Femme en talons hauts qui sort d'une voiture	48
Figure 15 : Femme en talons hauts et en bas nylon sous une lumière rouge	48

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je remercie ma directrice, Line Grenier, pour sa générosité, son écoute et sa bienveillance. Je la remercie mille fois de m'avoir prise sous son aile et de m'avoir assistée de manière attentionnée et soutenue. Sans elle, je ne sais pas quelle forme aurait pris ce mémoire ! Bref, merci Line pour tout (et j'ai bien aimé nos discussions) !

Merci à Jean-Philippe pour sa patience et son amour, à Nicolas pour ses conseils, aux *filles* pour nos soirées, à Dom pour son irrévérence et bien sûr, à mes parents et à ma soeur qui m'encouragent sans cesse.

Merci aux féministes (*not the fun kind*) de mon entourage.

Finalement, je remercie le Département de communication pour l'aide financière tant appréciée et les ressources offertes tout au long de mes cinq années au sein du département.

It is precisely this notion of individual responsibility (when in fact there is only a class-determined behavior) that perpetuates prostitution and protects the profits and power of those who sell women to men. Feminists, unlike the state, go after the institutions and the powerful, not the individual women, because feminists recognize above all that the prostitute is created by material conditions outside herself.

Andrea Dworkin, *Right Wing Women*

Approaches to prostitution which focus on 'choice' and 'agency' are profoundly unsuitable to address the conditions in which the vast majority of women and girls enter and struggle to survive in prostitution.

Sheila Jeffreys, *The Industrial Vagina*

Prostitution is an integral part of patriarchal capitalism.

Carole Pateman, *What's Wrong with Prostitution?*

INTRODUCTION

En tant que féministe et étudiante en communication politique, je m'inspire souvent de mes acquis théoriques et de mes considérations féministes dans le but d'analyser des sujets d'actualité, notamment en matière de politiques qui touchent les femmes. De surcroît, mon intérêt accru pour les tensions au sein même du mouvement féministe, c'est-à-dire en matière de revendications féministes qui s'articulent précisément autour des questions de la prostitution *vs.* le travail du sexe, et les théories matérialistes et radicales *vs.* la théorie *queer*, me permet d'étudier la normalisation de discours dans les postures et revendications données. En ce sens, lorsque le Parti conservateur du Canada a déposé le projet de loi C-36 le 4 juin 2014, un projet de loi qui fait suite à *Canada c. Bedford*, 2013 CSC 72 en matière de prostitution, il me semblait évident que ce dépôt allait générer voire amplifier les débats en matière de sexualité entre les féministes abolitionnistes et les militant-es qui se disent « pro-TDS (travail du sexe) ». Plus important encore, j'étais curieuse de voir comment les discussions autour de la prostitution allaient se déployer dans les médias québécois. L'idée de la sexualité est indissociable des débats sur la prostitution car il existe des articulations plurielles entre les dynamiques de sexes et la construction de la sexualité à travers et au sein de l'industrie du sexe (Jeffreys, 2009 :148). Le mémoire suivant s'inscrit donc dans une volonté de mettre en lumière les débats et discussions en matière de sexualité par l'entremise des discours sur la prostitution dans les articles de journaux au Québec à la lumière du projet de loi C-36 en observant, entre autres, qui parle au nom de qui, quelles voix sont privilégiées et quels propos reviennent plus fréquemment. Plus précisément, il s'agit de faire une analyse de discours et d'explorer les médias en tant que lieux de discours québécois en portant une attention particulière aux propos des divers sujets (politicien-nés, féministes, organismes, etc.) issus des textes d'opinion et autres articles de journaux.

Dans le premier chapitre de ce mémoire, je m'attarde au contexte juridicopolitique du projet de loi C-36 pour ensuite discuter des débats et tensions qui existent au Québec (et au Canada) entre les groupes et organismes abolitionnistes qui prônent la criminalisation des clients et des proxénètes, et ceux qui militent en faveur de la décriminalisation complète. Ces mises en contextes sont d'une importance primordiale afin d'accompagner les fondements théoriques et féministes de la sexualité comme articulation entre sexe, genre et corps, mais aussi pour

comprendre la circulation d'idées en matière de sexualité au sein de la prostitution. Pour ce faire, je m'inspire de plusieurs théoriciennes dont Catharine MacKinnon, Sheila Jeffreys, Elizabeth Grosz, Andrea Dworkin, Paola Tabet et Kathleen Barry. La mobilisation de théoriciennes féministes pour cette partie me semblait incontournable puisque la littérature variée sur le sujet a permis de mieux cerner les tensions et les nuances en matière de sexualité vis-à-vis les définitions du genre par exemple, qui ne mettent pas toujours en relief les mêmes enjeux de pouvoir.

Le deuxième chapitre discute de la démarche méthodologique qui a guidé l'analyse et le processus de constitution du corpus. C'est dans cette partie que je justifie mon choix de réaliser une analyse de discours et que je détaille le processus de collecte de données. J'explique l'importance des textes médiatiques dans la circulation du discours en m'inspirant, entre autres, de Norman Fairclough, Lilie Chouliaraki, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Il me semble important d'explicitier brièvement les nuances épistémologiques entre les écoles de pensée d'analyse de discours pour ensuite fixer ma démarche dans une articulation de celles-ci. En partageant l'importance du discours dans la constitution et le reflet de dynamiques de pouvoir, Marianne Jorgensen et Louise Phillips résument la pensée de Fairclough qui me sera centrale dans le cadre de ce mémoire : « *discourse is an important form of social practice which both reproduces and changes knowledge, identities and social relations including power relations, and at the same time is also shaped by other social practices and structures* » (Jorgensen et Phillips, 2002 : 65). De plus, dans cette section, j'explique l'importance du paradigme féministe et le positionnement qui en a découlé.

Le chapitre suivant explore l'analyse autour des différents discours émergents du corpus. Il s'agit ici de questionner la manière dont les textes médiatiques ont mis en lumière certains éléments et non d'autres et comment ceux-ci entrent en tension malgré leurs points de ralliement. Par la suite, la partie axée sur la discussion tente de juxtaposer, décortiquer et comparer les thèmes dominants des textes analysés et de tisser des liens avec le cadre conceptuel féministe déployé en début de mémoire.

Finalement, je conclus en faisant une synthèse des grandes lignes du mémoire, notamment la discussion, les thèmes abordés et la méthodologie. Je reviens ainsi sur mon positionnement en tant que féministe et l'importance de celui-ci tout au long de l'analyse. J'aborde de surcroît les particularités et les limites de la recherche et les chemins pluriels que j'aurais pu emprunter dans le but d'explorer les débats autour de la sexualité à la lumière du projet de loi C-36. De plus, il est question d'ouvrir sur un bilan des tensions actuelles autour de politiques publiques en matière de prostitution dans l'actualité internationale.

1. PROBLÉMATISATION ET THÉORISATION

1.1 Contexte juridicopolitique du projet de loi C-36

Le 4 juin 2014, le gouvernement fédéral conservateur a déposé le projet de loi C-36 sur la prostitution balisant ainsi la pratique fortement polémique, considérée comme légale depuis 1892, mais dont certains articles de loi rendaient criminelles des actions lui étant associées. En effet, ce projet de loi est le produit d'un arrêt de la Cour suprême du Canada¹ en décembre 2013, qui a jugé que trois articles du *Code criminel*² autour de la pratique étaient incompatibles avec l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés*³ : l'interdiction de tenir une maison de débauche ou de s'y retrouver (art. 210), le proxénétisme, c'est-à-dire de vivre des fruits de la prostitution (art. 212(1)j)) et la sollicitation (art. 213(1)c)). Dès lors, le gouvernement fédéral avait un an pour revoir les dispositions législatives⁴ de la prostitution. C'est ainsi qu'il propose un projet de loi dont la teneur entre de diverses manières en résonance avec le modèle suédois⁵, c'est-à-dire un modèle qui tend davantage vers une vision abolitionniste de la prostitution⁶, et statue sur les

¹ *Canada (Procureur général) c. Bedford*, 2013 CSC 72.

² L.R.C. 1985, c. C-46.

³ « Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale. », Article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982* [annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, c. 11 (R.-U.)].

⁴ *Canada (Procureur général) c. Bedford*, 2013 CSC 72 : « L'invalidité avec effet immédiat ferait en sorte que la prostitution échappe à toute réglementation le temps que le législateur trouve une solution au problème épineux et délicat de l'encadrement de la prostitution. La question revêt un intérêt public considérable, et peu de pays s'abstiennent de toute réglementation en la matière. Il peut y avoir controverse quant à savoir si l'invalidité avec effet immédiat présenterait un danger pour le public ou compromettrait la primauté du droit (les facteurs favorables à la suspension invoqués dans *Schachter c. Canada*, [1992] 2 R.C.S. 679). Cependant, il est clair que passer carrément de la situation où la prostitution est réglementée à la situation où elle ne le serait pas du tout susciterait de vives inquiétudes chez de nombreux Canadiens ».

⁵ « Dans le cadre de sa *Déclaration Gouvernementale contre la Violence faite aux Femmes* appelée *Kvinnofrid*, la Suède a choisi d'être le premier pays au monde à criminaliser l'achat (et non l'offre) de « services sexuels », le proxénétisme et la gestion des maisons de prostitution. » (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 58).

⁶ Il sera question des différents courants dans la section intitulée *1.2 Prostitution et militantisme féministe au Québec et au Canada : tensions et débats*. De plus, alors que le modèle adopté par le Canada peut laisser croire qu'il s'agit d'un modèle complètement abolitionniste, certaines dispositions peuvent servir d'infractions pour les personnes prostituées, notamment en vertu d'une de pratiquer là où se trouvent des enfants et c'est ainsi que cette facette spécifique de la loi ressemble à du prohibitionnisme : « Le projet de loi C-36 protège également les collectivités, et en particulier les enfants, des méfaits de la prostitution par l'imposition d'amendes minimales obligatoires plus sévères envers ceux qui achètent des services

achats de services sexuels, l'obtention d'un avantage financier ou matériel, la publicité⁷ pour la vente de services sexuels et la communication dans le but de vendre des services sexuels dans des endroits publics potentiellement fréquentés par des enfants (Gouvernement du Canada, 2014), tous des actes qui deviendraient dès lors illégaux. De plus, le gouvernement fédéral entend injecter 20 millions de dollars dans le but de soutenir les programmes « pouvant (les) aider [femmes prostituées] à abandonner la prostitution » (*Ibid*).

Suite au dépôt du projet de loi, des audiences du Comité permanent de la justice et des droits de la personne ont été tenues du 7 au 10 juillet 2014 afin d'entendre des actrices et acteurs du domaine ainsi que des politicien-nes se prononcer quant aux articles du projet. À la lumière de ces audiences, le Parti conservateur revient sur l'infraction de la sollicitation dans les endroits publics où pourraient se retrouver des enfants pour y préciser que de tels endroits sont des garderies, des terrains d'école ou des terrains de jeux (Buzzetti, 16 juillet 2014). De plus, il ajoute que la loi sera révisée par le Parlement afin de juger de son efficacité (*Ibid.*) dans cinq ans (donc en 2019). Par la suite, des audiences du Sénat ont eu lieu du 9 au 11 septembre 2014 à Ottawa où il a été possible aux organismes de présenter leur point de vue pour que l'assemblée puisse étudier les ramifications possibles entourant C-36. C'est finalement le 4 novembre, presque un an depuis le renvoi de la Cour suprême du Canada et suite à trois lectures au Sénat et à la Chambre des communes, que le projet de loi C-36 est officiellement adopté⁸. Un mois après la Sanction royale donnée le 6 novembre 2014, la nouvelle loi qui porte désormais le nom de *Loi sur la protection des collectivités et des victimes d'exploitation*⁹, est entrée en vigueur le 6 décembre

sexuels ou qui communiquent à cette fin dans des lieux déterminés, c.-à-d., des parcs, des écoles, des institutions religieuses et des lieux où des enfants pourraient raisonnablement se trouver.» Ministère de la Justice, Repéré à <http://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/protect/p1.html>.

⁷ « Les personnes qui offrent leurs propres services sexuels moyennant rétribution bénéficient d'une immunité en matière de poursuites à l'égard de la perpétration de cette infraction, lorsqu'elles font la publicité de leurs propres services sexuels (alinéa 286.5(1)b)), ou à l'égard de leur participation à la perpétration de cette infraction, lorsque l'infraction se rapporte à leurs propres services sexuels (paragraphe 286.5(2)) » Ministère de la sécurité publique, Repéré à http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/publications/bip/ipe_fevrier_2015/c-36-fiche-info_fr.pdf.

⁸ Parlement du Canada. (2014). Projet de loi émanant du gouvernement (Cdc). Repéré à <http://www.parl.gc.ca/LegisInfo/BillDetails.aspx?Language=F&Mode=1&billId=6635303>

⁹ L.C. 2014, c. 25.

2014, journée qui marque également les 25 ans du féminicide de l'école Polytechnique de Montréal.

1.2 Prostitution et militantisme féministe au Québec et au Canada : tensions et débats

Bien avant l'arrêt *Canada (Procureur général) c. Bedford* en 2013¹⁰, plusieurs chercheuses québécoises ont étudié les maintes facettes de la prostitution (qui, pour certaines, est plutôt référée comme « travail du sexe »). En effet, elles abordent la question de plusieurs manières, alimentant ainsi des recherches qui abordent, par exemple, la sémantique (Toupin, 2006), la traite des femmes, les rapports de domination et les violences envers les femmes prostituées (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012), les discriminations envers les « travailleuses-eurs du sexe » (Nengeh Mensah et Lee, 2010) ainsi que le trafic sexuel, le proxénétisme et les limites d'une réduction de la prostitution à un choix (Gaedah, 2003). Ces recherches font circuler des savoirs multiples, des vocabulaires spécifiques et des positionnements politiques qui mettent en lumière certains éléments du phénomène plutôt que d'autres. D'ailleurs, comme le souligne Louise Toupin, le langage, une stratégie fondamentale de la mise en idées de recherches, peut être source de prise de position. Pour elle précisément, le choix de mots et de concepts pour décrire la prostitution entretient parfois un régime de signification ou un « glissement interprétatif » de termes comme *esclavage* ou *traite des femmes* (Toupin, 2006). D'autres parlent plutôt d'une rhétorique d'« occultation de la violence masculine à l'endroit des femmes » lorsque des recherches décident d'évacuer le mot *victime* (Romito dans Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 12).

Les recherches effectuées au Québec en matière de prostitution¹¹ alimentent des tensions visibles au sein même des milieux féministes où sont discutées politiques et législations. Ces tensions s'articulent, entre autres, autour de la sexualité féminine et des dualités entre émancipation et subordination, de la législation, des rapports de domination et autres. Les manières dont les recherches abordent ces réalités varient grandement et influent sur les

¹⁰ C'est en 2009 que Terri Jean Bedford, Amy Lebovitch et Valerie Scott débute leur requête devant la Cour supérieure de l'Ontario.

¹¹ Plusieurs recherches ont été effectuées des analyses en matière de prostitution depuis les dix dernières années. Pour n'en citer que quelques unes: Parent, C., Bruckert, C., Corriveau, P., Nengeh Mensah, M. et Toupin, L. (2010) ; Nengeh Mensah, M., Thiboutot, C. et Toupin, L., (2011). ; Nengeh Mensah, M. & Lee, C. (2010) ; Nengeh Mensah, M. (2006) ; Geadah, Y. (2003) ; Dufour, R. (2005) ; Comte, J. (2013) ; Parent, C. (1994). ; Toupin, L. (2006) ; Toupin, L. (2009) ; Ricci, S., Kurtzman et Roy, (2012).

dimensions du phénomène à l'étude. Par exemple, Colette Parent argue que dans le cadre de la criminologie traditionnelle, il y a une survalorisation d'études portant sur la déviance ou la psychologie des femmes qui deviennent prostituées (Parent, 1994 : 6). Or, se retrouvant souvent dans un paradigme féministe, les recherches sur la prostitution permettent d'interroger les facettes de la sexualité et les relations de pouvoir entre les sexes, et contribuent à la circulation de revendications féministes déjà existantes. En effet, les débats autour de la prostitution dans les milieux féministes misent sur des aspects dichotomiques de la sexualité en opposant le concept d'agentivité (travail du sexe)¹² et les systèmes d'oppression (prostitution). C'est ainsi que découlent deux courants idéologiques principaux (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012), misant sur des conditions matérielles et des conjonctures spécifiques en vertu de la sexualité. D'une part, le courant abolitionniste de la prostitution « préconise notamment la mise en place de cadres légaux, à l'échelle nationale et internationale, qui répriment cette institution en pénalisant l'industrie de la prostitution, proxénètes et clients au premier rang, tout en décriminalisant les personnes prostituées » (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 25). D'autre part, le courant réglementariste prône une non-criminalisation de tous les acteurs et actrices du milieu (proxénètes, clients, etc.) tout en réclamant « une législation souple créant des zones de libre exercice de la prostitution » et « l'élimination de toute loi spécifique à la prostitution » (*Ibid.*, p. 26). Jacqueline Comte va plus loin et départage le courant réglementariste en deux catégories discursives : un premier discours qui pose le travail du sexe « *as an opportunity for sexual exploration and personal growth regarding one's own sexual taboos and prejudices* » (Comte, 2013 : 201) et le discours sur la décriminalisation qui souligne « *the very negative effects that criminalization and stigmatization have on the life and working conditions of sex workers and conclude that decriminalization is necessary* » (*Ibid.*, p. 202).

Or, les différents courants idéologiques situent tous la prostitution dans un débat qui questionne l'état des femmes qui s'y retrouvent (sont-elles exploitées ou libérées ?), le rôle de l'État et les interventions jugées nécessaires. De surcroît, ils permettent aussi de questionner la

¹² Alors que l'agentivité est souvent attribuée à la rhétorique « pro-travail du sexe », Ricci, Kurtzman et Roy abordent l'usage du mot comme étant quelque peu trompeur : « l'instrumentalisation de principes tels l'agentivité, l'*empowerment*, le droit de librement disposer de son corps ou même la libération sexuelle, ayant pour effet principal que la personne opprimée reste là où elle est, parquée, pour reprendre l'expression de Fanon (1961: 18), tout en croyant qu'elle a une quelconque emprise sur sa situation (Ferrand, 2010). » (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 176).

prise de parole jugée légitime, l'importance de l'expérience individuelle¹³, l'invisibilisation¹⁴ et la légitimation d'un discours « pro-travail du sexe » (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 174).

Le milieu féministe au Québec n'échappe pas au cloisonnement idéologique qui oppose ces courants, et ces tensions se matérialisent par les positions divergentes entre des groupes tels que le collectif abolitionniste la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) (pour n'en citer qu'un) et l'organisme Stella en faveur de la décriminalisation complète de la prostitution. Au cours des dernières années et en marge des revendications et des groupes politiques et/ou axés sur la mobilisation sociopolitique, le Canada a assisté à la réalisation de plusieurs documentaires afin de traiter de la question, opposant ainsi les mêmes prémisses dichotomiques d'exploitation ou d'émancipation, abolitionnisme ou règlementarisme : *L'imposture* (2011) et *Le commerce du sexe* (2015) réalisés par Ève Lamont, *Avenue Zéro* (2010) d'Hélène Choquette, et *Les Criminelles* (2013) réalisée par Jean-Claude Lord, *Hommes à louer* (2008) de Rodrigue Jean, *Le plus vieux mensonge du monde* (2011) de la CLES et plus largement au Canada *Sexe à vendre* (2013) de Teresa McInnes et Kent Nason et *Le monde s'en fout* (2012) de Rosie Dransfeld. Il est important de noter que ces produits culturels permettent la circulation d'idées et de revendications à l'extérieur du cadre traditionnellement associé aux débats publics et parlementaires.

¹³ Toupin parle de légitimer les expériences subjectives des « travailleuses du sexe » (Toupin, 2009).

¹⁴ Il s'agit ici d'une reprise des prémisses des textes de Toupin (2006) (« Analyser autrement la "prostitution" et la "traite des femmes" ») et de Guillaumaut (2006) (« Victimes de trafic ou actrices d'un processus migratoire ? Saisir la voix des femmes migrantes prostituées par la recherche-action (enquête) ») par Ricci, Kurtzman et Roy dans le but de dénoncer le passage entre « déni » et « dénégaration » de l'exploitation sexuelle issue de la traite. En effet, elles critiquent l'idée à l'effet que des féministes « exagère(nt) l'importance de la traite et ses liens avec la prostitution » (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 181).

1.3 Sexualité et prostitution

1.3.1 Sexualité comme articulation entre sexe, genre et corps

Tout d'abord, il me semble primordial de parler de prostitution en analysant les discours qui créent et alimentent la sexualité, le sexe et la hiérarchie du genre. En effet, la sexualité est une agrégation d'actes, de discours et de matérialités qui incorporent des dynamiques sociales (dont des rapports de domination) qui s'opèrent par la sexualisation de la hiérarchie de genre (MacKinnon, 1989b: 127). Afin de ne pas tomber dans le piège trop simplificateur consistant à miser exclusivement sur la facette biologico-sexuelle de la sexualité, il importe d'intégrer une analyse de la sexualité qui tient compte de formations qui lient simultanément un régime de pouvoir, de savoir et de plaisir (Foucault, 1976 : 19) par l'entremise de « mises en discours » du sexe (*Ibid.*, p. 20).

Le genre (et son articulation au sexe) fait l'objet de plusieurs définitions qui évoquent le rôle des sujets (sexes) et la constitution de leur situation en fonction d'une conjoncture sociale, sexuelle, politique et économique. Une première définition du genre tend vers l'idée d'une construction sociale en fonction du sexe biologique : « *While sex differences are rooted in biology, how we come to understand and perform gender is based on culture. We view culture "as a process through which people circulate and struggle over the meanings of our social experiences, social relations, and therefore, ourselves"* » (Brooks et Hébert, 2006 : 297). D'autres définitions partent de cette idée, mais poussent davantage pour y voir un système hiérarchique (Delphy, 2001 : 247) fonctionnant sur la base d'une asymétrie fondamentale (Hurtig et Pichevin dans Delphy, 2001 : 247). C'est ainsi que là où des féministes voient un potentiel de performativité ou une « identité tissée avec le temps par des fils ténus, posée dans un espace extérieur par une répétition stylisée d'actes » (Butler, 2006 : 265)¹⁵, d'autres constatent que « le

¹⁵ Dans *Bodies That Matter*, Butler revient sur l'interprétation jugée populaire de la performativité et du genre : « Le genre n'est pas un artifice qu'on endosse ou qu'on dépouille à son gré, et donc, ce n'est pas l'effet d'un choix » (Butler dans Butler, 2005 : 13). Elle adresse ceci lors d'une entrevue en 1992 où elle affirme : « *there is a bad reading, which unfortunately is the most popular one. The bad reading goes something like this: I can get up in the morning, look in my closet, and decide which gender I want to be today. I can take out a piece of clothing and change my gender: stylize it, and then that evening I can change it again and be something radically other, so that what you get is something like the commodification of gender, and the understanding of taking on a gender as a kind of consumerism.* » (Butler et Kotz, 1992).

genre (est) un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir » (Scott, 1988 : 141), et une force destructrice : « *feminine and masculine [are] roles/stereotypes/sets of characteristics which are essentially distorted and destructive to the Self* » (Daly, 1990 : 26). Comme le souligne Simone de Beauvoir, qui reprend son aphorisme culte issu de l'essai *Le deuxième sexe*, « on ne naît pas femme, on le devient », la masculinité et la féminité deviennent donc des dispositifs par quoi passent la construction de mythes et d'idéaux sexués : la féminité est une « construction culturelle et non une donnée naturelle » (De Beauvoir dans Pellegrin, 2012 : 227). Ce même commentaire est formulé à l'égard des hommes pour qui « « on ne naît pas mâle, on le devient ». La virilité non plus n'est pas donnée au départ » (*Ibid.*). Miser sur la socialisation dans le cadre de la construction normative chez les sexes est important, mais de Beauvoir insiste tout de même sur l'indissociabilité du sexe dans la constitution de ces rôles sociaux. Loin de vouloir essentialiser les sexes, elle souligne toutefois qu'il ne faut pas prétendre que ces rôles puissent exister futillement, complètement détachés de corps sexués dans lesquels ils s'inscrivent. Elle décrit l'importance de comprendre l'existence des corps avant la socialisation et que c'est en vertu des données biologiques que certaines impositions se font sur certains corps sexués et non d'autres : « ces données biologiques sont d'une extrême importance : elles jouent dans l'histoire de la femme un rôle de premier plan [...] le corps (est) l'instrument de notre prise sur le monde » (De Beauvoir, 1986 : 72). Les corps deviennent donc des reflets matériels qui subissent, agissent et incarnent des dynamiques de pouvoir.

De telles caractéristiques valorisées pour les sexes en viennent donc à prescrire des attitudes genrées et à alimenter les fondements mêmes des dynamiques sexuelles, et plus largement des dynamiques sociales, qu'elles soient hétérosexuelles ou homosexuelles¹⁶, car elles consistent à créer et à réguler les interactions entre des classes sexuelles et maintiennent le système hiérarchique du genre en place¹⁷ : « *There is a strong normativity of gender constraining*

¹⁶ Il me semble très important d'ouvrir l'analyse à l'homosexualité et de considérer le système du genre comme structure qui affecte, à différentes intersections, les dynamiques présentes au sein et à travers des orientations sexuelles.

¹⁷ Face à cette structure du genre, il existe des positions dichotomiques dans les discours féministes : les partisan-es du *queer*, par exemple, visent à éliminer la binarité en voyant le genre comme un spectre identitaire, où entre les « deux genres », il existerait des négociations et malléabilités possibles. Quant aux féministes radicales, elles voient le système du genre comme étant créé sur un renforcement hiérarchique

how one has to be and how one is entitled to behave. Then, gender categories are full of norms that constraints options and regulates the perception of bodies, imaginaries and sexual roles. » (Ribé dans Goborit, 2009 : 191). Plus important encore, les analyses structurelles de pouvoir que proposent certaines féministes considèrent que la sexualité est le reflet de normes « genrées » au sein d'une société patriarcale¹⁸, c'est-à-dire « *a system of social structures, and practices in wich men dominate, oppress and exploit women* » (Walby, 1989 : 214) qui affecte simultanément la sexualité, l'État, la division sexuelle du travail et les violences perpétrées par les hommes (*Ibid.*, p. 220). Or, il ne s'agit pas ici de postuler une subjectivité homogène aux dynamiques sexuelles car les expériences diverses, les articulations¹⁹ identitaires de groupes ethniques et de classes peuvent varier, mais il demeure important de penser des différences au sein des similitudes²⁰. C'est ainsi que le genre devient plus qu'une simple prescription comportementale (i.e. une (dé)limitation de comportements en fonction de son sexe) car il perpétue des rapports hiérarchiques entre les sexes où la masculinité serait synonyme de « *male-dominant behaviour* » alors que la féminité incarnerait l'équivalent de « *female-subordinate behaviour* » (Jeffreys, 2003 : 44) :

des différences sexuelles ((Millet, 2000: 32) et (Delphy dans Jeffreys, 2003 : 44)) : « *But it is not the fact that the differences between the sexes are 'rigid' or even 'opposed' that is the main problem for feminism, but the fact that the 'differences' encode and enforce male supremacy (MacKinnon, 1990). The feminist task, then, is not to shatter and fragment the grand dichotomy of male and female into a multiplicity of fluid and shifting 'genders', 'sexualities', 'identities' or 'forms of otherness' (other than whom?), but to continue to oppose male domination, however and wherever it manifests itself, in the interests of a female human status which is not defined at the expense of anyone at all.* » (Thomson, 2001 : 80).

¹⁸ Plusieurs reproches ont été adressés au féminisme radical québécois en ce qui concerne les analyses du patriarcat, de peur que ça n'adresse pas les autres formes de pouvoir, mais comme le soulignent Mélissa Blais, Laurence Fortin-Pellerin, Ève-Marie Lampron et Geneviève Pagé, « les écrits des féministes radicales québécoises [...] démentent la prétention selon laquelle elles n'auraient théorisé qu'un seul axe d'oppression, nommément le patriarcat, alors que d'autres formes de domination (classe sociale, question nationale, etc.) faisaient partie de leurs préoccupations. De plus, leurs tentatives d'intégration de différents systèmes d'oppression dans leurs actions, écrits et alliances reflètent une complexité théorique qui, sans être comparable à la notion d'« intersectionnalité », va toutefois bien au-delà des « femmes comme catégorie unifiée » (Nengeh Mensah 2005 : 14) » (Blais, Fortin-Pellerin, Lampron et Pagé, 2007:12).

¹⁹ Certaines théoriciennes parleront d'intersectionnalité (Crenshaw, 1991 ; Hill Collins, 1998) alors que d'autres aborderont la « consubstantialité des rapports sociaux » (Galerand et Kergoat, 2014).

²⁰ Audre Lorde cerne la pertinence d'une solidarité chez les femmes tout en tenant compte des oppressions spécifiques et des préjugés intériorisés : « *But our future survival is predicated upon our ability to relate within equality. As women, we must root our internalized patterns of oppression within ourselves if we are to move beyond the most superficial aspects of social change. Now we must recognize differences among women who are our equals, neither inferior or superior, and devise ways to use one another's difference to enrich our visions and our joint struggles* » (Lorde, 1997 : 379).

Masculinity is not, then, a biological fact, something connected with particular hormones or genes. Masculine behaviour or appearance or artefacts, and design, signify 'manhood' as a political, not a biological, category. In this understanding masculinity cannot exist without its supposed opposite, femininity, which pertains to female subordination. Neither masculinity nor femininity make sense or can exist without the other as a reference point (Connell, 1995) (*Ibid.*, p. 6).

À la lumière de ces définitions variées, mais tout de même entrelacées, le genre et le sexe nous permettent de comprendre davantage la constitution du sujet et la place qu'occupent les corps dans la sexualité et dans les dynamiques entre classes sexuelles. Les représentations corporelles, les rituels esthétiques (Brownmiller, 1985) et les comportements issus de la normalisation du genre dépendent des mythes et des significations de la masculinité et de la féminité, et ces représentations se font par les nombreux lieux discursifs dont les médias, les arts, la politique etc. En matière de régulation comportementale par l'entremise d'un regard omniprésent mais invisible, le corps et ses connotations s'actualisent par les relations avec le regard dominant masculin (Mulvey, 1989) : « le corps féminin est davantage perçu comme sexué, et surtout sexuel, plus sexuel que celui des hommes (et) toujours plus ou moins lié à la sphère de l'érotisme » (Marquié dans Camus, 2006 : 19). Ces enjeux de représentations corporelles reviennent à une ségrégation des rôles sexuels et culturels, et dans une tentative de s'écarter de ces représentations, il faudrait dégager de nouvelles significations des corps féminins: « *sexual differences demand social representation insofar as the social roles and procreative functions are not governed by instincts or 'nature' but are socially required, produced, and regulated [...]* *If women are to be granted a position congruous with but independent of men, the female body must be capable of autonomous representation* » (Grosz, 1993 : 202; 197). Cependant, cette autonomisation au niveau des représentations ne peut incarner une panacée voire une unique forme de libération sexuelle car la sexualité s'inscrit dans des dynamiques sociales misogynes qui peuvent, entre autres, *exproprier* les désirs féminins (Tabet dans Ferrand, 2010). C'est ainsi que les sexes se voient délimités par une pluralité de conditions et de discours qui façonnent les rôles en fonction de la corporalité, c'est-à-dire qu'on normalise des dynamiques sexuelles en vertu de conceptions construites socialement :

Elle [la sexualité] est construite par les prérogatives de la classe dominante. Les conceptions dominantes de la sexualité s'inscrivent dans une politique sexuelle patriarcale. [...] L'anatomie est politique (Mathieu, 1991) au sens où elle est construite par un rapport de pouvoir. Le corps subalterne est marqué par le travail extorqué, les violences, les actions imposées ou autorisées. [...] Colette Guillaumin parle de « marque naturelle » pour décrire comment certains faits physiques sont dits être la cause intrinsèque de la place qu'occupe un groupe dans les rapports sociaux (Guillaumin, 1991, 183). Le sexe anatomique a un statut de « marque naturelle » car il est sensé expliquer l'expropriation de notre sexualité et la justifier. En effet, en vertu d'une nature biologique, le pénis serait actif voire agressif et le vagin serait passif, défini comme une voie de pénétration. Andrea Dworkin (1987) a analysé l'effet matériel de cette expropriation « anatomique » : nous sommes physiquement colonisées, occupées de l'intérieur. (Ferrand, 2010).

Or, c'est à l'intérieur de ce regard même que se forment nos attentes quant aux femmes dans la ritualisation des comportements sexuels, et que se manifeste la hiérarchisation du pouvoir dans le cadre de cette ritualisation car, comme le souligne la féministe Sheila Jeffreys « *girls learn to love and have sexual feelings in a position of low status, and the eroticization of powerlessness is a normal part of the construction of femininity* » (Jeffreys, 2003 : 130). Finalement, c'est à partir de ces significations socialement construites que la validation de « l'identité sexuelle » passe par l'entremise de dynamiques sexuelles : « *Gender socialization is the process through which women come to identify themselves as sexual beings, as beings that exist for men. It is that process through which women internalize (make their own) a male image of their sexuality as their identity as women.* » (MacKinnon, 1982 : 530). Pour l'auteure féministe Andrea Dworkin, une des visées du féminisme réside justement dans le démantèlement de ces rôles dans le but d'accéder à une sexualité transformée, révolutionnée : « *The real core of the feminist vision, its revolutionary kernel if you will, has to do with the abolition of all sex roles—that is, an absolute transformation of human sexuality and the institutions derived from it* » (Dworkin, 1981 : 12).

1.3.2 Sexualité et prostitution

Comme ce fut le cas dans la section précédente, la prostitution représente un enjeu lié à la sexualité où, alors que certaines y voient un potentiel de libération sexuelle, d'autres dénoncent la violence et l'exploitation jugées intrinsèques à elle. Par exemple, Carole S. Vance considère que la sexualité des femmes se retrouve prise dans une injonction paradoxale où l'oppression et l'émancipation ne peuvent être considérées comme mutuellement exclusives :

The tension between sexual danger and sexual pleasure is a powerful one in women's lives. Sexuality is simultaneously a domain of restriction, repression, and danger as well as a domain of exploration, pleasure, and agency. To focus only on pleasure and gratification ignored the patriarchal structure in which women act, yet, to speak of sexual violence and oppression ignores women's experience with sexual agency and choice and unwittingly increases the sexual terror and despair in which women live (Vance, 1984 : 1).

Toutefois, les conditions matérielles qui contextualisent la sexualité ancrent celle-ci dans des rapports systémiques, économiques, physiques et psychologiques ayant des répercussions sur les processus d'intériorisation et les choix qu'effectuent les femmes. En effet, Paola Tabet se questionne sur le statut de la sexualité au sein de la prostitution en le situant dans des échanges *économico-sexuels* qui en viennent à écarter un « échange réciproque de sexualité » pour laisser place à une sexualité désormais « transformée en service » (Tabet, 2004 : 83). En effet, elle affirme que « l'échange économique-sexuel devient une forme constante des rapports entre les sexes et structure la sexualité elle-même. » (*Ibid*). Pour la sociologue féministe Kathleen Barry, la prostitution existe en fonction d'une agrégation de systèmes misogynes, et miser exclusivement sur les conditions matérielles d'exploitation économique évacue la possibilité de penser la prostitution en vertu d'une dimension de violence intrinsèque : « *Prostitution is both an indication of an unjust social order and an institution that economically exploits women. But when economic power is defined as the causal variable, the sex dimensions of power usually remain unidentified or unchallenged* » (Barry, 1979 : 8). En effet, le système patriarcal est un élément constitutif dans cette injonction et est abordé à la fois dans le discours qui critique la prostitution comme lieu de (re)production de racisme, de disparités économiques et d'oppressions évidemment misogynes, mais aussi dans celui qui y voit un outil d'émancipation sexuelle. Cependant, à partir du patriarcat, ces deux positions comprennent la libération et l'oppression

sexuelle de manières assez distinctes. Pour certaines, l'émancipation vient par l'élimination complète de l'industrie du sexe (Comte, 2013 : 197) et la mise sur pied de moyens concrets permettant la sortie de la prostitution et la lutte contre l'appropriation et la marchandisation du corps des femmes (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 5). Pour d'autres, « *to free oneself from oppression involves affirming one's right to experience sexuality one's own way, even when that sexuality is outside current norms* » (Comte, 2013 : 197), c'est-à-dire qu'il faut miser davantage sur la déstigmatisation des travailleuses du sexe (*Ibid.*, p. 201) et la « reconnaissance du métier » (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 6). Or, ces lectures qui s'affirment toutes être féministes s'attachent à des discours variés autour du corps, du pouvoir d'action et de l'objectification dans le but de proposer des moyens de faire sens de la sexualité en fonction d'une logique qui cherche des moyens de sortie/démantèlement du patriarcat. De plus, s'il est question d'objectification et de normes associées aux pratiques sexuelles, il me semble primordial de souligner l'importance de la normalisation des dynamiques sexuelles par et à travers les jeux de complémentarité et d'érotisation. Par exemple, la juriste féministe Catharine MacKinnon souligne le rôle de l'érotisation des rapports de domination pour maintenir les catégories de « féminité » et de « masculinité » qui existent grâce à une normalisation, voire d'une complémentarité hiérarchique de la différence :

Dominance eroticized defines the imperatives of its masculinity, submission eroticized defines its femininity. So many distinctive features of women's status as second class -- the restriction and constraint and contortion, the servility and the display, the self-mutilation and requisite presentation of self as a beautiful thing, the enforced passivity, the humiliation -- are made into the content of sex for women. Being a thing for sexual use is fundamental to it. (MacKinnon, 1989a : 318).

Au-delà de l'érotisation de la passivité et de la soumission, l'appropriation des ressources féminines sert à maintenir des dynamiques sexuelles hiérarchiques et se traduit, entre autres, par l'accessibilité du corps des femmes en fonction de traditions misogynes. Dans le cadre d'une normalisation de la domination masculine, il y a un cantonnement des usages du corps féminin par les hommes qui en retireraient des bénéfices par l'entremise du contrôle physique, psychique, législatif, etc. En effet, Andrea Dworkin y voit une opposition dans la manière dont on comprend et exploite les corps des femmes, misant ainsi sur l'omniprésence des usages sexuels et

reproductifs de ceux-ci. Or, cette opposition que Dworkin nomme le modèle du bordel et de la ferme ne peut dissocier ces usages du corps des femmes des valeurs masculines prescrites à travers la sexualité. En 1983, elle écrivait :

There are two models that essentially describe how women are socially controlled and sexually used: the brothel model and the farming model. The brothel model relates to prostitution, narrowly defined; women collected together for the purposes of sex with men; women whose function is explicitly nonreproductive, almost antireproductive; [...] The farming model relates to motherhood, women as a class planted with the male seed and harvested; women used for the fruit they bear, [...] These two poles of the female condition are only superficially and conceptually distinct and opposite. Men say the two are poles to begin with, distinct and opposite. [...] But the concept is only accurate (descriptive) from a male point of view—that is, if one accepts the male definitions of both the acts involved and the women involved. (Dworkin, 1983 : 174).

Carole Pateman abonde dans le même sens en explicitant le lien entre le patriarcat, la constitution de la masculinité et l'accumulation des ressources par un accès historique et constant à une propriété sexuelle : « *In modern patriarchy, masculinity provides the paradigm for sexuality; and masculinity means sexual mastery. The “individual” is a man who makes use of a woman’s body (sexual property); the converse is much harder to imagine.* » (Pateman, 1988 : 185). En ce qui concerne la prostitution précisément, pour Sheila Jeffreys, il devient impératif de penser l'industrie du sexe en fonction de la domination masculine car elle en constitue une partie intégrante : « *The sexuality of men under male dominance is constructed to confirm their masculinity through practices of objectification and aggression (Jeffreys, 1997). The clearest expression of this sexuality of dominance lies in the existence of the sex industry which both reflects and helps to shape it.* » (Jeffreys, 2009 : 148).

À la lumière de ces théorisations, les enjeux pluriels et les interprétations variées liées au sexe, aux corps et au genre permettent de poser les bases de la sexualité et la prostitution en tenant compte des dynamiques, conjonctures, tensions et discours qui les entourent et qui les (re)produisent.

2. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

2.1 Analyse de discours

Le présent mémoire privilégie une analyse de la production discursive de la sexualité à partir d'un corpus médiatique portant sur la prostitution qui se situe entre le jugement de la Cour Suprême et du dépôt du projet de loi C-36. L'intérêt porté aux médias en général provient de la place qu'ils occupent dans la création et la négociation de discours, c'est-à-dire qu'ils contribuent aux questionnements formulés en matière de sexualité, de prostitution et l'articulation des deux. Un exemple de comment les médias détiennent une place importante dans la constitution de discours sur la sexualité se manifeste par des branches de la culture populaire qui se présentent comme étant féministes (des sites dont *Jezebel*, *Feministing*, *Bitch* ou *Ms. Magazine*) et qui promeuvent une *sensibilité postféministe*, c'est-à-dire, une manière dont les femmes et leurs corps se trouvent face à un discours paradoxal où, dans une ère de « libération » et « d'empowerment », elles font tout de même face à une multiplication des regards portées sur elles-mêmes :

intensification of the scrutiny of women's bodies, a quite obsessive and punitive regulation by the media in which no "transgression" is seemingly too small to be picked over and the woman subjected to excoriating attack. Yet the discourse of freedom, choice and playfulness occludes this and renders practices such as surgical breast augmentation or liposuction knowable through discourses of "pleasing oneself" or "feeling good about oneself" (Gill, 2008 : 440).

En ce sens, je m'inspire en partie d'une analyse critique du discours qui met en lumière les pratiques rhétoriques émanant de discours et de contextes de réalisation et de diffusion. C'est ainsi que, comme le mémoire suivant explore la sexualité des femmes construite à travers la couverture médiatique du projet de loi C-36, il me semble primordial de mobiliser les outils de constitution du discours dont les articles de journaux et leur accessibilité, les voix privilégiées, les thèmes récurrents etc. Une telle problématique me pousse donc à poser des questions quant à la manière dont il est question d'aborder, mais aussi de construire la sexualité au sein du débat canadien sur la prostitution.

Tout d’abord, considérant la polysémie du mot discours en communication, la compréhension de son usage précis dans le cadre de ce projet est essentielle. Le discours tel qu’il sera mobilisé dans ce mémoire reprend la définition qu’en propose Stuart Hall qui y voit :

ways of referring to or constructing knowledge about a particular topic of practice : a cluster (or formation) of ideas, images and practices, which provide ways of talking about, forms of knowledge and conduct associated with, a particular topic, social activity or institutional site in society (Hall, 1997a : 6).

Dans le cadre de mon analyse, il s’agit d’aborder les médias en tant que lieux de discours pour discuter de la sexualité et de ses enjeux à la lumière de C-36. En effet, les médias ne sont pas exclusivement des canaux de transmission, mais aussi des outils dans la constitution d’évènements. En ce qui concerne précisément les médias d’information, et comme le souligne Jaap van Ginneken :

Many journalists and most audiences tend to assume that the media are nothing more than a mere “window” on the world, or a “mirror” of the world, and that it is usually rather obvious which events are objectively important and which are not, or even which events the public feels are subjectively important and which not. This is not the case. News is, just like other forms of knowledge, a social product (van Ginneken, 2003: 55).

Contrairement à une analyse strictement sémiotique des propos et des images qui circulent dans les médias, l’analyse critique du discours explore les articulations qui existent entre les savoirs mis de l’avant, leurs usages, leurs dits et non-dits, leur contexte d’élaboration ainsi que leur circulation et les jeux de rareté (Foucault, 1971 : 72). Le rôle des médias d’information dans ces débats se situe justement dans ces créations et circulations de positions, de témoignages et de « faits » dans le but de produire l’évènement du projet de loi de la prostitution. En effet, une des richesses de l’analyse de discours réside dans la pluralité des objets analysés qui permet de contextualiser le langage et les textes. Une telle analyse explore les liens entre discours et contexte, notamment le contexte politique fédéral, les enjeux de sécurité publique et les revendications féministes. D’ailleurs, comme le soulignent David Grant, Linda Putnam, Cynthia Hardy et Cliff Oswick, l’analyse de discours « *mediates the connection between language and social context, and facilitates more satisfactory bridging of the gap between texts and contexts*

(Fairclough, 1995, p. 189) » (Grant, Putnam, Hardy et Oswick, 2004 : 12). Ils et elles renchérissent en affirmant que « *consequently, it takes us beyond simple examinations of verbal and written interaction and allows us to appreciate the importance of 'who uses language, how, why and when'* (Van Dijk, 1997b, p. 2) » (Ibid.).

Dans un premier temps, je m'intéresse à la conceptualisation du discours comme une lutte pour instaurer voire imposer une signification : « *Any discourse is constituted as an attempt to dominate the field of discursivity, to arrest the flow of differences, to construct a centre* » (Laclau et Mouffe, [1985] 2001: 112). Par exemple, d'entrée de jeu et avant même la lecture du corpus, c'est-à-dire en me fiant à la littérature sur le sujet, les discours concurrentiels et la lutte pour fixer un sens quant à la prostitution se manifestent sous la forme de tensions entre les termes « prostitution » et « travail du sexe ». J'estime que ces *nodal points* qui tentent d'instaurer un sens particulier à la prostitution, et se créent en fonction de rapprochements et de mises à l'écart, se manifestent à travers les débats politiques et au sein des médias.

Je ne prétends pas recenser les postures plurielles d'analyse de discours, mais je tiens tout de même à mettre en lumière les manières dont ces approches variées outillent mon regard et inspirent ma démarche d'analyse. Par exemple, il existe des divergences épistémologiques entre la théorie du discours dite *post-marxiste*, une méthode davantage post-structuraliste de la déconstruction (Jorgensen et Phillips, 2002: 20), formulée par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe dans *Hegemony and Socialist Strategy : Towards a Radical Democratic Politics* et la *Critical Discourse Analysis* de Fairclough. En effet, la théorie *post-marxiste* postule l'omniprésence du discours comme force créatrice et intelligible, indissociable du monde matériel (qui lui-même est articulé discursivement) : « *the material character of discourse cannot be unified in the experience or consciousness of a founding subject; on the contrary, diverse subject positions appear dispersed within a discursive formation* » (Laclau et Mouffe, [1985] 2001: 109). Toutefois, il importe de préciser que Laclau and Mouffe « *are not 'collapsing' or 'dissolving' everything into discourse: they are insisting that we cannot apprehend or think of the non-discursive other than in contextualizing discursive categories, be they scientific, political or whatever.* » (Barrett dans Žižek, 1994 : 259). Quant à Fairclough, il considère plutôt que le discours est en dialectique avec des dimensions sociales (Jorgensen et Phillips, 2002 : 65) et

développe un modèle basé sur le texte, la pratique discursive et la pratique sociale (Rear et Jones, 2013 : 378). Incapable de se départir d'une compréhension matérielle des relations sociales et institutionnelles, Fairclough propose une analyse textuelle tout en soulignant l'importance des relations entre « *social practices [that] are shaped by social structures and power relations and that people are often not aware of these processes* » (Jorgensen et Phillips, 2002 : 66) et c'est en ce sens qu'il juge que la structure sociale englobe à la fois du discursif et du non-discursif (*Ibid.*, p. 65). Or, malgré les différences et les spécificités épistémologiques de ces courants, ces théories guident mon analyse de discours et la lecture de mon corpus.

Dans le cadre de mon analyse, j'ai décidé de m'en tenir à des articles dans des médias d'information disponibles majoritairement et simultanément (mais pas exclusivement) en version papier et en version web. Certes, il existe plusieurs lieux de création de discours qui ne se limitent pas aux médias d'information et au corpus que je propose, mais si je m'intéresse aux médias d'information, c'est en partie pour le rôle de médiation détenu par les journalistes et tout autre sujet qui y prête sa voix, et le rapport à la démocratie qui se manifeste plus précisément par les maints mécanismes qui existent et qui orientent le travail journalistique, et le travail « d'interprète » et de « mise en contexte » (Gingras, 2012 : 693). La politicologue Anne-Marie Gingras explique le rôle de la médiation en affirmant que « les médias et les journalistes jouent un rôle de « médiateurs » que nous définissons comme agents individuels ou collectifs par qui transitent des messages explicites ou implicites » (*Ibid.* p. 690). En effet, « ces agents ajoutent une couche de sens par diverses méthodes dont la sélection des nouvelles, la hiérarchisation des sujets ou le cadrage de personnes ou d'événements. Cette couche de sens varie en qualité et en épaisseur, et elle peut aussi limiter l'information en appauvrissant dans les faits cette information » (*Ibid.*) renchérit-elle.

Comme il s'agit d'un débat concernant une politique publique canadienne qui se matérialise par les médias d'information, se questionner sur le statut des sujets énonciateurs et comprendre comment certaines voix sont privilégiées au détriment de d'autres, c'est-à-dire que questionner les rapports de pouvoir (implicites et explicites) et leur imbrication dans la structure sociale devient une piste d'analyse indispensable. Adressant les dynamiques interpersonnelles et professionnelles qui régissent la présence de certaines voix dans les médias, Fairclough explique précisément que :

one striking feature of news production is the overwhelming reliance of journalists on a tightly limited set of officials and otherwise legitimized sources which are systematically drawn upon, through a network of contacts and procedures, and sources of 'facts' and to substantiate other 'facts.' (Fairclough, 1995 : 49).

C'est en ce sens que je m'inspire de plusieurs éléments de l'analyse critique du discours et de la théorie *post-marxiste* qui mettent en relief les maintes dynamiques et discours, manières et personnes qui tentent de fixer un sens et qui, dans le cadre de l'analyse critique du discours, permet de « *reveal the role of discursive practice in the maintenance of the social world, including those social relations that involve unequal relations of power* » (Jorgensen et Phillips, 2002 : 63).

Bien évidemment, ma démarche méthodologique s'inscrit dans une méthodologie qualitative ce qui me permet d'explorer les discours autour des articulations entre sexe, corps et genre dans la prostitution tout en me fournissant une possibilité d'induction (Anadon, 2006 : 23), c'est-à-dire que mon analyse fait surgir des observations et des questionnements tout au long de celle-ci. Cette méthodologie me permet aussi de tenir compte de ma subjectivité féministe dans la lecture de ces textes médiatiques.

2.2 Constitution d'un corpus

Dans le cadre de mon mémoire, il est question d'étudier la prostitution et la sexualité à partir des différents lieux où il y a production et circulation de discours. En ce sens, le corpus analysé puise dans des médias d'information québécois disponibles sur Internet ainsi que sur papier tels que *La Presse*, *Le Journal de Montréal*, *Le Devoir*, *The Gazette*, *Le Journal de Québec* et *Le Soleil* ainsi que des médias davantage télévisuels d'information (*TVA*, *SRC*, *Télé-Québec*). La lecture se fait précisément autour des dossiers spéciaux, des débats publics, des textes d'opinion, des discours issus des représentant-es politiques et les interventions féministes, notamment dans les lettres ouvertes. Le corpus est constitué de deux périodes : la première se situe du jugement de la Cour Suprême en décembre 2013 jusqu'à la veille du dépôt du projet de loi C-36, donc du 20 décembre 2013 au 3 juin 2014, et la seconde explore les semaines débutant le dépôt de C-36 jusqu'aux audiences du Comité permanent sur la justice et les droits de la personne donc du 4 juin 2014 à la mi-juillet 2014. Ces deux périodes me semblent complémentaires car elles

permettent de situer le débat dans un contexte saisissant à la fois l'anticipation (pré-dépôt, suspension des articles de loi) et la rétroaction (post-dépôt) de cette influente législation.

En effet, ce que diffusent les journalistes au nom de leur journal permet une circulation de masse d'un savoir autour de la prostitution : ce qu'ils et elles disent sur la prostitution permet de créer du sens et d'orienter le débat quant à la sexualité, de vulgariser les politiques proposées et d'encadrer et/ou de miser sur certaines interventions. Il devient donc intéressant de voir comment les médias contribuent au discours de la sexualité dans le cadre d'un contexte qui, à la lumière de la théorisation féministe, est déjà fort polarisé.

Tout d'abord, le corpus est constitué à partir de textes issus de médias d'information disponibles sur Internet et (mais pas toujours) en version papier, et c'est par l'entremise d'une recherche effectuée sur la base de données *Eureka* et à l'aide des mots « C-36 » (pour les données suite au dépôt du projet de loi), « Bedford » (pour les données suite au jugement), « prostitution » et « travail du sexe » que j'ai pu repérer plusieurs dizaines de textes. Dans le cadre de ce tri, ces deux lieux de discours (papier et électronique) me semblaient d'une grande pertinence car j'accède à une gamme de types de textes, parfois le produit de journalistes et d'autres fois des lettres ouvertes et chroniques qui sont disponibles exclusivement en ligne. Le journal *The Gazette* n'était pas disponible dans la base de données *Eureka*, mais c'est en accédant au moteur de recherche *Factiva* en y cherchant les même mots, mais en anglais cette fois, qu'il fut possible de compléter la collecte de données. Ce journal était indispensable dans mon analyse car il s'adresse à la population anglophone du Québec. Au total, le corpus comporte 99 articles dont 41 situant le débat du jugement de la Cour suprême jusqu'au dépôt, et 58 du 4 juin jusqu'à la mi-juillet 2014.

Marquée par maintes relectures lors de ma rédaction, la lecture du corpus s'est déroulée en quatre temps. La première lecture a porté sur le corpus dans son entièreté, en suivant la date de parution des articles, débutant ma lecture avec des articles qui dataient de décembre 2013 et en terminant par des textes du mois de juillet 2014. Cette première lecture avait comme objectif de dresser un portrait global des tendances qui pouvaient ressortir et des récurrences thématiques. Ensuite, j'ai travaillé le corpus en fonction d'un paramètre établi lors de la constitution de celui-ci, donc en répartissant mes articles en fonction de deux périodes précises : du jugement de la Cour suprême jusqu'à la veille du dépôt, et du 4 juin jusqu'à la mi-juillet. C'est ainsi que la

seconde lecture de mon corpus s'est effectuée, cette fois en deux temps et selon les dates qui, à mes yeux, feraient surgir des spécificités thématiques. Au final, celles-ci se sont avérées rares. Une troisième lecture reprenait la formule de départ, cette fois avec une lecture approfondie de tous les textes dans l'optique d'y repérer des détails. C'est à ce moment que j'ai commencé à souligner ce que je jugeais être des thèmes principaux, donc des thèmes larges, qui englobaient des idées secondaires. Dans un premier temps, j'avais repéré cinq axes principaux, soit la demande et le consentement, la morale, la sécurité et le danger, les élections et la liberté. La dernière lecture s'est effectuée en fonction de ces axes et regroupait les textes selon les axes principaux, et c'est ainsi que j'ai pu finalement cerner deux grandes orientations en matière de sexualité : les débats autour de la morale et ceux autour du choix.

2.3 Principes et fondements de l'analyse

Tout texte comportant l'un ou l'autre de ces mots-clés identifiés ci-haut, c'est-à-dire, qu'il s'agisse d'une chronique ou d'une nouvelle, détient une importance équivalente dans le corpus car ces écrits *témoignent* des discours : ils deviennent des « événements » du discours. En effet, au sein du discours, les énoncés (*statements*) permettent la mise en œuvre du discours et ils représentent les traces de son élaboration, de son appropriation et de son remaniement (Allor et Gagnon, 1994: 35). Dès lors, les énoncés sont des « événements » du discours (*Ibid.*) et permettent « *the elaboration of positions within the systems of regularities of the discursive field [...] their affectivity is precisely located in their articulation of different order of « ideas, projects and possibilities » (O'Regan, 1992) about the social world. [...] (Ibid.).* C'est ainsi que les propos qui circulent sont des marqueurs du discours, permettant sa manifestation (à la fois source de tensions et de régularités) (*Ibid.*).

C'est par l'entremise d'une lecture approfondie et répétée des textes tout en portant une attention aux voix privilégiées, aux images et aux termes qui accompagnent les articles, qu'il est devenu possible de faire émerger des thèmes généraux. Cette méthode d'analyse thématique et critique permet « la transposition d'un corpus donné en un certain nombre de thèmes représentatifs du contenu analysé, et ce, en rapport avec l'orientation de recherche (la problématique) » (Paillé et Mucchielli, 2003, p. 123). C'est en ce sens que ma méthodologie s'inspire d'un modèle inductif car, alors que la lecture de ces données n'est pas arbitraire, le sens

retiré et les résultats qui émanent de cette lecture sont effectivement « construits à partir de (ma) perspective et de (mon) expérience » (Blais et Martineau, 2006 : 6). En effet, mon tri d'information ne consiste pas à faire une analyse textuelle, mais bien une analyse intertextuelle car c'est à travers une lecture croisée des textes et d'une recherche de régularités dans les objets de discours que la constitution de concepts est devenue possible. Face à plus de 90 textes, j'ai d'abord procédé à une lecture globale de tous les articles où je soulignais les modalités du discours, c'est-à-dire la répétition de mots et d'idées, tout en prenant note des photos et des concepts qui m'apparaissaient similaires ou ce dont les idées et les mots m'évoquaient. J'ai ensuite étudié les textes en fonction de la division temporelle mentionnée précédemment où j'ai procédé de la même manière dans le but de voir si, notamment, il avait des thèmes ou des énoncés propres à une période donnée. Le tri d'informations est donc le fruit de ce que je juge pertinent ou non (*Ibid.*) et d'une lecture croisée et horizontale de tous les textes, et la lecture que je fais de ces textes puise dans la manière dont j'ai conceptualisé la sexualité en vertu de la prostitution, c'est-à-dire en articulant le corps, le sexe et le genre, et les discours qui les constituent.

2.4 Positionnement féministe

C'est par l'entremise de mon militantisme féministe que je m'interroge davantage quant à la couverture médiatique de C-36 dans l'optique de comprendre les discours sur la sexualité. Ma connaissance *a priori* de certaines tensions épistémologiques et politiques dans le mouvement des femmes et mon désir de jumeler une analyse en communication politique avec les débats qui, à mon avis, méritent d'être creusés, ont servi de lignes directrices pour le présent mémoire. Or, dans le cadre de l'analyse, je conceptualise la sexualité en tenant compte d'une structure patriarcale c'est-à-dire un système politique qui « *exploits our [les femmes] labor, predetermines the ownership of our bodies, and diminishes our selfhood from the day we are born* » (Dworkin, 1981: 11), mais aussi comme une structure de colonisation de l'esprit et du monde matériel (Daly, 1990: 1). C'est ainsi qu'il devient possible de situer la socialisation des sexes en fonction de normes et de discours dominants sur la sexualité.

J'ai le devoir d'être transparente, et j'assume sans gêne que mon positionnement féministe et plus précisément ma posture féministe matérialiste et radicale (et par ricochet, ma position

abolitionniste explicitement critique de l'industrie du sexe) a guidé (consciemment et inconsciemment) les décisions en matière de cadrage conceptuel, de tri des données et d'analyse. Cependant, étant consciente de mes biais, je vois mon mémoire non pas comme un manifeste politique, mais bien une analyse qui laisse place aux discours qui me sembleraient problématiques. La tâche de mise à l'écart est parfois ardue certes, mais elle permet aussi de rappeler que le travail académique (et plus largement, théorique) est toujours situé dans un régime de connaissances *a priori*. En expliquant le rôle de théoriciennes et de théoriciens en matière d'analyse de discours, Teun A. Van Dijk affirme que :

Theory formation, description, and explanation, also in discourse analysis, are sociopolitically "situated," whether we like it or not. Reflection on the role of scholars in society and the polity thus becomes an inherent part of the discourse analytical enterprise. This may mean, among other things, that discourse analysts conduct research in solidarity and cooperation with dominated groups. (Van Dijk, 2005 : 353).

J'ai donc laissé les textes me faire part de leurs sens dégagés, et c'est en ce sens que le travail de rédaction fut sans cesse un va-et-vient entre mes idées, les articles analysés et les nouvelles considérations que je développais vis-à-vis les articles et les discours émergents. De plus, confrontée au choix terminologique entre « prostitution » et « travail du sexe » ; « femme prostituée » et « travailleuse du sexe »²¹, j'ai décidé d'employer les termes utilisés contextuellement par les sujets concernés pour rester fidèle à leurs interventions, mais d'employer « prostitution » et « femmes prostituées » ou « personnes prostituées » comme expressions standards.

²¹ J'accorde au féminin car la majorité de personnes qui se retrouvent dans la prostitution sont des femmes et comme le souligne le *European Parliament*, la prostitution est une violence hautement sexuée (European Parliament, 2014 : 9).

3. ANALYSE

Les textes médiatiques étudiés ont permis beaucoup plus qu'un simple déploiement de nouvelles quant à l'arrêt *Bedford* et le projet de loi C-36. En effet, ils ont servi de lieux de discussion entre divers sujets interpellés par la question, et il n'était pas rare de voir des idées antagonistes faisant parfois directement ou indirectement référence aux autres sujets présents dans l'espace médiatique. Or, dans la section qui suit, il est question d'aborder les nombreuses facettes du discours sur la sexualité qui traversent la prostitution, notamment en fonction des enjeux liés au choix (dont les violences systémiques, le consentement à la lumière d'un rapport marchand et la dignité) et à la morale (ce qui contribue à penser en fonction de pratiques sexuelles normatives et les tensions et amalgames qui existent entre les différentes postures morales). Il sera d'abord question d'explorer les propos qui juxtaposent C-36 à un projet électoraliste de la part du Parti conservateur. C'est dans cette section qu'il est possible de voir les discours qui reprochent au caucus conservateur d'instrumentaliser le projet de loi sur la prostitution dans le but de plaire à son électorat et de pousser des politiques moralisatrices. Ensuite, les cinq grands groupes de sujets énonciateurs dans le corpus seront départagés dans le but d'évacuer les manières dont ils interviennent en vertu du projet de loi et contribuent à la circulation du discours sur la sexualité. Une analyse des termes employés, des images et des connotations qui en découlent constituera la troisième section de l'analyse. C'est dans celle-ci qu'il deviendra possible de dresser les différences idéologiques et les tensions sémantiques qui sous-tendent les mots « prostitution » et « travail du sexe », et qui distinguent les politiques prohibitionnistes de l'abolitionnisme. De plus, il sera question d'analyser la circulation de signes qui évoquent l'univers de la prostitution et les symboles mobilisés dans les articles. Par après, une analyse du choix permettra d'aborder la polysémie de ce terme à travers les débats sur la sexualité, et l'opposition de la prostitution comme métier ou comme violence systémique. Finalement, il y aura une analyse de la morale qui traite des discours abolitionniste, prohibitionniste et puritain, et le *statu quo* face à la prostitution.

3.1 Électorisme

Contrairement à mon postulat de base qui croyait voir une différence significative entre les deux périodes analysées, la seule différence au niveau du contenu est celle d'un questionnement sur les intentions politiques du Parti conservateur puisque celui-ci qui s'est fait reprocher d'instrumentaliser C-36 et de profiter d'un débat d'une telle envergure à des fins électoralistes.

Tout d'abord, alors que le ministre de la Justice Peter MacKay présente C-36 comme étant une fierté pour le pays qui permettrait une « approche canadienne » (MacKay dans de Grandpré, 4 juin 2014 b) quant à l'élimination de la prostitution, des interventions de journalistes, politiciens et politiciennes et groupes spécialisés en matière de prostitution ne portent pas sur la présentation explicite du projet, mais plutôt sur les intentions qui sous-tendent celui-ci. Par exemple, il est spéculé que le projet n'a pas comme but d'aider les personnes prostituées, mais bien de préparer les prochaines élections fédérales : « Et si tout cela n'avait rien à voir avec la prostitution et tout à voir avec l'élection de 2015 ? C'est ce que pensent de plus en plus d'intervenants du milieu prostitutionnel en lisant le projet de loi C-36 déposé par le ministre de la Justice, Peter MacKay, mercredi. » (Buzzetti, 8 juin 2014, B3). C'est ainsi que des journalistes ne voient pas le projet conservateur comme étant un projet social issu d'un désir d'assurer la sécurité, mais bien d'un outil issu de l'agenda électoral du gouvernement : « *Calculated for political gain it may be; that doesn't make it right. Until it is overturned, C-36 can only put prostitutes at greater risk.* » (Den Tandt, 6 juin 2014, A12) car ce serait « le racolage partisan et électoraliste (qui) guide son action » (Breton, 16 juin 2014, p. 23).

Plus précisément, certain-es journalistes, politicien-nes et intervenantes de groupes en faveur de la décriminalisation réfutent que c'est dans une optique strictement électoraliste que C-36 existerait, à un point tel que les conservateurs ne tiendraient même pas compte des commentaires de la Cour Suprême émis en décembre 2013 : « *But that's precisely the point; this law doesn't do that. It ignores the explicit message in the Supreme Court's ruling last year* » (Den Tandt, 6 juin 2014, A12). Même le chef du Parti libéral du Canada s'est prononcé sur la décision du gouvernement en affirmant que « *his party had concerns it did not fulfil the Supreme Court's requirements after the old law was struck down as unconstitutional* » (Trudeau dans Berthiaume,

12 juin 2014, A10). Or, autant les journalistes que les politiciens et politiciennes jugent que la constitutionnalité est occultée chez le Parti conservateur, comme par exemple lorsque la députée néo-démocrate Nycole Turmel partage que « la loi des conservateurs soulève des inquiétudes à travers le pays. Elle prévoit des dispositions qui ne respectent probablement pas la Charte et qui ne semblent pas respecter la décision de la Cour suprême » (Turmel dans Vastel, 7 et 8 juin 2014, A4). Toujours selon ces intervenant-es et malgré ladite inconstitutionnalité de C-36, il est sous-entendu que le Parti conservateur irait de l'avant tout de même avec le projet de loi dans l'optique de plaire plus précisément à sa base électorale :

« C'est à croire que le gouvernement veut paver la voie à un autre affrontement avec la Cour, histoire de faire mousser le vote conservateur avant les prochaines élections ! » (Gagnon, 14 juin 2014) et

« C'est un projet inconstitutionnel. Les conservateurs préparent le terrain pour leurs prochaines élections. » (Laliberté dans de Grandpré, 4 juin 2014 b).

De telles craintes quant aux intentions du gouvernement pourraient nous pousser à demander si le sérieux accordé au projet en tant que tel ne fut pas parfois estompé par le fait que ce soit le gouvernement conservateur qui ait proposé C-36? La fixation sur l'émetteur estompe-t-elle les buts ou caractéristiques sociales d'un tel projet ? Comme il en sera question plus loin, le fait que le projet de loi C-36 provienne du caucus conservateur a ouvert la porte à de nombreux débats autour des postures morales associées à la prostitution et plus largement, à la sexualité dite normative.

3.2 Les sujets énonciateurs

Dans le cadre d'un projet fédéral qui soulève autant de questions concernant l'histoire de la prostitution, les dynamiques entre sexes et les conduites sexuelles acceptées, il devient facilement envisageable qu'il existe une présence médiatique diversifiée. Dans les lettres d'opinion comme dans les articles de journaux, des sujets de divers milieux ont pris la parole dans le but de dénoncer ou d'encourager l'idée de criminalisation des clients et des proxénètes, et plus largement, les balises proposées dans le projet de loi C-36. Je juge que ces intervenantes et intervenants deviennent et/ou sont évoqué-es comme des sujets pour trois raisons : parfois, il est

question de les introduire dans les textes médiatiques à titre d'expert-es, d'autres fois c'est par leur statut professionnel et leur proximité avec le travail théorique et/ou pratique (sur le terrain) autour des enjeux de la prostitution, alors que quelques fois, c'est par leur présence médiatique fréquente qui permet à celles et ceux-ci de devenir des personnes ressources. C'est en ce sens que cinq grands groupes de sujets ressortent du corpus et ce, de manière similaire dans les textes en français et en anglais : les partis politiques, les avocat-es, les syndicats et/ou groupes venant à la défense des personnes dans la prostitution et/ou des femmes, les personnes prostituées elles-mêmes et les personnes issues du milieu académique.

Tout d'abord, il est important de noter comment le Parti conservateur devient un sujet par l'entremise de l'opinion des Canadiennes et des Canadiens. Le gouvernement a mené un sondage par téléphone du 30 janvier au 7 février 2014 et a effectué des rencontres de groupes de discussion auprès de plus de 3000 Canadien-nés afin de connaître leur avis quant à la prostitution. Ce sondage qui a coûté 175 000\$ a été suivi d'une consultation Internet qui a rejoint 30 000 Canadien-nés en ce qui concerne les possibilités de réglementations autour de la prostitution. Le sondage initial a soulevé de nombreuses craintes chez des journalistes, notamment en ce qui concerne le temps de divulgation des résultats par le gouvernement, car les résultats suggéraient que « seule une mince majorité de 51 % des répondants à l'échelle du pays croit que l'achat de services sexuels devrait être illégal, tandis que 44 % croit que cela devrait être légal » (de Grandpré, 18 juillet 2014). En effet, quelques journalistes et intervenantes en matière de prostitution reprochent au gouvernement de cacher ces résultats, mais de faire la promotion de la consultation en ligne car celle-ci rejoindrait davantage les visées de son projet de loi déposé à la Chambre des communes :

Ce refus survient pourtant au moment où le gouvernement Harper vient tout juste de divulguer les résultats d'une consultation en ligne sur la perception des Canadiens des règles sur la prostitution. Ces résultats indiquent entre autres qu'une mince majorité de répondants croyait que l'achat de services sexuels devrait être illégal. Plus de 30 000 personnes ont répondu à cette consultation menée sur l'internet. (de Grandpré, 4 juin 2014 a).

Or, cette consultation est jugée « bidon » par Émilie Laliberté de Stella considérant les commentaires précédemment émis par le Parti conservateur suite au jugement de la Cour suprême: « d'entrée de jeu [...] la position du gouvernement conservateur est déjà connue » (Laliberté, 21 février 2014). La directrice générale de Maggie's (un groupe pour le droit des

travailleuses du sexe), Jean McDonald, est du même avis en partageant que « Cette consultation en ligne était une farce, Ça aurait pu être une communauté religieuse ayant son propre ordre du jour qui remplit des formulaires. » (McDonald dans Buzzetti, 4 juin 2014). La consultation comportait quatre questions : 1) L'achat de services sexuels auprès d'un adulte devrait-il être criminel ?; 2) La vente de services sexuels par un adulte devrait-elle être criminelle ?; 3) En cas d'appui à l'achat et à la vente, des restrictions sur le lieu et la méthode de vente devraient-elles être instaurées et, si oui, lesquelles ? et 4) Le fait de bénéficier financièrement de la prostitution d'un adulte devrait-il être criminel ? (Buzzetti, 18 février 2014). C'est par l'entremise de telles études que le gouvernement conservateur arrive à devenir, en quelque sorte, un porte-voix des Canadien-nes car il se mobiliserait en fonction de leur opinion ou de positions sondées.

Il y a évidemment des tensions entre les positions des divers partis politiques au sujet de la prostitution. En effet, l'opposition fédérale officielle, le Nouveau Parti démocratique (NPD), a adopté un discours qui interroge les motifs du Parti conservateur :

La députée néo-démocrate Françoise Boivin s'est interrogée sur les motifs de ce refus de divulguer les résultats du sondage Ipsos. Son parti a déjà remis en question la méthodologie de la consultation en ligne rendue publique cette semaine par le ministère de la Justice. « Pourtant, ils ont un sondage scientifique qu'ils refusent de dévoiler... Et ça, ça me fatigue prodigieusement », a lancé Mme Boivin. « Quels résultats ont-ils à cacher avec ça? » (de Grandpré, 4 juin 2014).

J'estime que l'autorité incarnée des partis politiques se situe dans cette idée que les délégué-es sont élu-es pour être à l'écoute des besoins de la population. La porte-parole du NPD en matière de justice Françoise Boivin évoque justement le rôle du gouvernement et de la prise en considération du verdict de la Cour suprême suite au jugement en décembre 2013 : « nous avons besoin d'un gouvernement qui collabore avec elles afin de mettre en place une stratégie exhaustive pour protéger et appuyer les femmes » (Boivin dans Marin, 21 décembre 2013, p.3). Cette fois du côté des partis politiques de la Suède, un article dans *The Gazette* cite les études effectuées par la chancelière en matière de justice suédoise, Anna Skarhed, en 2010 concernant l'achat de services sexuels en vertu du modèle « nordique » instauré depuis 1999 dans son pays. Elle affirme qu'une approche qui criminalise les clients, mais qui décriminalise les prostituées «

had the intended effect » et a eu « *an important instrument in preventing and combating prostitution* » (Skarhed dans Pruden, 3 mai 2014, A18). Dans ce cas précisément et tout comme lorsque le Parti conservateur évoque les résultats de la consultation, il est intéressant de noter la manière dont les études sont mobilisées pour donner une légitimité et parler *au nom de* (Cooren, 2013 : p. 149) la population par exemple, c'est-à-dire que les politiciennes et politiciens, par l'entremise d'une présentation d'études ou de données, *représentent* et « se mett(ent) implicitement en scène dans le rôle d'un agent œuvrant au nom d'un principal » (Cooren, 2013 : 108).

Les avocat-es sont un autre groupe évoqué lors des débats autour du renvoi de la Cour suprême du Canada ainsi que le dépôt du projet de loi. En effet, incarnant des spécialistes en matières juridiques, ils et elles interviennent en fonction de la constitutionnalité ou non du projet de loi, par exemple lorsque le projet C-36 est sorti : « L'avocate Katrina Pacey, de l'étude Pivot Legal Society à Vancouver, se prépare déjà à contester la constitutionnalité de la loi. » (de Grandpré, 4 juin 2014 b), mais aussi sur les dangers que pourraient vivre les personnes prostituées en vertu du projet et les recours qui devraient avoir lieu : « Katrina Pacey, l'avocate de plusieurs intervenant-es dans la cause, estime que le modèle suédois « reproduira tous les méfaits que l'on voit avec le système actuel » et qu'il mettra donc autant les femmes en danger qu'avant. » (Buzzetti, 21 et 22 décembre 2014, A3). Lors de l'invalidation des trois articles du Code criminel, la juge en chef Beverley MacLachlin mise sur l'importance de l'État dans le but d'assurer la sécurité des personnes prostituées : « Le fait que le comportement des proxénètes et des clients soit la source immédiate des préjudices subis par les prostituées ne change rien. La violence d'un client ne diminue en rien la responsabilité de l'État qui rend une prostituée plus vulnérable à cette violence » (McLachlin dans Marin, 21 décembre 2013, p.3). Cependant, il n'y a pas de consensus autour de la criminalisation, considérant les intérêts divergents des groupes qui recommandent des dispositions légales différentes face aux clients et proxénètes en vertu de la sécurité des femmes :

Janine Benedet, l'avocate qui a représenté la Coalition des femmes pour l'abolition de la prostitution dans cette cause, estime que le modèle nordique permet justement cela. « Il est temps que le Parlement commence à suivre la tendance internationale qui émerge et qui consiste à reconnaître que le vrai tort en prostitution est causé par les clients et les proxénètes. [...] Le haro

doit être sur les hommes. Il doit être sur les clients, il doit être sur le proxénète et les profiteurs. » (Buzzetti, 21 et 22 décembre 2014, A3).

Il y a même des discussions autour de la morale qui, comme il en sera question plus loin, sont omniprésentes dans les débats autour du projet de loi. À titre d'exemple, l'avocat Robert Staley qui a représenté Christian Legal Fellowship, Catholic Civil Rights League et Real Women of Canada dans le cadre des audiences sur la prostitution en décembre 2013 affirme que « *The Court of Appeal's decision in this case directly challenges parliament's ability to legislate in areas that reflect a shared belief that certain acts are immoral* » (Staley dans Maher, 21 décembre 2013, B7).

Cependant, les avocat-es ne sont pas les seul-es sujets à traiter de la constitutionnalité du projet de loi car les groupes de « travailleurs et travailleuses du sexe » argumentent en ce sens aussi. Par exemple, la directrice générale de Stella et porte-parole de l'Alliance canadienne pour la réforme des lois sur le travail du sexe affirme qu'il s'agit d'un « projet inconstitutionnel » (Laliberté dans de Grandpré, 4 juin 2014 b). En effet, comme il en sera question plus loin dans l'analyse, alors qu'une coordinatrice de Stella affirme que la criminalisation des clients empêcherait les personnes prostituées de travailler en sécurité car « les clients réguliers ne viendront plus. Il ne restera que les délinquants, les clients les plus dangereux à accepter » (Caouette dans ZapiRAIN, 5 juin 2014, p. 25), Diane Matte de la Coalition des femmes pour l'abolition de la prostitution explique que « la prostitution ne peut pas être sécuritaire. Lorsqu'elle monte dans la voiture, la femme ne sait pas si le client est gentil ou pas » (*Ibid*). Julie Miville-Dechêne du Conseil du statut de la femme se prononce aussi sur l'idée de sécurité car selon elle, « peu importe qu'elle soit pratiquée de façon clandestine ou non, elle s'accompagne régulièrement de violence et porte atteinte à l'intégrité physique et psychologique de celles qui la pratiquent. » (Miville-Dechêne, 3 mars 2014, A7). Diana Belice du programme Sortie de secours et auteure de *Les prostituées des gangs de rue* détaille les dynamiques qui poussent les jeunes filles à tomber dans la prostitution, notamment par la manipulation d'hommes dans des gangs de rues (Montpetit, 9 juin 2014). Ces groupes (et individus) ainsi que plusieurs autres (la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ), le Projet Libres, Unies, Nuancées et Ensemble (L.U.N.E), les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), Maggie's, la Société Elizabeth Fry,

Rose Dufour de la Maison de Marthe, l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS), le projet Catwoman ainsi que la Coalition sherbrookoise pour le travail de rue.²²) incarnent donc des spécialistes en matière de droit des femmes, féminisme et prostitution. C'est en grande partie, mais pas exclusivement, par leur travail sur le terrain autour de la prostitution qu'elles arrivent à incarner des ressources pertinentes qui parlent au nom des personnes prostituées, mais comme le souligne la journaliste Emmanuelle Latraverse, les voix sont plurielles : « les travailleuses du sexe et les experts ne parlent pas tous d'une seule voix »

²² Tous les groupes énumérés servent les intérêts des femmes, mais selon des perspectives et par le biais de pratiques différentes. Il me semble donc important de partager la mission de ces groupes dans leurs mots respectifs dans le but de comprendre les nuances qui y existent et le vocabulaire qu'ils emploient. Tout d'abord, la CLES « est une concertation d'organismes et de personnes critiques de l'industrie du sexe. Mise sur pied en 2005, elle regroupe 50 groupes membres, plus de 150 membres individuelles et de nombreux et nombreuses sympathisantEs qui croient qu'un monde sans prostitution est possible. Le travail de la CLES se décline en trois principaux volets soient les services aux femmes, la sensibilisation et la formation de même que l'action politique.» (CLES, 2015). Le PIPQ, qui existe depuis 1984, vient en aide « aux garçons, aux filles et aux femmes en lien avec la dynamique prostitutionnelle: En développant des alternatives et des solutions correspondant à leurs besoins et à leurs choix de vie; en informant les jeunes et la population en général sur les causes et les conséquences de la dynamique prostitutionnelle et En apportant un soutien aux intervenants de la communauté qui travaillent auprès de ces personnes » (PIPQ, 2015). Le projet L.U.N.E, quant à lui, « est né en 2007 d'une alliance entre le milieu communautaire, une équipe de chercheuses et des femmes travailleuses du sexe de rue (TSR) et utilisatrices de drogues. Ce projet de recherche participative visait à répondre à un ensemble de besoins énoncés par les femmes et à renforcer leurs capacités de paires-aidantes dans leur communauté. » (Projet L.U.N.E., 2015). Les CALACS «s'adressent aux femmes et aux adolescentes victimes d'agressions sexuelles, récentes ou passées, ainsi qu'à leurs proches. Leur mission est de venir en aide aux victimes d'agression sexuelle.» et articulent leur mission autour de trois volets : l'action directe ; la prévention et la sensibilisation ainsi la lutte et défense collective des droits. (RQCALACS, 2015). Fondée en 1977, la Société Elizabeth Fry du Québec a « comme mission de venir en aide aux femmes qui, un jour, doivent faire face à la justice pénale et qui sont déterminées à s'en sortir bien qu'incapables d'y parvenir seules » (Société Elizabeth Fry du Québec, 2015). Maggie's « *is an organization run for and by local sex workers. Our mission is to assist sex workers in our efforts to live and work with safety and dignity. We are founded on the belief that in order to improve our circumstances, sex workers must control our own lives and destinies.* » (Maggie's 2015). La Maison de Marthe «est née du besoin de femmes qui voulaient sortir définitivement de la prostitution et qui avaient besoin d'aide pour le faire. (...) La Maison de Marthe s'est donnée pour mission d'aider les femmes qui le désirent, de toutes les manières possibles dans toutes les étapes de processus de sortie de la prostitution. La Maison de Marthe définit la prostitution comme une condition de survie pour les femmes qui y basculent (...) et croit que la seule voie sensée est de donner à ces femmes les clés pour qu'elles s'approprient le pouvoir sur leurs corps et sur leur vie» (La Maison de Marthe, 2015). Fondée en 1966, l' AFEAS « permet aux Québécoises de porter leurs voix au niveau parlementaire (...) (et) veut que les femmes deviennent des sujets de droit à part entière et que soient modifiés toutes les lois et tous les codes qui entretiennent l'inégalité hommes-femmes » (AFEAS, 2015) Finalement, le projet Catwoman se décrit comme « une référence pour les femmes, travailleuses du sexe, qui ont à cœur l'adoption de comportements sécuritaires dans l'exercice de leur pratique» (Catwoman, 2015) et la Coalition sherbrookoise pour le travail de rue « a pour mission d'aller à la rencontre des jeunes qui, à divers degrés, ont rompu les liens avec leurs proches, avec leur communauté » (Coalition sherbrookoise pour le travail de rue, 2015).

(Téléjournal– Édition 22h, 7 juillet 2014). Lors de ce Téléjournal justement, plusieurs groupes d’experts cités échangent des opinions divergentes quant à la violence et son augmentation ou diminution en lien avec la criminalisation des clients : Émilie Laliberté de Stella affirme que « la criminalisation des clients se traduit par une hausse de violence » (*Ibid.*) alors que la militante contre l’exploitation sexuelle, Rose Sullivan, explique que la sécurité ne peut être assurée car « c’est impossible d’être prostituée de façon sécuritaire » (*Ibid.*). Comme il en sera question plus loin, cette pluralité de voix et de personnes ressources laisse souvent place à des divergences quant aux solutions envisagées pour la protection et l’autonomie des femmes.

Les personnes prostituées ou jadis prostituées prêtent aussi leur voix dans les médias pour se prononcer sur les enjeux autour la criminalisation ou la décriminalisation des clients et proxénètes ou bien pour partager des témoignages et des faits vécus. Certes, certaines d’entre elles militent dans les groupes énoncés ci-dessus, mais d’autres se prononcent en tant qu’individus, et les interventions prennent souvent la forme de témoignages ou d’entrevues (parfois anonymes) dans des articles (dédiés à la présentation de ces témoignages ou de lettres ouvertes).

Il y a notamment la dominatrice (Marin, 21 décembre 2013, p. 3 ; Ouimet, 12 juin 2014, A16 et Hachey, 20 décembre 2013) Terri Jean Bedford ainsi que les deux autres demanderesses qui sont citées dans *Bedford c. Canada*, Amy Lebovitch et Valerie Scott, notamment dans le but de recevoir leurs impressions quant au développement juridique à la Cour suprême du Canada et du projet de loi, mais aussi pour mettre en contexte le recours qui a déclenché l’arrêt *Bedford* (Buzzetti, 21 et 22 décembre 2014, A3 ; Ouimet, 12 juin 2014, A16 et Cohen, 19 décembre 2013, A10). Terri Jean Bedford, qui revendique la décriminalisation complète de la prostitution et qui incarne un personnage de dominatrice vêtue de cuir et munie d’un fouet, est la plus visible des demanderesses.

Figure 1: Terri Jean Bedford lors d'un point de presse I



Photo: La Presse canadienne (photo) Adrian Wyld
La prostitution est déjà légale au Canada, mais le Code criminel en balise la pratique. Ci-dessus, la dominatrice Terri Jean Bedford.

Source : Buzzetti, 21 décembre 2013

Figure 2 : Terri Jean Bedford suite à la décision de la Cour suprême



LA PRESSE CANADIENNE
La dominatrice Terri Jean Bedford était très heureuse de la décision rendue par la Cour suprême.

Source : Marin, 21 décembre 2013, p. 3.

Figure 3 : Terri Jean Bedford lors d'un point de presse II



La dominatrice Terri-Jean Bedford s'adresse aux médias à Toronto, en novembre 2010. Photo : PC/Aaron Vincent Elkaim

Source : ICI-Radio-Canada, 4 juin 2014

En effet, en plus de commentaires provocateurs « Stephen Harper m'a appelée et m'a offert une job au Sénat comme *whip* du gouvernement ! » (Bedford dans Buzzetti, 21 décembre 2013), sa visibilité est aussi en partie issue des nombreuses photos d'elle qui accompagnent les articles.

La majorité des intervenantes sont des femmes, mais il est arrivé qu'un escorte masculin écrive deux textes d'opinion dans le but de partager ses expériences avec des clientes et de critiquer les stéréotypes dont est affublé son métier (Durocher, 27 février 2014, A6 et Durocher, 17 mai 2014). En effet, la démystification des réalités vécues est au centre de ces témoignages, où les personnes interviewées tentent de faire valoir leur expérience pour appuyer ou réfuter un modèle législatif (Laurin-Desjardins, 21 décembre 2013, p. 5). Ces témoignages vont généralement en trois sens : la valorisation de la prostitution comme métier, la dénonciation du système prostitutionnel ou le dévoilement des violences vécues et de la peur. Cependant, ces sortes de témoignages ne sont pas mutuellement exclusives car il y a tout de même un consensus concernant la peur et la violence vécues par les personnes prostituées, autant chez celles qui militent pour l'abolition que celles qui s'impliquent pour la légalisation complète. Par exemple, lors de la décision du plus haut tribunal en décembre 2013, Marie-Lynn, une « femme de 48 ans

se prostitue depuis qu'elle en a 15 » (Fortin, 20 décembre 2013) partage que « Ce qui me fait le plus plaisir, c'est que les femmes vont arrêter de se cacher et de vivre dans la violence. » (*Ibid*). Toujours selon le même contexte, une entrevue avec une femme prostituée montréalaise met de l'avant que, malgré le jugement, « Sonia ne se fait pas d'illusions. Même si elle aura le droit de solliciter ses clients dans la rue (et de pouvoir jauger minimalement leur potentiel de violence), il y aura toujours des "méchants", selon elle » (Laurin-Desjardins, 21 décembre 2013, p. 5). Une autre femme prostituée, cette fois suite au dépôt du projet de loi, partage que la prostitution représente « Un gros trou noir, un tourbillon de violence, la peur de ne pas survivre. Le but, c'est de m'en souvenir le moins possible » (Maher, 22 juin 2014, p. 10).

L'objet d'un article en particulier est de présenter deux opinions côte à côte, où il est précisément question de voir les tensions entre le discours autour de l'exploitation, des rapports sociaux de sexes inégalitaires et le projet collectif d'abolition de la prostitution, et celui qui mise davantage sur l'intimité personnelle et le revenu gagné (Maher, 22 juin 2014, p. 10).

Des femmes sorties de la prostitution ou œuvrant toujours au sein de celle-ci donnent ainsi leurs impressions quant à C-36. En effet, ce genre de témoignage est davantage présent suite au dépôt du projet de loi C-36 car, comme il en sera question plus loin, beaucoup de débats ont surgit autour des notions de choix et de sécurité. De plus, il existe un clivage évident dans les termes employés par les personnes prostituées : parfois il est question de « métier » (Savoie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10 ; Durocher, 27 février 2014, A6 ; Durocher, 17 mai 2014), de l'usage de l'acronyme « TDS » et/ou le terme travailleur-euse du sexe (Durocher, 27 février 2014, A6 ; Laurin-Desjardins, 21 décembre 2013, p. 5 ; Téléjournal– Édition 22h, 7 juillet 2014 ; de Grandpré, 4 juin 2014 b et autres) alors que d'autres fois, le terme « métier » est contesté (Tania dans Maher, 22 juin 2014, p. 10 et Miville-Dechéne, 3 mars 2014, A7), parfois remplacé par « mensonge » ou « oppression » (notamment dans l'expression « le plus vieux métier du monde » (Labrie, 24 février 2014 et Pate dans Buzzetti, 21 décembre 2013). Il n'est pas non plus rare de voir les termes « prostitution / prostituées » et « travail du sexe / travailleur-euses du sexe » paraître interchangeables et ce, autant dans les lettres ouvertes que dans la couverture médiatique journalistique ((Durocher, 27 février 2014, A6) et (Téléjournal– Édition 22h, 7 juillet 2014)). Par exemple, une lettre qui arbore le titre *Prostitution : pense-t-on aux clientes ?* et qui, dans le

premier paragraphe, énonce que « La décision de la Cour suprême dans le cas *Bedford* rendu le 20 décembre a changé la vie de biens des travailleuses et travailleurs du sexe (TDS), y compris la mienne » (Durocher, 27 février 2014, A6).

Finalement, il y a les sujets issus du milieu académique souvent intégré-es aux discussions à titre de spécialistes pour une raison partagée : ils et elles ont déjà étudié de loin ou de près les législations en lien avec la prostitution, le féminisme ou l'histoire de l'évolution des mœurs au Canada. En effet, ces personnes se voient attribuer une tribune de deux manières : elles sont contactées pour la plupart dans le but de partager leurs impressions ou leurs connaissances ou bien elles écrivent des lettres ouvertes. Par exemple, la philosophe Martha Nussbaum est citée pour questionner la légitimation du « travail » et le « choix » chez les personnes prostituées en partageant que « *prostitution is problematic because it is often practised by women with restricted choices* » mais promeut tout de même une certaine autonomie chez celles-ci, c'est-à-dire qu'il faudrait « *enhance economic autonomy and the personal dignity of members of that class, not to rule off-limits an option that may be the only livelihood for many poor women and to further stigmatize women who already make their living this way.* » (Nussbaum dans Tremblay, 5 juillet 2014, B7). Aux côtés de Nussbaum, les travaux de la criminologue de l'Université d'Ottawa, Colette Parent, sont mobilisés pour contextualiser les tensions féministes en matière de sexualité (Tremblay, 5 juillet 2014, B7), et l'auteure même de l'article, Francine Tremblay, est issue du milieu académique, plus précisément du département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia. Dans l'article de Jana Pruden, May-Len Skilbrei est présentée comme académique qui étudie le trafic humain depuis 20 ans et qui a co-écrit un livre intitulé *Prostitution Policy in the Nordic Region* en 2013 (Pruden, 3 mai 2014, A18). Sur la question de la morale, l'historien Stuart Chamberse qui se présente comme « *the author of The Moral Minority* » (Chamberse, 10 juillet 2014, A15) dresse un parallèle entre le désir d'encadrer la prostitution et les tentatives passées de contrôler l'homosexualité et la masturbation au nom de la morale (*Ibid.*). Suite à la décision du tribunal en décembre 2013, la professeure au Département de sciences juridiques à l'Université du Québec à Montréal et « spécialiste des enjeux entourant la prostitution », Rachel Chagnon, commente la situation en prévoyant que ce serait le modèle suédois qui l'emporterait (Chagnon dans Fortin, 20 décembre 2013). Œuvrant dans la Faculté de droit à l'Université Laval, la professeure titulaire Louise Langevin partage un texte intitulé *Ce*

n'est tout simplement pas un métier par l'entremise du journal *Le Devoir* suite au dépôt du projet de loi où elle propose « six arguments féministes pour la criminalisation des « clients » qui achètent du sexe » dans le but de réfuter un article précédemment paru dans le journal qui proposait la décriminalisation des ces hommes. La professeure de criminologie à l'Université d'Ottawa et ancienne femme prostituée, Christine Bruckert, porte quant à elle un double chapeau (Kennedy, 28 avril 2014, A8). De plus, il y a les propos du criminologue John Lowman de l'Université Simon Fraser qui évoquent la difficulté d'exercer la prostitution en vertu des propositions sur la sollicitation et la publicité mises de l'avant par la réforme du Parti conservateur (de Grandpré, 4 juin 2014 b), propos précédés par un paragraphe qui introduit le criminologue à titre d'expert : « La première interdiction est trop vague et la seconde nuira au travail du sexe en privé, poussant vers la rue les personnes qui s'y adonnent, estiment des experts et groupes de pression. » (*Ibid*).

3.3 Termes employés, images et connotations

3.3.1 Prostitution ou travail du sexe ?

Alors que les termes du sous-titre relèvent souvent de positions de principe différentes et semblent indicatifs de la posture idéologique adoptée par la personne qui l'emprunte, l'interchangeabilité de ces mots est une tendance courante dans la manière que les journalistes rapportent les interventions.

Dans plusieurs documents, j'ai remarqué la coprésence de « prostitution » et « travail du sexe » (Buzzetti, 21 et 22 décembre 2014, A3 ; de Grandpré, 16 juillet 2014, p. 38 ; Cohen, 21 décembre 2013, A2 ; Curtis, 21 décembre 2013, A3 ; Maher, 21 décembre 2013, B7 ; Cheadle, 18 février 2014, A8 ; de Grandpré, 4 juin 2014 b ; Marin, 21 décembre 2013, p. 3 et autres). À titre d'exemple, un article reprend les propos d'une députée du NPD qui explique que le caucus néo-démocrate « est divisé : certains disent qu'il faut enrayer la prostitution, d'autres qu'il faut offrir aux travailleuses du sexe les conditions optimales de pratique » (Buzzetti, 21 et 22 décembre 2014, A3). Un autre exemple est celui d'un article portant comme titre *La Cour donne raison aux prostituées* qui varie les termes employés pour traiter, dans un premier temps de « la vie des

prostituées », pour ensuite évoquer les « droits fondamentaux des travailleurs du sexe » (Marin, 21 décembre 2013, p. 3).

C'est ainsi qu'il existe une scission entre la *prostitution*, terme évoqué dans les titres d'articles pour parler du phénomène, et les personnes impliquées auxquelles les articles font référence (à la fois comme prostituées ou comme travailleuses du sexe). Il existe donc un usage commun du mot « prostitution » dans le but de présenter les nouvelles ou les lois (« *prostitution laws* » ((Maher, 21 décembre 2013, B7) et (Tremblay, 5 juillet 2014, B7)) car rares sont les titres qui contiennent les mots « travail du sexe » : *Flawed prostitution laws have put lives at risk* (Coyne, 21 décembre 2013, B5); *Prostitution: une réforme contestée inspirée du modèle suédois* (de Grandpré, 4 juin 2014 b) ; *New Law Could Fine for Public Prostitution* (Kennedy, 5 juin 2014, A10) ; *Prostitution Is Just the Latest 'Deviance' Targeted by Crusaders* (Chamberse, 10 juillet 2014, A15) ; *Abolir la prostitution ?* (Gagnon, 14 juin 2014) ; *Tomber...et retomber dans la prostitution* (Montpetit, 9 juin 2014) et *2 visages de la prostitution* (Maher, 22 juin 2014, p. 10).

3.3.2 Prohibition ou abolition ?

Plus loin dans l'analyse, il sera question de voir en quoi les mots et idées qui sous-tendent la prohibition et l'abolition de la prostitution étaient parfois mélangés. Il y a, en effet, des articles et des intervenants et intervenantes qui expliquent brièvement les idées prônées par le « modèle nordique » et/ou le « modèle suédois » (Breton, 16 juin 2014, 23 ; Zapirain, 5 juin 2014, p. 25 ; Gagnon, 14 juin 2014 ; Buzzetti, 21 et 22 décembre 2014, A3 ; Élan-CALACS, 12 mars 2014, p. 8 et Legault-Roy, 28 février 2014, A9), les modèles de décriminalisation complète (Boudou-Laforce, 10 juin 2014 et Breton, 16 juin 2014, 23) ainsi que les limites des modèles qui prônent une décriminalisation des clients et proxénètes (dont la Nouvelle Zélande et les Pays Bas) (Legault-Roy, 28 février 2014, A9 et Miville-Dechêne, 3 mars 2014, A7). Toutefois, rares sont ceux et celles qui expliquent en quoi consiste le prohibitionnisme (malgré la fréquence à laquelle il était évoqué). En effet, un des seuls documents où il est question de différencier les modèles a été publié dans *The Gazette*, et résume les descriptions disponibles sur le site du gouvernement :

A discussion paper on the Justice Department website lists three international approaches to prostitution: decriminalization or legalization, as practised in

countries such as Germany, the Netherlands and Australia; prohibition, as practised in most U.S. states; and abolition, or the Nordic model, which targets johns and other third parties but not prostitutes. (Cheadle, 18 février 2014, A8).

Comme il en sera question plus loin, plusieurs articles évoquent ces termes sans toutefois approfondir les différences idéologiques qui séparent l'abolition de la prohibition, notamment en amalgamant la criminalisation des clients au prohibitionnisme (alors que l'abolitionnisme vise lui aussi la criminalisation des clients, il n'est toutefois pas fondé sur les mêmes prémisses que la prohibition) : « sévir contre les clients en leur imposant de fortes amendes ne fait qu'entretenir une culture prohibitionniste » (Boudou-Laforce, 10 juin 2014) et « Pensons un moment à ceux que nous criminalisons en ciblant les clients [...] (l)e modèle de la prohibition n'a jamais eu de succès» (Durocher, 27 février 2014, A6). Il devient donc impératif de voir comment ces termes sont employés et de quelles manières ils sont mobilisés pour décrire les diverses visées sociojuridiques et politiques.

3.3.3 Des images pour illustrer la prostitution

Outre la manifestation de débats idéologiques et sémantiques dans le corpus, les images qui accompagnent les textes médiatiques contribuent à produire des significations conflictuelles. Les photos déploient toujours deux contre-discours au niveau des représentations de la prostitution et plus précisément, au niveau du projet de loi. D'un côté, il est question d'images qui mettent de l'avant des sentiments victorieux, des célébrations ou des contextes de militantisme, ce qui alimente un univers sémiotique axé sur la mise en œuvre de revendications et de succès suite au jugement :

Figure 4 : Manifestation en faveur de la décriminalisation complète en décembre 2013



PHOTO: LA PRESSE CANADIENNE

Une manifestation afin d'appuyer les travailleurs du sexe a eu lieu, hier à Toronto, alors que la Cour suprême rendait, à Ottawa, une décision en vertu de laquelle les articles du Code criminel qui interdisent les maisons de débauche, la sollicitation et le proxénétisme sont inconstitutionnels parce qu'ils mettent en danger la vie des prostituées.

Source : La Presse Canadienne, 21-22 décembre 2013

Figure 5 : Rassemblement à Toronto en décembre 2013



Photo: La Presse canadienne (photo) Mark Blinch

Manifestation à Toronto en décembre dernier en appui aux travailleuses et travailleurs du sexe

Source : Laliberté, 21 février 2014

Figure 6: Terri Jean Bedford lors d'un point de presse III



Photo: La Presse canadienne (photo) Adrian Wylid
La prostitution est déjà légale au Canada, mais le Code criminel en balise la pratique. Ci-dessus, la dominatrice Terri Jean Bedford.

Source : Buzzetti, 21 décembre 2013

Figure 7 : Réactions suite au jugement de la Cour suprême en décembre 2013



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Valerie Scott (au centre) se réjouit du jugement de la Cour suprême.

Source : Hachey, 21 décembre 2013a, A4

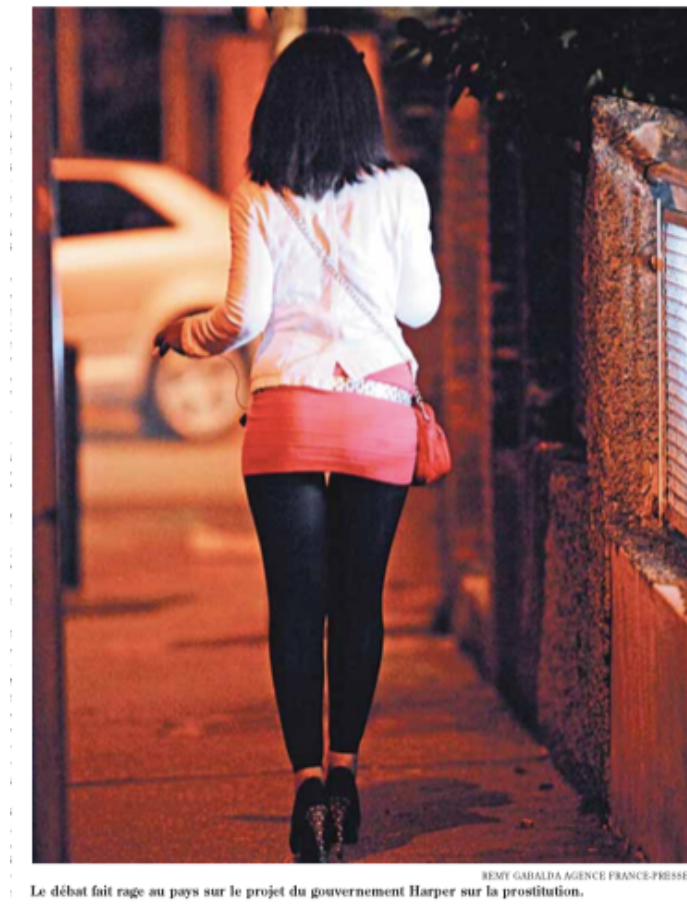
Figure 8 : Anna-Aude Caouette de Stella suite au jugement de la Cour suprême



Source : Buzzetti, 21 et 22 décembre 2013, A3

De l'autre côté, un univers beaucoup plus macabre se juxtapose à ces images de joie et de réussite, puisant notamment dans les connotations sociales et les signes qui renvoient au *red light*. En effet, c'est par l'entremise de la portée symbolique de certains signes dont des jupes courtes, des talons hauts, des voitures, des bas nylon et le déhanchement des femmes qu'il devient possible de représenter des stéréotypes associés à l'industrie du sexe.

Figure 9 : Femme marchant seule dans la rue le soir



Source : Buzzetti, 8 juin 2014, B3

Figure 10 : Femme qui marche dans la rue



Photo: Jacques Nadeau Le Devoir
Les neuf juges du plus haut tribunal du pays concluent que d'interdire aux femmes de tenir des maisons closes, d'embaucher des employés pour les protéger et d'aborder les clients pour en vérifier la fiabilité met la sécurité des prostituées en danger.

Source : Buzzetti, 20 décembre 2013

Figure 11 : Femme à côté d'une voiture le soir



Photo: Jacques Nadeau Le Devoir
Avec le projet de loi C-36, il ne s'agit plus de banalement encadrer une « nuisance », mais de rendre illégale une pratique qu'on juge désormais ignoble, ont expliqué lundi des fonctionnaires.

Source : Buzzetti, 8 juillet 2014

Figure 12 : Trois femmes déhanchées en robes courtes



Photo: Unicef Ukraine Agence France-Presse
La prohibition complète de la prostitution est en vigueur en Ukraine.

Source : Buzzetti, 9 juillet 2014

Figure 13 : Femme en talons hauts et en jupe courte marchant vers une voiture



Photo: Remy Gabalda Agence France-Presse
Le projet de loi C-36 fait en sorte que, pour la première fois dans l'histoire du Canada, l'achat de services sexuels sera illégal.

Source : Buzzetti, 11 juillet 2014

Figure 14 : Femme en talons hauts qui sort d'une voiture



Photo: Stefan Andrej Shambora / CC
Les groupes représentant les travailleuses du sexe démolissent la validité scientifique de la consultation.

Source : Buzzetti, 4 juin 2014

Figure 15 : Femme en talons hauts et en bas nylon sous une lumière rouge



PHOTO ARCHIVES REUTERS

Source : Ouimet, 12 juin 2014, A16

Alors que les images représentant les groupes en faveur de la décriminalisation complète déploient une certaine fierté suite au jugement, les images fournies suite au dépôt du projet de loi C-36 ne misent pas sur les groupes en faveur de celui-ci, mais plutôt sur des stéréotypes liés à l'univers prostitutionnel. Si nous comprenons ces images ainsi, il s'agit en partie d'une image symbolique connotée (Barthes, 1992 : 30) qui existe tel qu'interprétée en fonction de significations sociales. En ce sens, Roland Barthes affirme que « la lecture de la photographie est toujours historique ; elle dépend du « savoir » du lecteur, tout comme s'il s'agissait d'une langue véritable, intelligible seulement si l'on en a appris les signes » (*Ibid.*, p. 21), donc l'interprétation dépend des significations déjà existantes dans un contexte social donné. En plus de se baser sur les connotations sociales, les images elles-mêmes alimentent celles-ci car elles s'accompagnent aussi d'un ancrage du message linguistique, c'est-à-dire que des titres, de textes et de légendes s'ajoutent aux images (*Ibid.*, p. 32). Le rôle de ces textes est de « dirige(r) le lecteur entre les signifiés de l'image, lui en fait éviter certains et en recevoir d'autres » (*Ibid.*). C'est ainsi que ce renvoi entre significations existantes et perpétuation de celles-ci permet d'homogénéiser l'univers sémiotique de la prostitution, en y attribuant (voire en propageant) l'idée qu'il s'agit d'une activité propre au *nightlife* et qu'elle repose sur la mise en présentation des femmes, par exemple.

Le sens attribué aux images et la réception de celles-ci est facilité par le « *short cut* » que permettent les stéréotypes, notamment parce qu'ils engendrent un consensus au niveau des représentations d'un groupe social (Dyer, 2002 : 14). Le consensus, quant à lui, est alimenté par l'usage des stéréotypes qui « *express particular definitions of reality* » et il devient simultanément une forme de renforcement et de création de stéréotypes (*Ibid.*) par la simplification, la généralisation et la typification des significations (*Ibid.*, p. 12). Or, les stéréotypes de la femme prostituée et des objets qui l'entourent, par exemple les vêtements moulants, les talons hauts, le bas du corps photographié, mais aussi l'anonymat mis de l'avant par les visages cachés et le dos tourné, puisent dans ces définitions qui existent à priori dans l'imaginaire collectif prostitutionnel. Les signes véhiculés en matière de prostitution deviennent donc des symboles qui se construisent par les idées et les typifications et « renvoi[ent] à son objet en vertu d'une règle, d'une loi, d'une association d'idées générales » (Everaert-Desmedt, 1990 : 65).

Cependant, il y a un certain bris avec les stéréotypes grâce au déploiement d'images de joie et de fierté, où les visages sont clairement photographiés, mais une tendance qui se manifeste (par son absence, ironiquement) est celle de l'invisibilité des clients et des proxénètes. Or, dans toutes les représentations, c'est autour des femmes qu'il est question de perpétuer les stéréotypes, comme si elles existaient seules dans l'univers prostitutionnel. De surcroît, elles incarnent le « *short cut* » qui permet d'accéder rapidement, ne serait-ce que par les images qui font écho au *red light*, à l'idée de la prostitution. Le seul moment où il devient possible de sous-entendre l'existence du client ou d'un proxénète se fait par la présence d'une voiture, lorsque des femmes prostituées se dirigent ou s'éloignent de celle-ci, car le véhicule est porteur de sens et incarne à lui seul un symbole dans le contexte prostitutionnel. C'est ainsi que les proxénètes et hommes qui achètent le sexe existent à travers les images tout en restant cachés, absents.

La représentation du double discours qui est celui de la joie et de l'univers davantage nocturne s'inscrit dans la même logique binaire où il existe deux manières opposées de comprendre la prostitution : celle de la fierté et le désir de se faire visible, et celle de l'objectification du corps des femmes. Il est rare, voire impossible de trouver des images accompagnant les articles qui se détachent de cette binarité, et comme il en sera question plus loin dans la discussion, ce double discours est au cœur des débats politiques présents dans les médias.

3.4 Analyse du « choix »

La première tendance qui ressort du corpus est celui du choix, plus précisément le choix des femmes en fonction de deux axes : le respect du choix effectué de devenir « travailleuse du sexe » et le manque de choix des femmes prostituées. Dans les textes analysés, cette notion de choix polysémique se matérialise à travers deux conceptions différentes du « choix » : dans un premier temps, il suppose reconnaître le choix de participer au « travail du sexe » et de revendiquer une dignité en vertu de ce choix, alors que la seconde façon de penser le concept est celle d'une remise en question brute du choix dans le contexte de la prostitution car elle mise

surtout sur un recadrage de la notion de choix pour les femmes. Cependant, dans les deux cas, des revendications autour de la sécurité des femmes en vertu des modèles d'encadrement légaux de la prostitution sont exprimées, et même si elles le sont en fonction de préoccupations différentes, elles s'articulent autour d'un élément commun : la violence des hommes. Enfin, le consentement est un autre point partagé et le rôle de la législation sert de point de ralliement pour (re)penser la dignité et la sécurité des femmes.

3.4.1 Dignité, stigmatisation et autogestion : respecter le choix de se prostituer comme métier et expression sexuelle

Le choix utilisé pour justifier « le plus vieux métier du monde » (Laurin-Desjardins, 21 décembre 2013, p. 5), aussi polysémique soit-il, est au centre de certains arguments présents dans le corpus. En effet, il est articulé autour de la dignité associée au « travail du sexe » comme métier et le potentiel professionnel de celui-ci, ainsi qu'à l'acceptation des choix et des préférences sexuelles.

Selon les femmes qui revendiquent le statut de travailleuse du sexe, la dignité passe en partie par la reconnaissance de leur métier « victime de stéréotypes » (Durocher, 27 février 2014, A6) comme un emploi légitime qui devrait être encadré au même titre que les autres sans toutefois chercher une validation particulière de l'État : « Le gouvernement ne peut pas nous dire ce qu'on peut faire dans l'intimité de nos maisons, pour de l'argent ou non » (Bedford dans Marin, 21 décembre 2013, p. 3). Par exemple, comme le fait valoir une escorte montréalaise, « j'aimerais que l'on puisse se syndiquer ou être protégée par les normes du travail » (Marylie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10). Cela implique, entre autres, une plus grande gestion des finances, d'autosuffisance et des possibilités de développement d'une entreprise ce que juge difficile la conférencière de l'Université Concordia et membre de l'Alliance Canadienne pour la réforme des lois sur le travail du sexe, Francine Tremblay : « *Making choices has become expected of all individuals* » affirme-t-elle et renchérit avec « *There are societal pressures to be self-sufficient, and yet sex workers' decision regarding their means of becoming self-sufficient has been criminalized and shamed. To refuse to discuss the validity of sex work, to deny sex workers the right to be different and equal, is unethical, in my view.* » (Tremblay, 5 juillet 2014, B7). Le jugement en décembre 2013 a suscité beaucoup d'espoir quant aux possibilités financières

ouvertes aux travailleuses du sexe, comme le soutient la directrice générale de Stella : « Enfin, on reconnaît leurs droits à la sécurité, à la liberté et à la dignité. (Laliberté dans Hachey, 21 décembre 2013, A4). En ce sens, le désir de voir une intervention limitée de l'État est abordée car elle faciliterait liberté d'exercer leur métier sans interférence: « La Charte canadienne des droits et libertés, qui protège les citoyens contre les intrusions injustifiées du système judiciaire dans leur vie privée, leur donne raison » (Hachey, 20 décembre 2013). De toute évidence, une des requérantes dans la cause, Valerie Scott, semble satisfaite de l'invalidation des trois articles du Code criminel en partageant que « (n)ous aurons droit au régime de santé et sécurité au travail, aux pensions de retraite. Hourra! » (Scott dans Hachey, 21 décembre 2013, A4).

En effet, comme l'a écrit la journaliste Isabelle Hachey, se départir du regard social et des jugements à l'égard des femmes prostituées est un point central pour ne plus se faire stigmatiser : « les temps ont changé, et certaines travailleuses du sexe revendiquent aujourd'hui leur droit d'utiliser leur corps comme bon leur semble, sans être victimes de harcèlement policier et sans être jugées par la société » (*Ibid.*).

En parlant de la possibilité d'ouvrir des maisons closes, la coordonnatrice du Projet intervention prostitution de Québec (PIPQ), Geneviève Quinty, affirme que l'invalidation des articles de loi « permettr(ait) aux femmes de partir des entreprises, de s'autogérer, ce qui augmente le sentiment de sécurité » (Quinty dans Fortin, 20 décembre 2013). Cet enthousiasme est partagé par une militante québécoise et ex-travailleuse du sexe au nom de Maryline qui fait valoir que :

Enfin, les femmes vont pouvoir s'organiser entre elles. Créer des coopératives de travail, organiser des espaces sécuritaires, mettre en place des stratégies d'intervention pour aider les femmes qui le souhaitent à quitter le métier. Elles pourront cocher sur leurs déclarations de revenus : "Je suis escorte, point barre." Et devenir des citoyennes à part entière. (Maryline dans Hachey, 21 décembre 2013b).

À partir de juin 2014, des femmes craignent toutefois voir leur autonomie se limiter suite au dépôt du projet de loi C-36 car il est désormais question de criminaliser leurs clients et proxénètes. C'est ainsi que Anna-Aude Caouette de Stella s'est questionnée sur ce que signifie un tel projet de loi et l'impact sur l'autonomie en matière de travail : « Notre assurance emploi (?),

notre auto-détermination dans cette lutte-là? » (Radiojournal – Édition 8h, 15 juin 2014). Cette crainte était partagée par une « escorte indépendante depuis plus d'un an » qui « a très peur que le projet de loi encadrant la prostitution ne bousille complètement les conditions de travail qu'elle s'est créées avec sa "petite PME" » (Marylie Savoie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10). C'est ainsi que la liberté de choisir de se prostituer devient, de surcroît, une revendication quant à une liberté de choisir comment gagner sa vie : « *Today, sex workers claim that sexual freedom includes the right to earn money doing sex work. Furthermore, they assert that they have the right to decide that sex work is an economic choice. Some women, in fact, are clear about this - that sex work is about making money, and altering their situation in life.* » (Tremblay, 5 juillet 2014, B7). La philosophe Martha Nussbaum défend, quant à elle, que la dignité doit certes passer par la cessation de stigmatisation des femmes qui se retrouvent dans la prostitution, mais elle doit aussi passer par l'augmentation de moyens pour assurer l'autonomie financière des femmes : « *the correct response to this problem seems to be to work to enhance economic autonomy and the personal dignity of members of that class, not to rule off-limits an option that may be the only livelihood for many poor women and to further stigmatize women who already make their living this way* » (Nussbaum dans Tremblay, 5 juillet 2014, B7).

Les discussions autour de la sexualité des personnes prostituées et de leurs clients sont bien présentes dans le corpus étudié. Quelques interventions posent la prostitution comme le reflet de besoins sexuels naturels, rendant l'existence de la prostitution une chose inévitable : « La prostitution ne disparaîtra pas parce qu'elle répond à certains besoins humains - des besoins que l'on peut trouver tristes ou répugnants, mais qui existent depuis la nuit des temps » (Gagnon, 14 juin 2014). En effet, en renchérissant sur l'idée que « *prostitution is here to stay no matter what* » (Op-Ed, 7 juin 2014, B6), une intervention met de l'avant le mythe de la sexualité des hommes en naturalisant la libido et les besoins dits naturels de ces derniers, ce qui justifierait leurs recours à des prostituées : « Il n'y a rien de mal [à la prostitution]. C'est très sain et cela produit des hommes heureux, donc très productifs. Les hommes ne devraient pas être punis pour simplement obéir à leurs instincts naturels » (Bedford dans Hachey, 21 décembre 2013 b).

Plusieurs interventions cherchent à « déstigmatiser » le recours à des personnes prostituées en partageant des anecdotes et désirs de la part de leur « clientèle ». En effet, pour

Francine Tremblay, il faut passer au-delà de « l'inconfort » associé à certaines pratiques sexuelles et les demandes des client-es : « *There are many ways to express sexuality - and some ways do make women and men uncomfortable. Sex workers transact all sorts of demands, such as domination.* » (Tremblay, 5 juillet 2014, B7). Or, c'est souvent autour de l'intimité que s'articule des manières plurielles de considérer les relations avec les client-es car même si certaines personnes recherchent l'intimité par l'entremise de l'achat de services sexuels, ce ne sont pas toutes les escortes qui vont permettre ce niveau de confiance. Par exemple, le seul escorte masculin présent dans le corpus affirme que « les femmes, comme les hommes, recherchent les services de prostitués, et ce, pour des raisons similaires – compagnie, intimité et plaisir » (Durocher, 27 février 2014, A6) et partage dans une autre lettre d'opinion que sa « profession » (*Ibid.*) permet un niveau d'intimité élevé : « Que dire de ces restaurants aux mille délices et les hôtels aux chambres somptueuses ? Des après-midis au musée à discuter d'art ; des soirées à regarder un film, collés l'un sur l'autre ; des marches sur la plage ; des desserts au coucher de soleil ; des moments à rigoler... » (Durocher, 17 mai 2014). Partageant qu'elle reçoit « beaucoup de quadragénaires mariés », une escorte explique que ses clients sont aussi des hommes qui, entre autres, souhaitent acquérir une certaine expérience, mais que « ces temps-ci, je vois des hommes plus jeunes que moi qui veulent que je leur apprenne les bonnes façons de faire » (Marylie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10). Cependant, elle tient tout de même à garder une certaine distance avec ses cinq à dix clients hebdomadaires (*Ibid.*), comme ne pas donner son vrai nom : « Le nom relève de l'intimité, c'est comme aller au cinéma en se prenant la main. Je me suis gardée des zones d'intimité comme ça » (Marylie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10).

3.4.2 Recadrer le choix : la prostitution comme violence systémique

Alors que dans un texte du corpus, un escorte estime qu'au « Canada, la vaste majorité d'entre nous a consciemment choisi ce métier » (Durocher, 17 mai 2014), cette affirmation est toutefois réfutée à de nombreuses reprises par d'autres personnes prostituées et des groupes de femmes ((Tania dans Maher, 22 juin 2014, p. 10) ; (Dufour dans Parent, 21 décembre 2013, p. 2) ; (Legault-Roy, 28 février 2014, A9) ; (Langevin, 12 juin 2014)) qui affirment, quant à elles, que « la prostitution n'est pas un travail et ce n'est surtout pas un choix libre et éclairé » (Élan-CALACS, 12 mars 2014, p. 8). En effet, les conditions matérielles qui poussent les femmes à se

retrouver dans la prostitution sont maintes et c'est ainsi que le jugement Bedford a suscité de nombreuses craintes de la part des femmes œuvrant dans le milieu de l'intervention, notamment Rose Dufour de la Maison de Marthe : « Les juges évacuent toute la réalité de la prostitution, la pauvreté des femmes, les problèmes d'ordre psychologique, la violence physique et psychologique » (Dufour dans Parent, 21 décembre 2013, p. 2). Sophie Labrie du CALACS explique « [qu]'en reconnaissant le « travail du sexe » comme un métier basé sur la notion de choix individuel » (Labrie, 24 février 2014) nous estompons la question sociale plus large qui se cache derrière, c'est-à-dire est-ce acceptable d'acheter des services sexuels et comment se traduit l'égalité des sexes dans une logique de légalisation? Selon la présidente du Conseil du statut de la femme, « la légalisation de la prostitution rime mal avec une société égalitaire » (Miville-Dechéne, 3 mars 2014, A7). D'ailleurs, l'idée que l'achat de services sexuels chez les femmes et filles contribuera à maintenir les diverses formes de violences et inégalités socioéconomiques est soulevée par Kim Pate de la Société Elizabeth Fry : « Tant qu'on permettra aux femmes et aux filles d'être inégales, tant qu'on permettra qu'elles soient vendues, tant qu'on leur enlèvera la possibilité de profiter d'une égalité économique, sociale et juridique, on continuera de les voir soumises à ce type de violence » (Pate dans Gagnon, 20 décembre 2013). La rédactrice en chef du journal *Le Devoir*, Josée Boileau, est du même avis en partageant, dans sa chronique du 21 décembre 2013, que le jugement de la Cour suprême « n'a aucun sens. Ni sens social, ni sens politique, ce qui est une infamie puisque c'est la pure marchandisation du corps de (jeunes) femmes que l'on vient de faciliter » (Boileau, 21 décembre 2013) et en va même jusqu'à s'inquiéter des revendications prônées par les groupes qui militent en faveur de la prostitution : « les activistes proprostitution envisagent déjà les prochaines batailles : avoir accès au régime de pensions ! Et pourquoi pas l'intégration au cursus scolaire, tant qu'à causer plan de carrière, tant qu'à tomber sur la tête » (*Ibid.*).

Dans une lettre ouverte, Éliane Legault-Roy de la CLES abonde dans le même sens en faisant valoir que « de nombreuses personnes prostituées se retrouvent dans la prostitution par pauvreté ou itinérance, deux éléments qui contribuent également à les y maintenir » (Legault-Roy, 28 février 2014, A9). Or, la possibilité de voir la prostitution comme une profession devient donc difficile et l'usage même du mot « travailleuse du sexe » en viendrait à occulter des dynamiques de pouvoir à l'intérieur de la prostitution :

Pour ces nombreuses survivantes, la prostitution n'a jamais été un travail, mais plutôt une exploitation, une violence, un viol. L'usage du terme « travailleuse du sexe » par le lobby de l'industrie du sexe invisibilise cette violence, mais aussi les clients et proxénètes, pourtant ceux par et pour qui la prostitution existe. (*Ibid.*).

L'idée que l'industrie du sexe « exploite la pauvreté, le manque de choix offert aux femmes vulnérables » et devient donc « une industrie vampire » (Matte dans Hachey, 21 décembre 2013b) est d'autant plus partagée par la présidente du Conseil du statut de la femme, Julie Miville-Dechéne, qui se dit préoccupée par le jugement Bedford : « Nous sommes préoccupés des conséquences possibles de ce jugement qui facilitera la vie des clients et des proxénètes et qui aura certainement un effet sur l'augmentation du nombre de prostituées et sur la traite humaine » (Miville-Dechéne dans Hachey, 21 décembre 2013 a, A4).

Dans la section précédente, il est question de miser sur l'inévitabilité de la prostitution pour tenter de « déstigmatiser » le recours à celle-ci, mais une ex-danseuse/escorte affirme, quant à elle, qu'il faut viser un projet de société plus large : « À ceux qui disent que la prostitution a toujours existé, je réponds que ça doit cesser tout comme on a mis fin à l'esclavage et à la peine de mort » (Tania dans Maher, 22 juin 2014, p. 10). Pour une des responsables de la CLES, l'existence étendue de la prostitution ne devrait pas pour autant en justifier l'existence. Elle doit, au contraire, engendrer une lutte féministe comme c'est le cas contre d'autres formes de violences faites envers les femmes : « Les féministes ont réussi à changer la société en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, deux fléaux qui ont pourtant « toujours existé », grâce à des mesures sociales, à la criminalisation des responsables de la violence et à une volonté réelle d'égalité. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour la prostitution ? » (Legault-Roy, 28 février 2014, A9). Il est même question de jouer avec l'aphorisme du « plus vieux métier du monde » en s'attaquant à l'idée même que la prostitution puisse être un métier au même titre que les autres : « Le CALACS a depuis longtemps pris position concernant la prostitution : nous croyons profondément que la prostitution est le plus vieux mensonge du monde et la plus vieille violence faite aux femmes et aux enfants du monde » (Labrie, 24 février 2014). Plus largement, la professeure titulaire de la Faculté de droit de l'Université Laval se penche sur l'idéologie sous-jacente du discours des personnes en faveur du « travail du sexe » en y opposant discours individuel et discours sur l'exploitation des femmes :

Et si le discours de la reconnaissance des « travailleuses du sexe » était en fait un discours très conservateur déguisé en allure très libérale ? Sous des airs très libéraux (*je fais ce que je veux de mon corps, je décide pour moi-même*), se cache l'exploitation des femmes et des filles qui s'y soumettent pour leur survie économique. Les clients, surtout des hommes hétérosexuels, sont satisfaits. Que dire des proxénètes... Les militantes pour le « travail du sexe » font alliance avec les conservateurs. (Langevin, 12 juin 2014).

De son nom fictif, Tania insiste aussi sur le caractère sexué de la prostitution car celle-ci serait « fondé(e) sur une inégalité sociale qui touche principalement les femmes », une idée qui est davantage explicitée dans l'article de Sophie Labrie qui cite le texte *Quinze thèses sur le capitalisme et le système prostitutionnel mondial* du sociologue Richard Poulin :

Cette position renforce l'équation établie par la société entre femme et sexe, réduisant les femmes à une humanité moindre et contribuant à les maintenir dans un statut inférieur partout dans le monde. L'industrie du sexe est de plus en plus considérée comme une industrie du divertissement, et la prostitution comme un travail légitime. Elle est pourtant basée sur une violation systémique des droits humains et une oppression renforcée des femmes. (Poulin dans Labrie, 24 février 2014).

L'idée que la prostitution puisse être synonyme de sexualité est contestée par plusieurs. Allant plus loin qu'un simple détachement des barrières personnelles en matière d'intimité avec les clients, Tania insiste sur le besoin d'expropriation de son corps et de consommation : « T'as pas envie d'être là. Tu dois t'engourdir pour ne pas vivre ça » (Tania dans Maher, 22 juin 2014, p. 10). La présidente du Conseil du statut de la femme, abonde dans le même sens en affirmant que l'alcool et la drogue sont des éléments constitutifs dans la vie plusieurs de femmes prostituées :

La soixantaine de femmes prostituées qui arpentent les trottoirs sont aussi, en règle générale, des femmes sous l'emprise de la drogue [...] En quelques années, ces toxicomanes deviennent extrêmement maigres, cernées, défaites, infectées par des ITS, prêtes à tout pour obtenir 20 \$ d'un client, le prix d'une fellation. (Miville-Dechéne, 3 mars 2014, A7)

Les débats sont récurrents autour des contextes partagés par la majorité de personnes prostituées. On cherche à départager les personnes qui s'y retrouvent par choix en opposition à

celles s'y retrouvent par coercition ou qui y restent par problèmes de toxicomanie, par exemple. En effet, en explicitant le besoin de s'intoxiquer dans le but de « tenir le coup », Tania ajoute que « Les filles qui le font [prostitution] à jeun exercent dans d'excellentes conditions. C'est des privilégiées dans l'industrie du sexe, une minorité qui vit dans sa petite bulle rose » (Tania dans Maher, 22 juin 2014, p. 10). En se basant sur son expérience à la Coalition sherbrookoise pour le travail de rue, Marie-Michèle Whitlock explique que le recours à l'intoxication arrivait parfois plus tard chez les personnes prostituées : « Il y a une lune de miel au début. C'est tout nouveau, tout beau. Par la suite, les problèmes se développent. Souvent, les filles ne sont pas capables de travailler à jeun. Je n'ai rencontré qu'une seule qui semblait avoir fait un choix éclairé » (Whitlock dans Quirion, 26 juin 2014, p. 4).

De surcroît, il est question de revenir sur l'arrêt Bedford en critiquant les revendications d'un groupe jugé minoritaire qui viendrait masquer la réalité de plusieurs :

Le lobby de l'industrie du sexe a défendu devant la Cour la primauté du droit d'une minorité de personnes prostituées à faire commerce de leur corps sur les droits à la sécurité et à la dignité de la majorité qui ont choisi la prostitution faute d'options, qui ont été victimes de traite ou prostituées avant l'âge du consentement légal. (Legault-Roy, 28 février 2014, A9).

En citant des données d'un rapport publié en 2012 par La Fondation Scelles, le texte de Sophie Labrie mise davantage sur les statistiques pour illustrer les réalités de la prostitution dans le monde. En effet, c'est parmi une des seules fois où il est question de chiffres pour parler de la prostitution, hormis le texte de Julie Miville-Dechêne paru le 3 mars 2014 :

- De 40 à 42 millions de personnes se prostituent dans le monde.
- 80% d'entre elles sont des femmes ou des filles.
- Les trois quarts seraient âgés de 13 à 25 ans.
- 9 personnes sur 10 seraient dépendantes d'un proxénète.
- La majorité des personnes prostituées seraient aujourd'hui aux mains des réseaux de traite des êtres humains.
- En Europe et dans le monde, la traite à des fins d'exploitation sexuelle a connu un essor fulgurant au cours des deux dernières décennies.
- Selon (ONUDC), 79% des victimes de la traite le sont à des fins d'exploitation sexuelle, et 79% d'entre elles sont des femmes ou des filles.
- Les groupes du crime organisé sont les premiers bénéficiaires du commerce de la prostitution et ils s'en servent pour le blanchiment d'argent.

- Selon une étude de l'Organisation internationale du travail (OIT) menée en 2006, les profits de la traite représentent annuellement autour de 31,6 milliards de dollars et les victimes d'exploitation sexuelle rapportent autour de 27,8 milliards de dollars. (Fondation Scelles dans Labrie, 24 février 2014).

Finalement, la prostitution juvénile est une autre préoccupation qui ressort du corpus. L'anthropologue et fondatrice de la Maison de Marthe, Rose Dufour, partage par exemple que « depuis cinq ans, on constate aussi un rajeunissement de la clientèle » et renchérit en se questionnant sur l'influence de l'industrie du sexe sur les attitudes des jeunes : « Comme si les jeunes avaient succombé au discours de l'industrie du sexe voulant que la prostitution, c'est *cool*, c'est la liberté. Elles déchantent assez rapidement... » (Dufour dans Provencher, 20 juillet 2014, p. 13). Lorsque la Cour suprême a invalidé les lois sur la prostitution en 2013, la porte-parole de la Coalition des femmes pour l'abolition de la prostitution et militante de la CLES, Diane Matte, déplore le message de banalisation de l'industrie du sexe comme possibilité d'emploi envoyé aux jeunes femmes : « Il y a plein de jeunes femmes aujourd'hui qui vont effectivement recevoir le message voulant que, dans le fond, aller dans un bar de danseuses, dans un salon de massage ou travailler pour une agence d'escortes ne sont que d'autres façons de faire de l'argent, et elles seront piégées » (Matte dans Gagnon, 20 décembre 2013). Quant à Diana Bélice, intervenante psychosociale et auteure de l'essai *Les prostituées des gangs de rue*, elle retrace un parcours courant chez les jeunes adolescentes qui se prostituent, intimement lié aux proxénètes et gangs de rue. Elle affirme que « ces filles-là ont été manipulées pour arriver à ce point-là », notamment grâce au « *love bombing* » (Bélice dans Montpetit, 9 juin 2014), une technique utilisée par des proxénètes pour combler des manques d'affection et d'amour chez les filles. Cependant, elle fait remarquer qu'il n'est pas rare que ces adolescentes soient « à leurs premières expériences sexuelles » (Montpetit, 9 juin 2014) et qu'elles refusent de se prostituer au début : « plusieurs jeunes filles disent non, au départ, lorsque celui qu'elle considère comme leur amoureux leur demande de se prostituer. Puis, elles cèdent lorsqu'il lui propose de prendre un peu de drogue ou d'alcool pour s'aider. » (*Ibid.*). Une travailleuse de rue de la Coalition sherbrookoise pour le travail de rue abonde dans le même sens et explique le phénomène de prostitution juvénile et le rôle des proxénètes à Sherbrooke :

La prostitution juvénile existe ici comme ailleurs. Ces filles se retrouvent souvent dans les agences d'escorte. Elles sont plus cachées ou changent souvent

de ville. Les proxénètes ne les gardent pas à Sherbrooke. Elles sont recrutées au centre jeunesse ou à l'école. Souvent, le proxénète est leur chum ou leur meilleur ami. Tout commence tranquillement avec des amis, puis ça va plus loin. Plus de 80 pour cent des filles qui me disent s'être prostituées ont commencé avant 18 ans (Collin dans Quirion, 26 juin 2014, p. 4).

Peu importe l'âge des femmes prostituées, sortir de la prostitution implique de surmonter des barrières psychologiques et financières. Par exemple, pour les adolescentes sous le joug d'un proxénète, il est possible de maintenir leur docilité en leur faisant « *retirer certains avantages* » par exemple, « *Il va la sortir, l'emmener au resto, ou il va lui dire "tiens je te donne cent piastres, va t'amuser avec tes amis"* » (Bélice dans Montpetit, 9 juin 2014). Les enjeux de sortie sont donc maints : « Une femme qui cesse de se prostituer, ça ne veut pas dire qu'elle a quitté la prostitution. Il faut ensuite sortir la prostitution d'elle-même. Il y a toute son estime à reconstruire pour qu'elle arrive à redevenir une citoyenne à part entière » (Dufour dans Provencher, 20 juillet 2014, p. 13).

3.4.3 Criminalisation des clients et des proxénètes : deux manières de parler de la violence des hommes

Un débat soulevé par le jugement Bedford et le projet de loi C-36 est celui du rôle de la criminalisation des clients et des proxénètes dans l'augmentation ou la diminution des violences faites envers les femmes. Effectivement, la perception que la prostitution soit dangereuse ou « une activité risquée » (McLachlin dans Laurin-Desjardins, 21 décembre 2013, p. 5) est unanimement partagée, par exemple, lorsqu'un escorte masculin explique que « j'avoue que ma situation est privilégiée, je ne crains pas pour ma santé ou ma sécurité » (Durocher, 17 mai 2014) ou lorsque la juge en chef de l'arrêt *Bedford*, Beverley McLachlin, explique la responsabilité de l'État face à la violence: « Le fait que le comportement des proxénètes et des clients soit la source immédiate des préjudices subis par les prostituées ne change rien. La violence d'un client ne diminue en rien la responsabilité de l'État qui rend une prostituée plus vulnérable à cette violence » (McLachlin dans Marin, 21 décembre 2013, p. 3). C'est ainsi qu'il y avait deux discours pour parler de la violence des hommes à la lumière des lois adoptées : la première est qu'elle est amplifiée par la criminalisation des clients, et la seconde mise sur le caractère intrinsèquement violent de la prostitution.

Tout d'abord, les partisan-es d'un modèle qui décriminalise les clients, proxénètes et personnes détenant une maison de débauche argumentent que leur criminalisation engendrerait un taux de violence plus élevé, car il serait davantage question de faire des affaires dans la clandestinité (Caouette dans Buzzetti, 3 juin 2014). Un article en particulier fait valoir que l'instauration d'un modèle de décriminalisation en Nouvelle-Zélande permet « d'obliger le port du condom, d'accueillir les clients dans des endroits plus sécuritaires, de refuser un service sexuel et de faire appel aux instances juridiques et policières sans craindre de représailles (Boudou-Laforce, 10 juin 2014). En effet, la criminologue et ancienne prostituée, Christine Bruckert, explique que, dans une logique où les clients sont surveillés par la police, ils insisteront pour rencontrer les femmes dans des lieux sombres de peur qu'ils ne se fassent arrêtés (Kennedy, 28 avril 2014). Comme le soutiennent des femmes du PIPQ et du projet LUNE, les conditions de négociation deviennent donc des mesures préventives limitant ainsi les risques de violences : « La répression des clients entraînera inévitablement plus de clandestinité pour les travailleuses du sexe et donc encore plus de risques pour ces personnes d'être victimes de violence et d'abus de toutes sortes, rendant encore plus difficile la dénonciation » (PIPQ et le projet LUNE dans La Haye, 6 juin 2014, p. 20). L'augmentation de la violence passerait aussi par l'isolement en vertu d'une négociation à laquelle une femme prostituée aurait à se livrer dans le but de rassurer le client : « Pour éviter d'être piégés, les clients se déplaceront vers des lieux où les prostituées seront forcées d'opérer sans la protection qu'offre la présence de leurs collègues » (Asselin, 9 juillet 2014).

Le droit à la sollicitation (ou au racolage) est une autre mesure préventive qui permettrait d'évaluer le client, notamment « pour vérifier s'il n'est pas intoxiqué ou enclin à la violence » (Marin, 21 décembre 2013, p. 3) ou évaluer si « un client a l'air bizarre [...] ou qu'elles [prostituées] ont l'impression qu'elles pourraient subir de la violence » (Bélice dans Montpetit, 9 juin 2014). C'est en ce sens que, dans les textes du corpus, il y a quelques rappels concernant le tueur en série de Vancouver, Robert Pickton, qui est accusé d'avoir brutalement tué 26 femmes prostituées sur sa ferme (mais il soupçonné d'en avoir tué plus) (CBC News, 28 janvier 2015). En effet, il est souvent évoqué pour appuyer la pertinence de légaliser la sollicitation qui, selon plusieurs, aurait pu prévenir les meurtres des victimes canadiennes :

Le projet de loi C-36 va continuer de permettre à des prédateurs violents comme Robert Pickton de s'attaquer à des travailleurs du sexe qui ont été repoussés vers des aires moins publiques de la ville (McDonald dans De Grandpré, 6 juillet 2014) et

À supposer que l'évaluation préalable ait pu empêcher une seule femme de monter à bord de la voiture [du tueur en série de Vancouver] Robert Pickton, la gravité des effets préjudiciables est démontrée (McLachlin dans Hachey, 21 décembre 2013a, A4).

Un argument retrouvé dans le corpus est à l'effet qu'il serait possible de prévenir des actes de violence si la présence de proxénètes était légale. En effet, le proxénète étant une personne qui vit des produits des personnes prostituées, certaines misent sur la pluralité des rôles possibles, notamment « du personnel de sécurité » (Bedford, Lebovitch et Scott dans Ici Radio-Canada, 4 juin 2014), « un chauffeur, une réceptionniste, un webmestre de site de prise de rendez-vous ou même une collègue avec qui on reçoit les clients dans un même endroit » (Caouette dans Buzzetti, 3 juin 2014). Des intervenantes cherchent donc à distinguer les proxénètes violents ou de coercition (*Ibid.*) (issus parfois du crime organisé) (Paquet dans Quirion, 26 juin 2014, p. 4) de ceux qui servent de « protecteur » (*Ibid.*).

La Cour avait estimé que l'interdiction de maisons débauche pénaliserait les femmes prostituées, notamment en évoquant la possibilité de refuge en cas de violences : « La disposition qui empêche une prostituée de la rue de recourir à un refuge sûr [...] alors qu'un tueur en série est soupçonné de sévir dans les rues » (McLachlin dans Hachey, 21 décembre 2013a, A4). Cependant, comme le partage une femme prostituée, les maisons closes ne sont pas forcément synonymes de sécurité : « J'ai déjà travaillé dans une maison close, et ça ne m'a pas empêché de me faire agresser quand même. » (Sonia dans Laurin-Desjardins, 21 décembre 2013, p. 5). Or, malgré le droit de sollicitation, elle juge tout de même qu'il y aura toujours des « méchants » (*Ibid.*)

Alors que l'idée que la décriminalisation des personnes prostituées est une revendication partagée nonobstant les modèles législatifs de prédilection, la criminalisation des clients, des proxénètes et toute autre personne retirant des bénéfices financières d'une personne prostituée est sujet à débat. En effet, alors que chez les partisan-es de la décriminalisation complète la sécurité

des femmes prostituées passerait en partie par la présence de proxénètes, de maisons de débauches et la légalisation de l'achat de celles-ci, des groupes de femmes argumentent que la prostitution en soi est une violence faite envers les femmes et que la sécurité ne pourrait jamais être assurée considérant son danger inhérent. Par exemple, Diane Matte et Julie Miville-Dechêne affirment respectivement qu'il « faut reconnaître que la prostitution en elle-même est une forme de violence envers les femmes » (Matte dans Hachey, 21 décembre 2013a, A4) et « la prostitution en soi est une activité dangereuse » (Miville-Dechêne dans Ici Radio-Canada, 4 juin 2014). Plus précisément, elles réfutent l'idée que « les clients réguliers ne viendront plus [et qu'il] ne restera que les délinquants, les clients les plus dangereux à accepter » (Caouette dans Zapiain, 5 juin 2014, p. 25) si le gouvernement criminalise ceux qui achètent des services sexuels car « c'est partir du principe qu'il existerait des bons et des mauvais clients. Mais pour nous, tous les clients achètent le consentement avec de l'argent [...] la prostitution ne peut pas être sécuritaire. Lorsqu'elle monte dans la voiture, la femme ne sait pas si le client est gentil ou pas » (Matte dans Zapiain, 5 juin 2014, p. 25). C'est de même au Conseil du statut de la femme où on réfute l'idée que la sécurité des femmes augmente dans un modèle de décriminalisation complète :

La décriminalisation n'assure pas la sécurité des femmes prostituées ; elle favorise plutôt l'expansion et la banalisation de ce commerce qui exploite les femmes vulnérables. Une étude du gouvernement écossais a évalué les résultats des stratégies de légalisation ou de décriminalisation adoptées par certains pays, dont l'Australie et les Pays-Bas. Échec sur toute la ligne : une plus grande implication du crime organisé, une hausse de la prostitution juvénile et une explosion du nombre de femmes et de fillettes étrangères trafiquées dans la région. (Miville-Dechêne, 3 mars 2014, A7).

Julie Miville-Dechêne poursuit en expliquant les conséquences documentées au niveau des relations interpersonnelles et de la banalisation de l'objectification des femmes que :

Dans les pays qui ont opté pour la légalisation (aux Pays-Bas, par exemple, les deux tiers des hommes ont déjà eu recours à une prostituée), nombreuses sont les femmes à témoigner de conséquences sur leurs relations de couple. Car une fois légalisée, la prostitution est légitimée, promue, et cela pousse plus d'hommes à consommer du sexe tarifé. Ce modèle réduit les femmes à des objets sexuels. (*Ibid.*).

L'exemple de la Nouvelle-Zélande revient dans une lettre ouverte dont l'auteure argue que dans des pays qui ont opté pour un modèle similaire, « la prostitution illégale et de mineurs a augmenté de façon dramatique. Aux Pays-Bas, le tourisme sexuel a explosé, augmentant le nombre de personnes prostituées et de victimes de la traite » (Legault-Roy, 28 février 2014, A9). C'est en ce sens que les abolitionnistes, entre autres, mettent de l'avant un modèle législatif au même titre que celui instauré dans les pays nordiques dans le but d'augmenter la sécurité des personnes prostituées et de fournir des moyens de quitter la prostitution et de réinsertion sociale, mais aussi pour remettre en question le droit qu'ont les clients majoritairement masculins d'acheter des prostituées : « C'est un ensemble de lois (modèle nordique) qui rendent illégaux et socialement inacceptables l'achat et l'exploitation sexuelle d'une personne. De plus, il favorise la sortie des femmes de la prostitution. » (Élan-CALACS, 12 mars 2014, p. 8). En effet, comme le soutient May-Len Skilbrei auteure d'un livre intitulé *Prostitution Policy in the Nordic Region*, le modèle nordique (qui n'est pas un modèle uniforme, mais qui varie selon les politiques publiques en place dans les divers pays) se base sur l'objectif de miser sur les conditions d'émergence de la prostitution, considérant que cette dernière est symptomatique de problèmes sociaux plutôt que la cause (Skilbrei dans Pruden, 3 mai 2014, A18).

Finalement, dans l'optique où « peu importe qu'elle soit pratiquée de façon clandestine ou non, elle s'accompagne régulièrement de violence et porte atteinte à l'intégrité physique et psychologique de celles qui la pratiquent » (Miville-Dechéne, 3 mars 2014, A7), certaines jugent primordial de s'attaquer à la demande et « ceux qui imposent leur sexualité par l'argent (les clients) ou imposent à une femme de marchander sa sexualité (les proxénètes) » (Legault-Roy, 28 février 2014, A9) tout en accordant l'impunité aux femmes :

Cette asymétrie assure aux femmes la possibilité de porter plainte et peut dissuader la violence puisque seuls clients et proxénètes sont en situation de criminalité. Les pays ayant adopté ce modèle ont fait la preuve qu'agir sur les clients, grâce à la mise sur pied de campagnes de sensibilisation nationales et à la pénalisation, a un impact direct sur la diminution de la demande, du tourisme sexuel et, par le fait même, du nombre de personnes prostituées et victimes de la traite. (*Ibid.*).

3.4.4 Consentement et rapport marchand

À plusieurs reprises, il est question de comprendre la légitimation de rapports sexuels par l'entremise d'un rapport marchand. Le « choix » se traduit ici par le consentement, présenté comme un outil interpersonnel pour prévenir la souffrance, mais aussi comme une manière de s'assurer qu'un « accord » est donné pour se prostituer. En effet, alors que celui-ci pourrait très bien s'inscrire dans un cadre moral, notamment par l'imposition de balises entre personnes dites consentantes dans le but de respecter les volontés et les limites de celles-ci pour des rapports sexuels sains et égalitaires, il apparaît plutôt comme une manifestation du « choix » en matière d'acquiescement et de libre arbitre.

Tout d'abord, les rapprochements entre la notion de consentement et la compensation financière participe à une une forme de légitimation de la prostitution ainsi inscrite dans une transaction où les personnes impliquées retireraient des bénéfices. En effet, en cadrant la prostitution comme un échange de services, il n'est donc pas rare de retrouver un lexique qui puise dans une logique économique, notamment avec les mots « transaction » et « demande » : « *Sex workers transact all sorts of demands* » (Tremblay, 5 juillet 2014, B7) ; « la négociation des termes de la transaction » (Krüsi et al. dans Buzzeti, 8 juin 2014, B3) ; « *purchased sex* » et « *exchanging sex for financial compensation* » (Chamberse, 10 juillet 2014, A15), et « criminaliser la demande » (Robitaille, 9 juin 2014, A6).

De plus, l'idée du consentement se manifeste lorsqu'il est aussi question de faire reposer la légitimation des rapports sexuels tarifés entre les personnes concernées seulement, c'est-à-dire qu'il est question de comprendre la prostitution comme un échange entre deux individus. En ce sens, certain-es affirment même que d'accepter que la sexualité puisse être tarifée passe en partie par le consentement : « vivre de la prostitution est une activité génératrice de revenus, donc un travail, à condition d'accepter l'idée que la sexualité peut être une activité consentante et tarifée. » (Marylie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10) et « *consenting adults can simply enter into a contractual agreement: payment in return for sexual services* » (Chamberse, 10 juillet 2014, A15). En effet, un texte va encore plus loin en questionnant la pertinence même d'une intervention étatique dans ces transactions :

The crux of the debate, philosophically, is simply this: If an adult, being of sound mind, wishes to purchase sex, and another adult, also of sound mind, wishes to sell it to him or her, in a private place, free of coercion, and not

harming anyone else or breaking any other laws, then what business is it of the government to intervene? (Den Tandt, 6 juin 2014, A12).

Pour certaines cependant, il importe de miser sur les dynamiques sociales qu'une normalisation du système prostitutionnel engendre plutôt que de se questionner sur le consentement comme indicateur de légitimité : « Quand on considère que [...] de nombreuses prostituées n'ont pas vraiment d'autre solution que la prostitution, il apparaît évident que le fait d'imposer par l'argent sa sexualité à une personne qui ne désire ni n'a choisi cette situation est une violence plus qu'une relation marchande. » (Legault-Roy, 28 février 2014, A9). Une intervenante à la Coalition sherbrookoise pour le travail de rue considère que les échanges de services sexuels se font parfois dans le but de subvenir à des besoins de base, donc la notion de consentement devient parfois, à mon avis, plus complexe que d'évaluer le désir volontaire ou involontaire d'une femme à se prostituer : « Tous les types d'exploitation sexuelle sont présents à Sherbrooke. Que ce soit en échange d'argent, d'un logement, de drogue ou de nourriture, plusieurs femmes participent volontairement ou non au phénomène. (Whitlock dans Quirion, 26 juin 2014, p. 4). Finalement, une intervenante du CALACS s'inquiète sur le message plus large envoyé s'il est question de se concentrer sur la possibilité d'acheter des services par l'entremise d'un rapport marchand : « Si comme société nous considérons acceptable d'acheter des services sexuels auprès de femmes, d'enfants, le message transmis, c'est qu'il est louable de vendre le corps des femmes et des enfants comme de la marchandise » (Labrie, 24 février 2014).

3.4.5 La polysémie féministe du choix

À travers le corpus, la polysémie féministe du choix se traduit par deux affirmations antinomiques, parfois même conflictuelles, dont le choix éclairé où il est question d'affirmer que « pour nombre d'entre elles [prostituées], particulièrement au Canada, il s'agit d'une activité librement choisie, aussi destructrice soit-elle sur le plan personnel » (Gagnon, 14 juin 2014), ou le choix imposé par des conditions matérielles :

Peut-on vraiment penser que la prostitution résulte d'un choix libre et éclairé sachant que la moyenne d'âge d'entrée dans la prostitution se situe entre 14 et 15 ans au Canada ? Que près de 80 % des femmes adultes prostituées ont commencé alors qu'elles étaient mineures ? Que huit femmes prostituées sur dix ont vécu des violences sexuelles, physiques et psychologiques dans l'enfance ou

dans leur couple avant de se prostituer ? Que diverses enquêtes révèlent que 89 % d'entre elles souhaitent quitter la prostitution ? La légalisation de la prostitution rime mal avec une société égalitaire. (Miville-Dechêne, 3 mars 2014, A7).

Parallèlement aux appellations « travailleuse du sexe » et « femme prostituée », le concept du choix relève lui aussi d'un débat sémantique dans le contexte de l'industrie du sexe. En effet, malgré l'idée que le choix se traduit généralement par une prise de décision en fonction d'opportunités, mobiliser ce concept en ne retenant que cette définition peut avoir comme effet de taire les conditions sociales et matérielles qui facilitent voire survalorisent certaines options. En effet, miser sur les choix effectués par les femmes peut minimiser le contexte dans lequel apparaît les opportunités offertes : « *it (emphasis on 'choice') strips women's lives of context and makes it sound as though our 'choices' are made in a political and cultural vacuum* » (Kiraly et Tyler, 2015 : xii). En plus de s'ancrer dans ces conditions matérielles, le choix s'inscrit dans des ancrages discursifs d'une époque donnée et des contextes sociopolitiques qui l'accompagnent. Cependant, le discours même du choix est une source de tensions entre féministes de divers courants notamment lorsqu'il est question de prostitution (Freeman, 1989), de pornographie (Leidholdt, 1990 : xv) et du rôle de la théorie *queer* et du genre en vertu de la libération des femmes (Jeffreys, 2003 : 50).

Il me semble donc judicieux de comprendre le concept du choix en explorant les cadres d'analyses féministes car ils déploient aisément, à mon avis, les enjeux individuels et collectifs qui sous-tendent celui-ci ainsi que les dynamiques de pouvoirs et le désir d'autonomie. Dans le contexte de certains courants féministes occidentaux, une des manières contemporaines de penser le choix est en fonction du « postféminisme », c'est-à-dire une ère issue du « *paradigmatic shift from 1970s to 1990s feminism* » (Barrett et Phillips dans Oprea, 2008 : 7) et une idéologie « *that simultaneously incorporates, revises, and depoliticizes many of the fundamental issues advanced by Second Wave feminism* » (Rosenfelt et Stacey dans Hall et Rodriguez, 2003 : 898). Alors qu'il est parfois célébrée comme un succès du féminisme (Streit dans Hall et Salupo Rodriguez, 2003 : 899), d'autres chercheuses et théoriciennes soutiennent, quant à elles, que le postféminisme est digne en fait d'un *backlash* féministe (Rush, 1990 : 170) ou rien de plus qu'un « *lifestyle feminism* » (Hall et Salupo Rodriguez, 2003 : 899) qui ne peut co-exister avec le projet féministe : « *If the ideology of postfeminism prevails, the women's movement will cease to exist*

because people perceive women to be equal. If feminism prevails, the women's movement will build on previous progress to address the remaining structural forms of gender inequity » (Ibid.).

Dans le cadre de l'ère postféminisme et de sa représentation médiatique, le choix mise souvent sur la responsabilité et l'agentivité individuelle (Probyn, 1993 : 287), et plus précisément dans le cas de la prostitution et des interprétations du féminisme libéral, le choix se juxtapose à une maximisation d'autonomie qui vise la libération et l'*empowerment*, notamment en matière d'expression sexuelle (Freeman, 1989 : 88). La prostitution devient donc une expression personnelle de la sexualité jugée inoffensive car elle serait issue d'une transaction entre personnes ayant « *freely chosen* » de s'engager dans l'acte (*Ibid.* p. 90). L'articulation entre choix et prostitution proposée par le féminisme libéral ne fait cependant pas unanimité. En effet, l'analyse féministe radicale recadre les débats autour du choix en misant davantage sur les dynamiques de sexes dans la sexualité et la coercition (*Ibid.*, p. 92), et en s'interrogeant, entre autres, sur le choix effectué par les hommes qui achètent du sexe : « *If we want to discuss the issue of choice, let's look at who is doing the actual choosing in the context of prostitution. Surely the issue is not why women allegedly choose to be in prostitution, but why men choose to buy the bodies of millions of women and children worldwide and call it sex* » (Raymond, 2013 : 21). Cependant, il est important de noter que la posture féministe radicale ne souhaite pas minimiser l'autonomie des femmes ni espère-t-elle nier les choix effectués par les femmes. La féministe radicale Janice Raymond exprime cette idée en affirmant que « *the response to the choice debate is not to deny that women are capable of choosing within contexts of powerlessness, but to question how much real value worth, and power these so-called choices confer* » (*Ibid.*). Or, mon intention de présenter le choix en fonction des féminismes libéral et radical n'est pas exclusivement dans le but de les opposer pour en évacuer les nombreuses façons de comprendre le concept, mais bien de démontrer que les deux courants se questionnent sur les possibilités et motivations qui régissent les choix des femmes et la complexité discursive et politique qui en découle.

3.5 Analyse de la « morale »

Faisant quelque peu écho au « choix » mais en s’y détachant par sa référence à un idéal d’action et non à une possibilité d’action et de représailles, la seconde tendance qui ressort du corpus analysé est la morale. En effet, la promotion et l’encouragement du projet de loi C-36 (ou la criminalisation des proxénètes, des clients et l’interdiction d’avoir un bordel) constituait en fait un appel à la morale : « *MacKay's bill, and the language used to sell it, is redolent with sanctimony and moral judgment. That should not be the government's purview* » (Den Tandt, 6 juin 2014, A12). Plus largement encore, de nombreuses interventions ont traité de possibilités d’action (ou d’inertie) face à la prostitution, ce qui laisse soupçonner que ces actions, dont l’acte de légiférer, se feraient en vertu d’un idéal moral. C’est en ce sens que les textes analysés ont fait apparaître deux tendances autour de considérations morales : la première était une critique des discours abolitionniste, prohibitionniste et puritain (les idéaux prônés par les tenant-es de ces discours) et la seconde misait sur la promotion d’un certain *statu quo* (les idéaux doivent être limités car la prostitution est inévitable).

3.5.1 Discours abolitionniste, prohibitionniste et puritain : critiques des différentes postures

Avant même la sortie du projet de loi C-36, la décision issue de l’arrêt *Bedford* suscitait déjà des commentaires quant aux réactions (projetées) du gouvernement Harper face à l’invalidation des articles de lois et la décision parlementaire qui en découlerait. D’entrée de jeu, certain-es s’attendent déjà à une déception de la part des Conservateurs en vertu du jugement : « (o)n devine que les conservateurs sont doublement choqués: d'abord au nom de la morale » (Boisvert, 21-22, p.46), mais aussi en lien avec le déroulement dudit jugement compte tenu d’un népotisme soupçonnée en matière des nominations de juges : « les plus récentes nominations conservatrices n’ont pas eu d’impact idéologique très clair, en matière de mœurs » (*Ibid.*) malgré « (u)ne Cour suprême où siègent cinq juges nommées par Stephen Harper » (*Ibid.*). Or, alors que la Cour suprême a statué que ce n’est pas au système judiciaire de se prononcer sur « *the morality of prostitution* » (Op-ed, 21 décembre 2013, B6), cela incombait aux législateurs et législatrices de régler la question. Il en incombait donc aux partis politiques de jongler avec « *legal and moral considerations* » (*Ibid.*) pour faire la part des choses même si cette « réglementation des mœurs » (Boisvert, 21 décembre 2013, A5) est un « un sujet que les politiciens détestent généralement »

(*Ibid.*). C'est en ce sens que le regard est tourné vers le Parti conservateur, et plus précisément le ministre fédéral de la Justice Peter MacKay qui se disait déjà « préoccupé » (Marin, 21 décembre 2013, p. 3) par le jugement, pour voir quel serait le projet de loi proposé dans le délai imposé d'un an. Il y a déjà des attentes quant aux tensions morales entre les groupes politiques parlementaires car, comme le souligne la professeure de sciences juridiques Rachel Chagnon à « la droite du spectre, par exemple, les conservateurs athées auront tendance à vouloir légaliser à 100% alors que la droite fondamentale s'oppose plus fermement à toute forme de prostitution pour des raisons morales » (Chagnon dans Fortin, 20 décembre 2013).

Dans les articles relatant l'arrêt *Bedford* et le projet de loi C-36, il n'est pas rare de retrouver des interventions qui traitent des discours abolitionniste, prohibitionniste et puritain (alors que ceux-ci présentent des différences de contenu et de visées, autant législatives que sociales), parfois en les jumelant, d'autres fois en les mélangeant. Ainsi, le discours abolitionniste est une critique généralement féministe qui, articulant patriarcat et situation économique des femmes, considère que « la prostitution constitue un des moyens privilégiés par le patriarcat pour exploiter le corps et la personne même des femmes, et ce, tant individuellement que collectivement » (Ricci, Kurtzman et Roy, 2012 : 25). De son côté, le prohibitionnisme vise une interdiction de la prostitution et « criminalise formellement tous ses acteurs, bien que dans la réalité ce sont surtout les personnes prostituées qui subissent la répression » (*Ibid.*) alors que le puritanisme est sous-tendu, quant à lui, par des discours davantage religieux. Par exemple, une criminalisation des clients n'est pas forcément synonyme de prohibitionnisme (c'est un outil présent dans l'abolitionnisme), mais à quelques reprises le terme «prohibitionnisme » est employé comme mot parapluie pour évoquer les mesures prises contre les clients : « sévir contre les clients en leur imposant de fortes amendes ne fait que poursuivre une culture prohibitionniste » (Boudou-Laforce, 10 juin 2014) ou bien en parlant des pays nordiques qui optent pour une criminalisation des clients ainsi que des programmes de réinsertion sociale pour les femmes (donc un modèle davantage abolitionniste) : « *Prostitution is not managed by prohibition laws alone* » (Skilbrei dans Pruden, 3 mai 2014, A18). Un autre exemple d'amalgame des visées abolitionnistes et prohibitionnistes est tiré d'une lettre d'opinion d'un escorte masculin qui affirme que :

ceux qui veulent criminaliser les clients pour protéger les femmes en général se trouvent donc à vouloir criminaliser certaines d'entre elles. Ce discours

présente un paradoxe : protéger certaines en criminalisant d'autres. Qu'essayons-nous de faire en réprimant la prostitution ? Le modèle de la prohibition n'a jamais eu de succès, peu importe la sphère où il a été appliqué. (Durocher, 27 février 2014, A6).

Un article publié suite au dépôt du projet de loi amalgame les morales conservatrices et féministes en juxtaposant les positions que partagent ces groupes en vertu de leur intérêt de permettre aux femmes de sortir de la prostitution : « Le gouvernement et les groupes abolitionnistes préfèrent se camper sur leurs positions morales, où les personnes œuvrant dans l'industrie de la prostitution ne sont que des victimes impuissantes qu'il faut sauver. » (Boudou-Laforce, 10 juin 2014). Il y a dès lors un ton parfois moqueur pour présenter le « modèle canadien » :

« Revenons au modèle canadien. Celui-ci s'inspire grandement du modèle suédois, notamment lorsque le gouvernement choisit de criminaliser l'achat des services sexuels et, sans surprise, cela fait le bonheur des abolitionnistes et de la droite religieuse » (*Ibid.*) ;

« Sans surprise, il s'est donc trouvé plusieurs groupes traditionalistes ou chrétiens mercredi pour applaudir au projet de loi sur la prostitution » (Buzzetti, 8 juin 2014, B3) et

« Le « modèle nordique » en matière de prostitution — qui cible le client, pas le fournisseur — plaît à la [...] droite sociale et les milieux évangéliques chrétiens » (*Ibid.*).

Cependant, un groupe de femmes au nom de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) reconnaît les revendications partagées par les abolitionnistes et les conservateurs en vertu de C-36, mais précise toutefois que « nous ne sommes pas les copains de ces groupes, qui adoptent une approche moraliste, paternaliste. Nous, on veut aider les femmes, on ne veut pas les juger. Nous sommes des alliés (*sic*) malgré nous » (Hamelin dans Buzzetti, 8 juin 2014, B3). Le point partagé de la criminalisation des clients et proxénètes, qu'il le soit dans une logique conservatrice ou abolitionniste (davantage féministe et/ou par l'entremise de politiques paritaires) émane, quant à lui, d'un projet juridico-social campé sur un axe ordonnant ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, en tant que société, désirable ou « *morally repugnant* » (Op-ed, 23 décembre 2013, B6) : « La Suède et le Canada ont des points en commun : ils croient

que le client doit être considéré comme un criminel, que la prostitution est moralement inacceptable et dégradante » (Ouimet, 12 juin 2014, A16). De surcroît, en plus de « victimiser » les femmes, il est aussi question de reprocher aux partisan-es de déplacer la critique morale initiale qui visait la protection des femmes, vers une morale publique : « *it is easier to defend public morality, blame prostitutes for choosing to lead immoral lives* » (Maher, 21 décembre 2013, B7).

Certaines interventions ont recours à l'évolution historique des mœurs permettant de se rappeler du passé lourdement connoté et entaché par un contexte social suranné. Il y a dès lors une comparaison entre les époques et les mœurs qui y sont associées :

Pour Mme Bedford et ses partisans, incluant de nombreuses féministes, les lois actuelles sur la prostitution sont puritaines et périmées ; elles découlent de mesures adoptées à l'époque victorienne, en Grande-Bretagne, pour empêcher la prolifération de maladies vénériennes et les comportements immoraux. (Hachey, 20 décembre 2013).

L'intervention étatique dans la réglementation des « vices » (dans ce cas, la prostitution) devrait donc être limitée considérant le potentiel d'instrumentalisation des droits constitutionnels et l'inefficacité de cette tentative de contrôle dans le passé : « *But the lessons of history are once again ignored by crusaders. They remain steadfast in winning a moral victory, one that presently involves gender politics, an abuse of constitutional rights and apathy toward the health and well-being of sex workers* » (Chamberse, 10 juillet 2014, A15). C'est ainsi qu'il est question des activités jugées vicieuses au nom de la morale du passé (l'homosexualité et la masturbation lors du 18^{ème} et 19^{ème} siècle qui nécessitaient un traitement (*Ibid.*)) : « *We have been down this road twice before in our failed attempts at state control over masturbation and homosexuality* » (*Ibid.*) ; « *we can get over our anxiety regarding prostitution whenever we come to realize that sex workers and their clients do not require "treatment."* » (*Ibid.*). La prostitution se situe donc dans le point de mire des « *moral crusader(s)* » pour qui « *"unnatural" sex has always been problematic* » (*Ibid.*), c'est-à-dire ceux et celles qui croient que des pratiques sexuelles peuvent être intrinsèquement « mauvaises ». Or, on amalgame l'idée que si la prostitution est vue comme l'effet de rapports de dominations sexuelles tarifées, c'est-à-dire que s'il est question de voir des contrats sexuels tarifés comme étant « *intrinsically wrong* » (*Ibid.*), les partisan-es de ce

discours sont du même ordre que ceux et celles qui considéraient que la « *masturbation was once declared aberrant and homosexuality deemed contrary to natural law* » (*Ibid.*).

On reproche aussi aux conservateurs d'être incapables de se détacher de leurs propres mœurs pour légiférer. En effet, les représentant-es baigneraient dans une logique puritaine où le simple fait de cadrer la prostitution comme un problème moral empêcherait toute forme de débat potentiel :

Among prohibitionist politicians, the new puritans are led by Progressive Conservative member Joy Smith. In her report titled The Tipping Point, she asserts that prostitution is a crime that is inherently harmful, a term typically used by ideologues and moralists because no debate is required concerning the pros and cons of a given policy. (Ibid.).

Ces reproches s'étendent jusqu'à la conception qu'ont les conservateurs des dynamiques de sexes au sein de la prostitution, une critique qui, comme il en sera question plus loin, rejoint en quelque sorte celle formulée à l'égard des féministes abolitionnistes. Dès lors, le problème chez le Parti conservateur est son manque de nuance et « la vision binaire victime-pervers » (Ouimet, 12 juin 2014, A16) : « Ce qui m'énerve dans cette histoire, ce n'est pas tellement l'obstination bornée des conservateurs, mais leur ton moralisateur et leur vision manichéenne : d'un côté, les pauvres prostituées victimes ; de l'autre, les méchants clients pervers. Aucune nuance. La prostitution est mal et elle doit être éradiquée, point final » (*Ibid.*). Finalement, ce n'est pas tant cette vision binaire qui pose problème pour la journaliste Michèle Ouimet, mais plutôt le fait qu'elle provienne du gouvernement Conservateur qui, en matière de revendications sociales, diffère grandement de la Suède, un pays jugé progressif : « Les Suédois partagent la même vision [...] mais elle est soutenue par un principe auquel ils tiennent comme à la prune de leurs yeux : l'égalité hommes-femmes » (*Ibid.*). À mon avis, la présence de revendications égalitaires et de politiques paritaires claires en Suède accorde une certaine légitimité à un tel discours, alors que les politiques conservatrices qui incarnent souvent des idées rétrogrades avilissent cette légitimité. Or, même s'il est question de départager la vision abolitionniste des revendications du Parti conservateur, le modèle suédois (et la Suède en générale) n'échappent pas à la normalisation de conduites jugées morales : « toute la honte qui entoure le client qui ne peut être qu'un pervers, m'(a) sidérée. La rigidité morale des Suédois est renversante » (*Ibid.*).

Les considérations morales vis-à-vis la prostitution deviennent donc des outils prescriptifs jugés désuets. Les abolitionnistes, et plus précisément les féministes qui se revendiquent ainsi, incarneraient donc des moralisatrices démodées car la morale estomperait toute compréhension de la réalité des femmes dans la prostitution :

Abolitionists tend to generalize about women and to conceive of women as a single group. Is it not possible that some women have a different notion of their emancipation? Today's feminist abolitionists are rather like the parlour-room socialists of the 19th century, with their prescriptions concerning the good life that were out of touch with most women's reality. (Tremblay, 5 juillet 2014, B7).

Les partisan-es du modèle nordique sont donc considérées comme étant complètement détaché-es de l'agentivité sexuelle car les femmes prostituées ne seraient, selon eux et elles, que des « victimes irresponsables » (Gagnon, 14 juin 2014), alors que les hommes seraient « tous dépeints comme des pervers maléfiques » (*Ibid.*). C'est ainsi que les féministes abolitionnistes sont jugées comme étant incapables d'inclure une sexualité dite « complexe » à leur analyse : « *Sexuality has long been a difficult issue for the women's movement, and linkage of sex and money has been even more troublesome. In my view, the abolitionist point of view fails to take into account the complexity of sex workers' decisions* » (Tremblay, 5 juillet 2014, B7). En effet, c'est en plaçant ladite victimisation des femmes (Gagnon, 14 juin 2014) au cœur de l'argumentaire abolitionniste que les propos précédents situent le projet de criminalisation des clients et la décriminalisation des prostituées dans une logique paternaliste, toujours incapable de percevoir les choix rationnels qu'effectuent des femmes prostituées :

One group of feminists, known in the prostitution debate as "feminist abolitionists," support the criminalization of clients and those who profit from the industry because they perceive women to be victims of themselves, or others. Women are seen as victims, incapable of making decisions regarding their own lives. It is inconceivable for feminist abolitionists - and, as we know, many other groups in society more broadly - to imagine a woman rationally concluding that sex work is a way to become independent, to survive or simply to be. They must all be victims of coercion, the thinking goes. (Tremblay, 5 juillet 2014, B7).

Plus largement encore, le projet abolitionniste et le « modèle nordique » promus par des « esprits naïfs » sont jugés « paternaliste(s) » et une « illusion de bien-pensant puritain » (Gagnon, 14 juin 2014), alors qu'il est question d'un projet de société plus large qui rend « socialement inacceptables l'achat et l'exploitation sexuelle d'une personne » (Élan-CALACS, 12 mars 2014,

p. 8). Les postulats abolitionnistes situent la prostitution dans une série de maux qui s'attaquent directement aux droits des femmes car « la prostitution en elle-même est une forme de violence envers les femmes » (Matte dans Hachey, 21 décembre 2013 a, A4). La légalisation et la décriminalisation complète ne font qu'augmenter le tort causé aux femmes : « (*legalization*) *would actually lead to an increase in STDs, encourage global human trafficking, otherwise enable criminality, and generally promote the repression and exploitation of women, particularly minors*» (Op-ed, 23 décembre 2013, B6).

3.5.2 *Que faire de la prostitution ? Discours autour du statu quo*

Si dans la section précédente il est question des critiques adressées envers certains codes de conduite encouragés dans l'optique de réduire les torts causés aux personnes prostituées et plus largement encore, de réduire et/ou d'abolir la prostitution dans son ensemble, le revers de cette médaille consiste à proposer, au contraire, une acceptation du phénomène. Or, cette acceptation n'est pas forcément synonyme de léthargie car la posture politique qui l'accompagne vise généralement la légalisation de la prostitution ou la décriminalisation complète, et c'est ainsi que ces revendications participent aussi, à leur façon, à un système moral. Ce qu'engendre cette acceptation cependant, c'est un discours qui cherche la réduction des interventions législatives *au nom* d'un projet abolitionniste jugé impossible. En effet, le discours s'articule autour de l'irréalisme des visées du projet abolitionniste et de l'existence inévitable de la prostitution, ce qui pousse l'intérêt d'adopter des projets moraux de réduction des méfaits et non des projets qui visent son élimination.

Plusieurs articles introduisent la prostitution en indiquant qu'elle est si ancienne, qu'elle en deviendrait presque anhistorique. En effet, autant dans les articles en français qu'en anglais, la prostitution est souvent décrite comme étant le « plus vieux métier du monde » (Ouimet, 12 juin 2014, A16) :

« Le tribunal donne donc un an au législateur pour formuler de nouvelles lois afin d'encadrer adéquatement le plus vieux métier du monde. » (Laurin-Desjardins, 21 décembre 2013, 5) ;

« les travailleuses du sexe pourront effectuer en toute tranquillité le plus vieux métier du monde » (Gamelin, 12 juillet 2014) ;

« Est-ce que pour vous c'est le plus vieux «métier du monde» et que l'on ne peut rien y changer? » (Labrie, 24 février 2014) ;

« *The high court gave the federal government a year to come up with new laws to govern the world's oldest profession* » (Op-Ed, 7 juin 2014, B6) ;

« *But it clearly acknowledged that the world's oldest profession is unnecessarily risky* » (Op-Ed, 22 mai 2014, A18) et

« *With the future of the world's oldest profession now squarely on the national agenda, Justice Minister Peter MacKay on Friday said the government won't sit idly by* » (Cohen, 21 décembre 2013, A2).

Alors que cette expression est utilisée à plusieurs reprises par les journalistes, certaines intervenantes citées (notamment des femmes issues de groupes de femmes dont le Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) et l'Association des Sociétés Elizabeth Fry) le pastichent dans le but de recadrer la signification qui y est habituellement greffée :

« Le CALACS a depuis longtemps pris position concernant la prostitution: nous croyons profondément que la prostitution est le plus vieux mensonge du monde et la plus vieille violence faite aux femmes et aux enfants du monde. » (Labrie, 24 février 2014) ;

« Ce n'est pas la plus vieille profession du monde, c'est la plus vieille oppression du monde. » (Pate dans Buzzetti, 21 décembre 2013) et

« La prostitution, dont on dit qu'elle a toujours existé, n'a jamais fait partie des rêves des femmes. C'est tout autre chose pour les hommes. » (Payette, 18 juillet 2014, A9).

Or, il y aurait une exploration sémantique à effectuer, notamment en lien avec l'usage du mot « métier » qui recontextualise une pratique ainsi inscrite dans une série de dynamiques plus complexes qu'un simple échange de services pour une rémunération. C'est d'ailleurs une crainte soulevée dans quelques articles qui se questionnent sur la « fascination autour du monde de la prostitution ? » (Miville-Dechêne, 3 mars 2014, A7) et la représentation sociale populaire parfois glorifiée de la prostitution : « La plupart des gens se confortent dans l'image glamour de la *pretty woman* (en référence au film américain sorti en 1990 mettant en vedette Julia Roberts et Richard

Gere) : une escorte de luxe, libérée sexuellement, qui a choisi ce mode de vie » (*Ibid.*) et « *Montreal police unveiled a three-year plan to crack down on pimps [...] The policy is an important and longoverdue recognition that prostitution is more often Eastern Promises than Pretty Woman.* » (Op-Ed, 22 mai 2014, A18).

Le fait que la prostitution ait toujours existé engendre donc des discours selon lesquels toute tentative d'action dans le but d'abolir la pratique serait chimérique et c'est ainsi qu'il devient difficile de penser à l'éliminer: la tâche de croire, qu'un jour, il n'y aura plus de prostitution s'avère donc difficile. Or, il n'est pas rare de voir le projet de loi critiqué, voire ridiculisé pour ces tentatives de changement radical au niveau des mœurs :

Le ministre de la Justice Peter MacKay a peut-être vécu des moments difficiles récemment, mais on ne pourra pas l'accuser de manquer d'ambition. Hier, en se présentant devant le comité parlementaire de la Justice, il a déclaré que son gouvernement veut abolir la prostitution! Il a toutefois ajouté qu'il faudra un certain temps pour y arriver. Sans blague! (Marissal, 8 juillet 2014, A5).

Il est même question de parler du « rêve » de Peter Mackay qui est « louable, mais on ne lui en demandait pas tant » (Asselin, 9 juillet 2014) et de l'utopie du projet de loi C-36 : « Il s'agit de viser d'abord et avant tout la demande dans l'espoir que l'offre diminuera, voire (utopie !) disparaîtra » (Robitaille, 9 juin 2014, A6). On parle aussi en termes d'impuissance pour miser sur le changement impossible: « *Rather than confronting our powerlessness and taking small steps to improve prostitutes' lives, it is easier to [...] pretend that it's possible to end prostitution.* » (Maher, 21 décembre 2013, B7) car « la prostitution continuera d'exister » (Gagnon, 14 juin 2014). Des arguments autour de la nature humaine, et plus précisément des besoins irrépessibles chez les humain-es, en justifient donc l'existence perpétuelle :

La prostitution ne disparaîtra pas parce qu'elle répond à certains besoins humains - des besoins que l'on peut trouver tristes ou répugnants, mais qui existent depuis la nuit des temps -, et qu'il se trouvera toujours d'autres humains (femmes ou hommes, car la prostitution n'est pas qu'une occupation féminine !) pour les satisfaire contre rémunération. (*Ibid.*).

En effet, le ton fataliste parfois employé n'est pas propre aux journalistes qui affirment que croire « qu'on peut éliminer le plus vieux métier du monde en adoptant des lois (est) une vision angélique démentie par l'histoire » (Ouimet, 12 juin 2014, A16). Il revient aussi dans l'intervention d'un avocat suite au jugement: « *We must put aside all of our moral opinions about prostitution and accept that it's an unavoidable reality in our society.* » » (Hijazi dans Curtis, 21 décembre 2013, A3). C'est en ce sens que les lois qui prônent l'abolition et/ou la prohibition deviennent inutiles et irréalistes car « *(l)egislators must realize that no matter what laws they pass against it, prostitution will not be eradicated. It has flourished since time immemorial, no matter what interdictions have been applied* » (Op-ed, 23 décembre 2013, B6).

En misant sur l'historicité et l'inévitabilité de la prostitution, certain-es promeuvent l'impossibilité d'y mettre fin. Ceci incarne une posture morale qui ne viserait pas à changer les mœurs à l'égard de la prostitution, mais limiterait plutôt la stigmatisation des personnes qui s'y retrouvent. Toutefois, les partisan-es abolitionnistes et/ou prohibitionnistes refusent la prémisse comme quoi la prostitution est inévitable, ce qui a engendré l'élaboration du projet de loi C-36 : « *For our government to do nothing was never an option," he said, because the government does not accept "the proposition that prostitution is inevitable and therefore we must decriminalize and regulate* » (MacKay dans Press, 8 juillet 2014, A8). En effet, se montrant défavorable face à un tel discours jugé fataliste, une responsable à la CLES se prononce sur la pertinence de viser un changement de mœurs car des féministes travaillent déjà dans cette optique d'élimination de violences faites envers les femmes, et la prostitution ne devrait pas en être exclue :

Les féministes ont réussi à changer la société en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, deux fléaux qui ont pourtant « toujours existé », grâce à des mesures sociales, à la criminalisation des responsables de la violence et à une volonté réelle d'égalité. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour la prostitution ? (Legault-Roy, 28 février 2014, A9).

3.5.3 Pistes de réflexion sur la morale

À la lumière de la description issue du corpus, il appert que les sujets énonciateurs dans les textes analysés abordent la prostitution et le projet de loi C-36 en vertu de règlements et de codes régis par un ensemble de normes, à la fois universelles et situées, qui visent généralement à réduire des formes de souffrance dans le but de permettre des relations sociales *idéales* et

idéalisées. Loin de moi la prétention de vouloir tracer une généalogie des conceptions de la morale ou d'en faire un recensement exhaustif, mais je juge tout de même important de faire état de quelques-unes de ces dimensions dans le but d'alimenter des réflexions quant aux formes que prend la morale dans le corpus.

La morale détient une place centrale dans les réflexions philosophiques et les questionnements éthiques autour des répercussions possibles d'actes ou de mœurs individuelles et collectives. Plus largement, les enjeux moraux réfèrent à des codes de conduite prescrits qui cherchent à établir une uniformité quant à *comment* agir. Cette uniformité peut varier selon les groupes et les époques, et les changements de mœurs et de considérations morales peuvent se transformer au gré de discours historiquement, politiquement ou socialement spécifiques. Alors que ces codes de conduite permettent d'assurer un partage d'idéaux et un degré de convivialité, les réflexions autour de l'existence ou non d'une morale universelle ou bien de l'origine même de ces codes ne font pas l'unanimité. Par exemple, une des nombreuses manières de penser la morale consiste à présumer qu'il existe une *loi naturelle*, donc un ensemble de règlements normatifs issus de la raison en vertu d'une logique théologique selon laquelle « *principles of right to be grounded in principles of good* » (Murphy, 2011) (tel que proposé par Thomas d'Aquin). D'autres pensent en termes d'efforts et de préservation de son être (*conatus* selon Baruch Spinoza (Misrahi dans Spinoza, 2005 : 462)). Les réfutations entre penseurs et penseuses ou d'idées notoires ne se font pas rares, comme lorsque la philosophe française du 19^{ème} siècle Clarisse Gauthier Coignet revendique une morale exempte de liens religieux et métaphysiques, c'est-à-dire qu'elle postule que la morale est créée par ou pour les humain-es, donc elle ne relève pas de dieux ni d'États (Waithe, 1991 : xxxiv). D'autres réflexions s'inscrivent davantage dans un paradigme conséquentialiste, au sein duquel la pertinence d'établir un code de conduite invisible ou visible (inscrit dans la loi, avec des répercussions tangibles etc.) est évaluée en fonction des effets générés par les actes commis, pendant que certain-es s'interrogent sur le sens que prennent les déterminants d'actions (tels que les impératifs catégorique et hypothétique d'Emmanuel Kant (Kant, [1785] 1992 : 118)).

Le concept de la morale est riche et varié, et il soulève des questions quant à la nature humaine et le rôle de l'individu face à soi-même et face à autrui. Cependant, comme l'éthique et

les débats sur la nature humaine qui s'en suivent se créent et se centrent autour de sujets masculins (les femmes étant historiquement l'*Autre*²³²⁴ (de Beauvoir, 1949 : 13)), des penseuses, notamment du 18^{ème} et du 19^{ème} siècles, sont venues contrer les biais (implicites et explicites) qu'auraient des penseurs masculins à l'égard de leur conceptualisation de la morale et de la nature. Elles ont aussi questionné le gabarit supposément neutre (ou plutôt, pas féminin) que les philosophes utilisent pour penser le sujet moral. En effet, comme le sujet moderne se retrouvait dissocié de son corps, généralement « *disembodied ; sex was a characteristic of women, not the neutered, disembodied self* » (Hekman, 1995 : 72), il n'était pas féminin. En effet, il y avait une prétention que le sexe féminin rendait impossible le potentiel de devenir un sujet moral car celui-ci était masculin, « rationnel », « neutre » : « *it was women's inability to divorce themselves from their sex that excluded them from the moral realm* » (*Ibid.*). Il y en a toutefois qui postulent une supériorité morale chez les femmes, compte tenu de leur rôle social de sexe entourant les soins, et plus largement le *care*, présent notamment dans la maternité :

They [femmes philosophes] rejected a rationalism that denied the epistemological and moral role of the passions, senses, and emotions. They glorified motherhood as both a natural and morally virtuous state for women. Female, perceptiveness, insight, intuition, and inductive reasoning were as essential in the ethical and political domain as deductive reasoning was in the scientific domain. Moral caring, nurturance, and concern were the first virtues of social institutions, and family was the first social institution. It was argued that men were deficient in these virtues and that women could and should teach them to children of both sexes. (Waithe, 1991 : xxiv).

Une critique féministe s'étend au rôle éthique des institutions sociales. Par exemple, faisant appel à un conséquentialisme féministe, Mary Wollstonecraft pousse plus loin la réflexion de la présence des institutions comme outils moraux :

²³ Simone de Beauvoir est célèbre pour sa critique de la construction sociale de la subordination des femmes qui se traduit souvent (voire exclusivement) par l'aphorisme « On ne naît pas femme : on le devient ». Certes, ces quelques mots permettent une critique puissante, mais la réduction de la pensée beauvarienne à cette phrase écarte malheureusement la richesse de son œuvre et la complexité de sa pensée.

²⁴ L'histoire de la philosophie et l'enseignement de la discipline ont souvent écarté la contribution philosophique massive des femmes. La série intitulée *A History of Women Philosophers* (1-4) de Mary Ellen Waithe (1987) permet de retracer la présence des femmes à partir de l'école pythagoricienne.

Wollstonecraft held that women were the moral and intellectual equals of men and on that account had a moral right to social, economic, and political opportunities equal to those enjoyed by men. She criticized Rousseau's confusion of nature and nurture and insisted that the moral worth of social institutions be assessed by their consequences. In her view, the moral justification for paternalistic institutions which view women as wards of their male relatives fails when one sees that the consequence is that women are deprived of their rights to become full human beings. (Waithe, 1991 : xxxiii).

Une morale laïque (dite indépendante) comme celle proposée par Coignet se voulait aussi un outil d'émancipation, de dignité et d'égalité pour les femmes « *so that women could live in a society in which a woman was a sovereign end in herself* » (Waithe, 1991 : xxxv) où elles n'auraient plus à incarner les « *instruments to their husband's ends* » (*Ibid.*). La pensée féministe est donc entrelacée avec ces conceptions historiques de la morale, car elle permet de penser le sujet femme à l'extérieur d'un cadre prescriptif masculin, c'est-à-dire de concevoir un sujet femme sans faire recours aux fondements masculins. Un autre exemple est présent dans les écrits de la théologienne féministe Mary Daly qui dénonce la moralité chrétienne mise de l'avant par Thomas d'Aquin qui arguait que la supériorité morale masculine « *women should be subject to men because "in man the discretion of reason predominates"* » (Daly, 1985 :101). Elle adresse l'hypocrisie de la moralité traditionnelle et affirme en ce sens :

Much of traditional morality in our society appears to be the product of reactions on the part of men [...] there has been a theoretical one-sided emphasis upon charity, meekness, obedience, humility, self-abnegation, sacrifice, service. Part of the problem with this moral ideology is that it became accepted not by men but by women [...] basically, then, the traditional morality of our culture has been "feminine" in the sense of hypocritically idealizing some of the qualities imposed upon the oppressed. (Ibid, p.100).

Finalement, comme le concept de morale est polysémique et relève de plusieurs écoles de pensée et de positionnements personnels, dans le cadre de mon mémoire, je décidé de privilégier une définition générale, mais tout de même inspirée de la morale normative, et pour ce faire, je puise dans les deux conceptions de la morale décrites par le philosophe Bernard Gert qui départage les considérations d'une morale normative et celle d'une morale descriptive. De surcroît, je tiens compte des critiques formulées par certaines féministes à l'égard de la vertu

traditionnellement masculine pour enfin articuler une définition davantage féministe.

Tout d'abord, les visées de la morale qui se veut descriptive se différencient de celles de la morale normative par les manières qu'elle cherche à décrire le relativisme ou l'ensemble de règles et de codes de conduite contextuels mis de l'avant par certains groupes ou individus. En effet, si un ensemble de codes s'ancrent dans un contexte spécifique auquel on n'appartient guère, « *accepting a descriptive definition of "morality" has no implications for how one should behave* » (Gert, 2012). Une morale normative, quant à elle, mise sur l'universalité des codes de conduite d'un sujet rationnel où accepter l'existence d'une moralité normative « *commits a person to regarding some behavior as immoral, perhaps even behavior that one is tempted to perform* » (Ibid.). Si Gert explore une moralité normative selon laquelle il existerait des règlements moraux irréfutables, il insiste toutefois sur les distinctions entre la moralité et la religion : « *confusion about the content of morality arises because morality is not always distinguished from religion* » (Ibid.). Il promeut donc une morale qui transcende la religion : « *there are many religions but only one morality* » (Gert, 2004: 4).

Or, les règles morales qui sont en fait des impératifs universels nous permettant d'éviter de causer du tort (Gert dans Jarvis Thomson, 1974 : 89) peuvent se traduire par, dans un premier temps, « *Don't kill ; Don't cause pain ; Don't disable ; Don't deprive of freedom or opportunity ; Don't deprive of pleasure* » (Ibid.), pour ensuite aussi y incorporer « *Don't deceive ; Keep your promise ; Don't cheat ; Obey the law ; Do your duty* » (Gert dans Jarvis Thomson, 1974 : 90). Cependant, Gert croit en l'existence de contextes où il est justifiable de s'opposer à ces règles si le but est de prévenir « *significantly more evil than is caused by the violation* » (Ibid.). Toutefois, il serait possible de faire du bien (*good*) sans forcément que ces actes relèvent d'une morale (Ibid.) car une moralité peut encourager des actes charitables, mais ne les nécessite pas « *it is always morally good to be charitable, but it is not immoral not to be charitable* » (Gert, 2012).

Alors que plusieurs des règles mentionnés peuvent évoquer un certain moralisme politique (antinomique avec des mouvements révolutionnaires et/ou intellectuels qui remettent en question les prémisses d'existence même de certaines institutions) et prennent des allures dogmatiques, l'idée que je souhaite retirer des définitions de Gert est celle d'une obligation face à soi-même et à autrui. En effet, l'idée d'une obligation sociale est, comme l'écrivait Henri Bergson pour caractériser sa définition d'une morale close, « l'obligation que nous trouvons au fond de notre

conscience et qui, en effet, comme le mot l'indique bien, nous lie aux autres membres de la société, est un lien du même genre que celui qui unit les unes aux autres les fourmis d'une fourmilière ou les cellules d'un organisme » (Bergson dans Prelorentzos, 2007 : 120). Cette obligation d'obéir à ces règles, selon Gert, frôle aussi l'idée de conservation parce que toute désobéissance pourrait entraîner une souffrance, autant pour soi que pour notre entourage car « *all rational men (sic) take this attitude towards the rules because they all want to protect themselves and those they care about from suffering evil* » (Gert dans Jarvis Thomson, 1974 : 89). Ainsi, comme le soulignent quelques philosophes féministes, il est important de reconnaître l'aspect social de cette obligation car, alors que les théories morales traditionnelles se basent sur des prémisses de bonne gouvernance entre individus détachés et isolés, les considérations morales doivent tenir compte de la primauté des relations et des connections entre ces individus et le désir de conserver des relations (Hinman, 2013 : 283). Cependant, bien que ces considérations féministes soient importantes pour penser la morale en terme de relations²⁵, il importe d'éviter une survalorisation du *care* comme travail féminin ou une obligation unilatérale autour du travail de conservation au nom de la morale comme ce travail a historiquement incombé aux femmes :

even if women are better carers than men, it may still be epistemically, ethically, and politically imprudent to associate women with the value of care. To link women with caring may be to promote the view that women are in charge of caring or, worse, that because women can care, they should care no matter the cost to themselves. (Tong et Williams, 2014).

Abondant en ce sens, la féministe américaine Andrea Dworkin met en lumière le caractère sournois et antiféministe présent dans le discours de naturalisation d'une moralité féminine innée

²⁵ La psychologue (et instigatrice de l'éthique du *care*) Carol Gilligan défend que le *care* est un outil féministe pour penser la fin de comportements opprimants et note au passage l'importance de la structure patriarcale dans la socialisation et la répartition sexuelle des mœurs : « Dans cet univers genré du patriarcat, le *care* est bien une éthique féminine, qui reflète la dichotomie du genre et la hiérarchie du patriarcat [...] Dans une société et une culture démocratiques, basées sur l'égalité des voix et le débat ouvert, le *care* est par contre une éthique *féministe* : une éthique conduisant à une démocratie libérée du patriarcat et des maux qui lui sont associés, le racisme, le sexisme, l'homophobie, et d'autres formes d'intolérance et d'absence de *care*. » (Gilligan, 2009 : 77).

car il deviendrait une manière d'imposer des caractéristiques chez les sexes et une inertie masculine quant à certains comportements :

the spiritual elevation of women that men invoke whenever they suggest that women are finer than they, proposes that women are what men can never be: chaste, good. In fact men are what women can never be: real moral agents, the bearers of real moral authority and responsibility. Women are not kept from this moral agency by biology, but by a male social system that puts women above or below simple human choice in morally demanding situations. [...] The worship of women, devotion to that in woman which raises man, respect for some moral sensibility allegedly inborn only in women, is the seductive antifeminism, the one that entrances women who have seen through the other kinds. (Dworkin, 1983 : 207).

Il devient donc impératif de comprendre le poids des discours et des dynamiques sociales dans la constitution des rôles sexuels et des considérations morales et, comme il en sera question plus loin, de comprendre comment les enjeux moraux soulevés par les différents sujets énonciateurs diffèrent en fonction des débats autour de la « bonne » et de la « mauvaise » sexualité. En effet, l'émergence du sujet féminin à travers les théories féministes a permis de questionner les systèmes de pouvoir qui régissent les discours autour des actions individuelles et les répercussions politiques de certaines tendances morales. Par exemple, une critique féministe davantage matérialiste formulée à l'égard du libéralisme et le sujet libéral situe juge comme étant problématique la morale en vertu d'un idéal individuel :

Where feminism is based on material reality, liberalism is based on some ideal realm in the head. And where feminism is relentlessly political, about power and powerlessness, the best that can be mustered by this nouveau movement is a watered-down form of moralism: this is good, this is bad, no analysis of power or powerlessness at all. In other words, members of groups, like women, who have no choice but to live life as members of groups are taken as if they are unique individuals. [...] Consent means that whatever you are forced to do is attributed to your free will. (MacKinnon dans Leidholdt et Raymond, 1990:12).

Or, dans le cadre des débats autour de C-36, ces mêmes questionnements moraux refont surface en matière de survalorisation de l'agentivité individuelle qui émerge avec la morale libérale et les limites de celle-ci dans une analyse féministe (Jeffreys, 2009 : 26).

4. DISCUSSION

4.1 Sexualité et dynamiques des sexes

4.1.1 Consentement, choix et dynamiques sexuelles

Dans le corpus, un des points de tensions qui justifie l'idée du choix dans la prostitution est celui du consentement, c'est-à-dire que c'est autour de celui-ci qu'il devient possible de penser l'accord ou la permission accordée au client d'acheter des services sexuels qu'offre la personne prostituée. En effet, le consentement se traduit aussi par la présence d'un rapport marchand, donc ce serait par l'entremise d'une transaction que se matérialiserait le consentement, notamment par la nature contractuelle de l'achat. Dans son texte d'opinion, l'historien Stuart Chamberse réfute la conception de la déléguée conservatrice Joy Smith qui pose une limite au consentement en fonction des violences qui peuvent subvenir suite à cet « accord », Chamberse croyant que cette limite ne fait que nuire à l'autonomie des personnes prostituées de choisir pour elles mêmes :

the basic intent of this new legislation is to control women by undermining their autonomy. As Smith admits, "the prostitute's consent is irrelevant because you can never consent to sexual exploitation." For Smith's premise to work, the autonomy of sex workers must be undermined, because their freedom of choice is a direct challenge to her assertion that women are victims of male oppression and exploitation. (Chamberse, 10 juillet 2014, A15).

Or, si le consentement est intimement lié à une certaine liberté de choisir, il devient d'autant plus important de comprendre comment celui-ci devient une manière à travers laquelle on interroge la prostitution, et c'est ainsi que je propose que le consentement et le choix façonnent des discours autour de la sexualité et les dynamiques sexuelles.

Tout d'abord, malgré la prémisse positive qu'évoque la notion de consentement²⁶, plusieurs féministes se sont questionnées quant à la signification même du concept dans une société patriarcale, notamment dans les discours autour de la prostitution et la pornographie et

²⁶ Les campagnes sur les campus universitaires focalisent sur le consentement comme pouvant prévenir les agressions sexuelles. Tel est le cas, par exemple, pour l'Université de Montréal avec la campagne *Sans oui, c'est non* (Repéré à <http://sansouicestnon.umontreal.ca/consentement-sexuel/>) et l'Université Dalhousie avec #getconsent (Repéré à http://www.dal.ca/dept/dalrespect/get_consent.html).

plus largement, autour de la normalisation des rapports de pouvoir (Dworkin dans Grant, 2006 ; Freeman, 1989 ; MacKinnon, 1996 ; Kurtzman, Ricci et Roy, 2012). D'autres définitions existent et alimentent la complexité sémantique du concept, en puisant par exemple dans le potentiel théorique de prise en charge personnelle, comme lorsque Catharine MacKinnon affirme que « *consent is supposed to be women's form of control over intercourse different from but equal to the custom of male initiative. Man proposes, woman disposes.* » (MacKinnon, 1996 : 46), mais aussi comme élément pouvant permettre un plaisir sexuel mutuel (Pineau dans Powell, 2010 : 87²⁷). Il est donc possible d'explorer le consentement en tenant compte du contrôle potentiel exercé par la personne prostituée, le respect des balises imposées et inversement, les dynamiques sexuelles qui limitent la portée du concept.

Il semblerait que l'idée du consentement dans les théories féministes pose plus de problèmes qu'elle en parvient à régler. En effet, en tenant compte des dynamiques de coercition, MacKinnon puise dans les textes légaux lors de sa présentation au Nordiskt Forum en 2014 pour dégager les enjeux intrinsèques de pouvoir : « *consent exists to rationalize the exercise of dominant power over subordination. Applied to sex, he is the government, she is the governed. Its purpose is to attribute and justify the obedience of the powerless through the rule of the powerful.* » (Nordiskt Forum, 2014). Utilisé dans le cadre de la prostitution, Jody Freeman argumente dans un texte intitulé *The Feminist Debate over Prostitution Reform: Prostitutes' Rights Groups, Radical Feminists, and the (Im)possibility of Consent* que le consentement et plus largement le choix, s'inscrivent dans une rhétorique féministe libérale qui se contenterait des théories politiques et économiques libérales pour justifier la prostitution :

Because it assumes that people are autonomous, self-interested actors, I understand liberal feminist analysis to begin with a presumption of consent. That is, in the absence of clear evidence to the contrary, a woman who says "yes" consents, regardless of the social context, the woman's past experience, or the constraints of ascribing meaning to language. Because the liberal

²⁷ Lois Pineau, une féministe et philosophe du droit expliquait, en 1989 dans un article intitulé *Date rape : A feminist Analysis*, que le contexte dans lequel s'opère le concept du consentement est problématique. Les dynamiques sexuelles permettent de penser la sexualité en termes d'actif (homme)/passif (femme) ce qui normalise des attitudes et permettrait aux hommes de mésinterpréter lorsque la femme se montrerait « active » et non « passive » dans la démonstration d'un désir. Un comportement jugé « non-passif » tel que la séduction serait faussement interprété comme étant un signe de consentement : « *what is really sexual assault is mistaken for seduction* » (Pineau dans Powell, 2010 : 87).

feminist is committed to maximizing autonomy and individual choice, she presumptively sees individual expressions of sexuality as implicitly consensual, liberating, and empowering. (Freeman, 1989 : 88).

Freeman étaye les visions féministes qui, parallèlement au corpus, opposent deux analyses divergentes du consentement en fonction des postures féministes adoptées : « *Obviously, the "consent is possible" approach is fuelled by the claim that prostitutes make free choices. Many feminists have challenged that claim by questioning the accuracy of the liberal version of freedom. Radical feminists have directed their attention, instead, to coercion.* » (Ibid., p. 92). Or, la coexistence du choix et du consentement renvoie en quelque sorte à la lutte de légitimité d'une analyse systémique de la prostitution et une analyse individuelle axée sur l'autonomie et le bien-être personnel, ce qui amplifie et rend difficile la réconciliation entre ces positions.

Dans son article paru dans *The Gazette*, Francine Tremblay paraphrase la philosophe Martha Nussbaum qui pose la même dualité entre les choix restreints et les choix volontaires chez les femmes prostituées : « *that prostitution is problematic because it is often practised by women with restricted choices; but she adds that the freedom to choose our work is a luxury that non-affluent people do not possess* » (Tremblay, 5 juillet 2014, B7). Similairement, Andrew Coyne se demande comment il est possible de différencier le choix libre du choix forcé : « *This (modèle nordique) would make sense where a prostitute is clearly not able to choose freely: The exchange in that case is not one between consenting adults, but rank exploitation. But what of those cases where the prostitute does choose freely, or appears to? And how to tell one from the other?* » (Coyne, 21 décembre 2013, B5). Je pousserais encore plus loin la pensée de Coyne en demandant qu'est-ce qu'un choix lorsqu'il est question de dynamiques de pouvoir qui hiérarchisent des classes ? Or, dans le cadre des débats autour de la prostitution, est-il souhaitable de réconcilier les discours axés sur les choix collectifs pour contrer le système prostitutionnel, et l'agentivité individuelle au sein même du système, par exemple, par la possibilité « de partir des entreprises, de s'autogérer » (Quinty dans Fortin, 20 décembre 2013) ? Pour la féministe radicale et professeure à l'Université de Melbourne, Sheila Jeffreys, la normalisation du discours qui agence travail, entreprise et prostitution est partie intégrante de sa banalisation. En effet, elle dénonce le langage entrepreneurial pour décrire la réalité de la prostitution et explique qu'un discours néolibéral est à la source de ce cadrage théorique :

The language of feminist theorists on prostitution was affected by the normalization of the industry in the last decades of the 20th century. Though some remained critical (Barry, 1995; Jeffreys, 1997; Stark and Whisnant, 2004), many started to use a language more in tune with the neo-liberal economists, such as Milton Friedman, who were calling for the decriminalization of prostitution and its treatment just like any other industry. They began to use terms such as 'agency', 'entrepreneurship' and 'rational choice' to describe the experience of prostituted women. (Jeffreys, 2009 : 15).

Dorénavant, il devient difficile d'explorer la prostitution sans aborder le discours du choix, le consentement et la sexualité. Andrea Dworkin soulève un point important lorsqu'elle se questionne sur les conditions matérielles qui sous-tendent les choix et la manière dont le choix est perçu comme issu d'une volonté personnelle : « *The state has constructed the social, economic, and political situation in which the sale of some sexual or reproductive capacity is necessary to the survival of women; and yet the selling is seen to be an act of individual will.* » (Dworkin, 1983 :182). Si le consentement (tel qu'il est compris dans sa définition) et le choix ne permettent pas de départager aisément les personnes qui se retrouvent dans la prostitution, il existe peut-être un autre moyen qui faciliterait les débats politiques à l'avenir. Peut-être faudrait-il s'éloigner du choix et du consentement pour aborder la complexité des dynamiques sexuelles dans la prostitution ?

S'il est question de cadrer le débat d'une manière féministe ou d'adopter une morale féministe dans le but de prendre une position et lutter en fonction de celle-ci, Andrea Dworkin défend qu'un standard universel de dignité humaine accompagné d'une lutte contre les systèmes qui maintiennent les classes de sexes sont les principes permettant de créer un projet commun féministe. Misant sur l'articulation de ces principes, elle affirme que « *abandon either element and the sex-class system is unbreachable, indestructible; feminism loses its rigor, the toughness of its visionary heart; women get swallowed up not only by misogyny but also by antifeminism [...] shoddy apologies for ignoring the political imperatives of women.* » (Dworkin, 1983 : 220). Elle renchérit en partageant qu'il est primordial de penser la lutte féministe en fonction d'un principe de dignité universel et que tout effort de relativiser la dignité nuirait au fondement même de la libération des femmes :

Refusing to base itself on a principle of universal human dignity, or compromising, retreating from that principle, feminism becomes that which exists to stop it: antifeminism. No liberation movement can accept the degradation of those whom it seeks to liberate by accepting a different definition of dignity for them and stay a movement for their freedom at the same time. (Dworkin, 1983 : 219).

Comme il en était question dans l'analyse, même la notion de dignité est au cœur des réflexions distinctes, sinon antinomiques, où des « travailleuses du sexe » recherchent une dignité associée à l'autonomie au travail, et des femmes prostituées dénoncent le vol de dignité intrinsèque à la prostitution.

Pineau promeut l'idée d'une sexualité communicative calquée sur le modèle d'une amitié et basée sur la mutualité et le dialogue :

just as conversationalist's prime concern is for mutuality of the discussion, a person engaged in communicative sexuality will be most concerned with the mutuality of desire. As such, both will put into practice a regard for their respondent that is guaranteed no place in the contractual language of rights, duties and consent... (Pineau dans Boss, 1999 : 417).

Pineau essaie donc de s'écarter d'une sexualité qui manifeste des dynamiques contractuelles, c'est-à-dire sur des échanges qui relèverait du devoir pour miser plutôt sur une sensibilité (*alertness*) aux désirs de la/du partenaire concerné (*Ibid.*) et ce sans l'imposition de ses désirs propres. Dans le cadre de la prostitution et puisant dans l'analogie de la *conversation*, il importe de se demander qui contrôle la conversation et s'agit-il d'un *dialogue* ou d'un *monologue* ? Il était question dans l'analyse de reconnaître les nombreuses craintes formulées en fonction de la présence de la violence masculine, qu'elle soit perpétuée par les clients ou les proxénètes. Alors que les partisans du travail du sexe et les femmes abolitionnistes n'abordaient pas leur désir de sécurité de la même manière, ni en vertu des mêmes dispositions législatives, le point névralgique de ces craintes est la possibilité de subir des violences par des hommes. De surcroît, il était parfois question de naturaliser ou d'essentialiser les besoins masculins jugés naturels, ce qui dissuaderait les tentatives d'abolition ou de criminalisation des clients. Chamberse avait partagé dans son article dans *The Gazette* que le projet de loi C-36 « *perpetuates the stereotype that men as a whole are the "real root cause of prostitution"* » (Chamberse, 10 juillet 2014, A15) et qu'il n'est pas nécessaire de s'attaquer aux clients (*johns*) « *because there is*

nothing to fix. » (*Ibid.*). Cependant, c'est en juxtaposant les discours autour de la violence et les besoins « naturels » des hommes et les témoignages de personnes prostituées qu'il me semble évident que la « demande » perpétuée par les hommes est d'une importance primordiale quand vient le temps de questionner le discours sur les dynamiques sexuelles au sein de la prostitution et autour de C-36. Ce qui est d'autant plus fascinant, et comme il en sera question plus loin dans la discussion, alors que les clients n'étaient jamais explicitement cités dans le corpus, leur présence se manifestait tout de même car les débats autour du choix et de la morale ne peuvent avoir lieu sans la « demande » des hommes/clients (considérée souvent comme une forme d'*entitlement* (Jeffreys, 2009 : 194). Or, même avec l'*entitlement* des hommes, les témoignages issus du corpus permettent de croire que des femmes puissent tout de même retrouver une possibilité d'agentivité individuelle ainsi qu'un désir de tirer profit de la situation (qu'ils soient financiers ou psychiques (*empowerment*)). D'autres témoignages et interventions critiquent l'existence même de la demande et considèrent que celle-ci est antinomique au projet féministe et à la sécurité des femmes. Pour revenir à l'analogie de Pineau, est-ce possible d'affirmer que malgré le silence des clients (précisément dans les textes du corpus), ce sont eux qui dominent la « conservation » ? La section suivante explorera cette question.

4.1.2 Prise de parole et le silence des clients

La quasi-totalité des personnes prostituées qui sont présentes dans les médias, à la fois à titre de sujets énonciateurs, mais aussi à titre de sujets du discours, sont des femmes (à l'exception d'un escorte masculin qui a publié deux lettres d'opinion (*La prostitution peut être un beau métier* dans *La Presse* et *Prostitution : pense-t-on aux clientes ?* dans *Le Devoir*). Cette omniprésence n'est pas étonnante lorsque l'on tient compte des statistiques issues des organismes mondiaux²⁸ en matière de prostitution dans le monde où la grande majorité de personnes qui se retrouvent dans la prostitution seraient des femmes et des fillettes. De plus, autant chez les

²⁸ Il est difficile d'évaluer les statistiques concernant la prostitution mondiale (qui incluent les femmes qui s'y livreraient volontairement et les victimes du trafic humain à l'international), mais pour un portrait global, les Nations Unies estiment que la majorité des personnes victimes de trafic humain sont des femmes et des fillettes (75%) (ONU, 2012 : 7), et elles le sont pour des raisons d'exploitation sexuelle (58% de tous les cas de trafic humain répertoriés sont pour des fins d'exploitation sexuelle) (*Ibid.*, p.9). Au Canada, les femmes et filles qui se retrouvent dans ces réseaux d'exploitation ont entre 14 et 25 ans (*Ibid.*, p. 51).

groupes en faveur de l'abolition que les groupes prônant la décriminalisation complète de la prostitution, les porte-paroles sont toutes des femmes.

Cependant, au niveau des textes, il n'est pas rare de voir des journalistes ou chroniqueurs masculins (ou des textes d'opinions) faisant davantage référence à des débats au niveau de la moralité (Chamberse, 10 juillet 2014, A15 ; Boudou-Laforce, 10 juin 2014 ; Maher, 21 décembre 2013, B7 et Den Tandt, 6 juin 2014, A12), mais dans l'ensemble, la répartition de textes issus d'hommes et de femmes est semblable (du côté des femmes cependant, la journaliste Hélène Buzzetti a contribué à plus d'une dizaine d'articles dans la période de recension de mon corpus). Cependant, il n'est pas rare que des personnes prêtent leurs voix pour des invisibles du débat qui se retrouvaient toutefois dans le projet de loi. En effet, l'existence des clients se matérialisait grâce aux paroles de femmes prostituées et leur défense passe par des personnes qui prônent le droit d'acheter des services sexuels et la décriminalisation de ces acheteurs. L'image mise de l'avant de ceux-ci est dichotomique cependant : ils se font dénoncer pour leur violence, l'achat de femmes prostituées et les actes qu'ils forçaient sur elles (Tania dans Maher, 22 juin 2014, p. 10), ou il est question de naturaliser ces achats et la libido masculine (Bedford dans Hachey, 21 décembre 2013 b) car les clients sont en quête d'expériences sexuels (Marylie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10).

Dans les textes étudiés, ce sont des « travailleurs et travailleuses du sexe » contre C-36 qui soutiennent la décriminalisation complète et qui défendent parallèlement les clients et leurs désirs. Je juge d'autant plus intéressant de constater que, malgré que les clients ne soient pas eux-mêmes mis de l'avant dans les médias, « leur voix » reste tout de même entendue. Il importe de demander comment se fait-il que, malgré les craintes de violences éprouvées par les femmes prostituées, ce soient quelques-unes d'entre elles qui parlent au nom des intérêts des clients ?

Dans le contexte du projet de loi, la juxtaposition des voix des femmes et des hommes fait surgir quelques questionnements notamment parce que celles des femmes en tant que classe a été historiquement ignorée, reléguée au second plan ou ridiculisée si elle remettait en question des normes masculines. Je pense d'ailleurs à Nancy Fraser lorsqu'elle revient sur la conception bourgeoise de la sphère publique d'Habermas et la prétention d'accessibilité universelle (Fraser,

2001 : 134) et qui explique que « les femmes de toutes classes et de toutes origines ethniques se voyaient exclues de toute participation officielle à la politique sur la base de critères de genre, alors que les hommes du peuple étaient officiellement exclus sur la base de critères de propriété » (*Ibid.*). Quant à Andrea Dworkin, elle s'intéresse au silence historiquement imposé aux femmes et les possibles valeurs qu'elles proposeraient si les mécanismes explicites et implicites de censure n'avaient pas servi de contraintes pour elles:

In most instances, women have been deprived of the opportunity even to formulate, let alone articulate or spread, values that contradict those of the male. The attempts that we make are both punished and ridiculed. Women of supreme strength who have lived in creative opposition to the male cultural values of their day have been written out of history—silenced. (Dworkin, 1993 : 223).

Comment se fait-il donc que des femmes, pour qui l'accès à l'espace public demeure problématique et la légitimité de leurs voix est constamment remise en question, décident de parler pour une classe dominante ? Est-ce possible d'effleurer les prémisses du *care* tel que formulées par Gilligan, c'est-à-dire que culturellement, cela incomberait aux femmes de *prendre soin de* : « *sensitivity to the needs of others and the assumption of responsibility for taking care lead women to attend voices other than their own and to include in their judgement other points of view.* » (Gilligan, 1982 :16) ?

4.2 Manichéisme, polémique et l'omniprésence du conflit

Dans l'ensemble des textes étudiés, les propos présentés par les journalistes comme dans les textes d'opinion opèrent dans une logique polémique et manichéenne à travers une lutte binaire entre l'accord et le désaccord, le bien et le mal, le « *sex-positive* » et le « *sex-negative* ». Par « polémique » j'entends:

« un discours *a contrario* » (Marcellesi 1971 : 44), un anti-discours : la polémique est « un contre-discours » (Kerbrat-Orecchioni 1980 : 9), elle suppose « un contre-discours antagoniste » (Angenot 1982 : 34) qui se focalise sur le discours de l'autre pour le rejeter. Cela suppose deux traits marquants : un dialogisme marqué – [...] le texte polémique est une réaction au mot de l'autre (Garand 1998 : 235) qui assure la visibilité d'une confrontation ; et un rapport conflictuel à l'autre, un

affrontement de positions antagonistes : « Toute parole polémique est issue du conflictuel » (ibid. : 222) (Amossy et Burger, 2011).

Alors que les deux positions dominantes dans le corpus sont celles de l'abolitionnisme et de la décriminalisation complète, les maints sujets énonciateurs (c'est-à-dire les femmes prostituées, les groupes de femmes, les personnes issues du monde académique, les avocat-es et les délégué-es politiques) se livrent à la réfutation ou l'étayement de propos antagonistes, tout en misant sur la défense de leur propre position. Les débats sur la sexualité créés à travers ces discours tentent donc d'imposer et de fixer *leur* sens. Parfois, ces propos divergents sont étalés au sein d'un même texte, notamment par l'entremise de la juxtaposition des voix par citations lors de points de presse ou d'articles de type « enquête » (entre autres (Maher, 22 juin 2014, p. 10) ; (Hachey, 21 décembre 2013a et b, A4) ; (de Grandpré, 4 juin 2014 b)). D'autres fois, ils s'inscrivent davantage dans une explication détaillée de ceux-ci dans le cadre de lettres ouvertes (parmi ceux-ci, il y avait (Miville-Dechêne, 3 mars 2014, A7) ; (Legault-Roy, 28 février 2014, A9) ; (Boileau, 21 décembre 2013) ; (Durocher, 27 février 2014, A6), etc.).

C'est ainsi que, autant sur le fond que sur la forme des textes médiatiques autour du projet de loi C-36 et la cause *Bedford*, l'objet du débat est articulé en fonction d'un manichéisme où le choix et la morale servent de leviers pour parfois assumer une supériorité morale ou une « ouverture d'esprit » au niveau de la sexualité. En ce sens, au delà des réfutations entre partis politiques rapportés dans les médias (plus précisément, la juxtaposition des interventions du Parti conservateur, du NPD et du Parti libéral) (De Grandpré, 15 juillet 2014) ; (Marin, 12 juin 2014) ; (Vastel, 7 et 8 juin 2014) ; (Buzzetti, 16 juillet 2014), ce n'est plus seulement le soutien ou non au projet de loi qui est critiqué, mais une corrélation entre le soutien de C-36 et la sexualité jugée « *sex-negative* » qui miserait sur la « stigmatisation » d'une sexualité « non-normative ». Par exemple, tel qu'abordé dans les section précédentes, les partisan-es de la décriminalisation complète misent sur l'inconfort vis-à-vis certaines pratiques sexuelles comme étant la cause de l'opposition à la prostitution : « *There are many ways to express sexuality - and some ways do make women and men uncomfortable. Sex workers transact all sorts of demands, such as domination. Discomfort with this fact, I think, prevents exploration of the following question: Is the exchange of sexual services really work?* » (Tremblay, 5 juillet 2014, B7). Tremblay poursuit

en interpellant directement les abolitionnistes et en considérant leurs idées comme rétrogrades voire irréalistes : « *Today's feminist abolitionists are rather like the parlour-room socialists of the 19th century, with their prescriptions concerning the good life that were out of touch with most women's reality.* » (*Ibid.*). Chamberse reproche aux Conservateurs et aux partisan-es du modèle nordique de vouloir « guérir » les femmes prostituées et affirme qu'il existerait une angoisse et une obsession morale quant aux formes de « *"unnatural" sex* » : « *we can get over our anxiety regarding prostitution whenever we come to realize that sex workers and their clients do not require "treatment."* » (Chamberse, 10 juillet 2014, A15). Or, c'est en amalgamant inconfort, morale et déviance (*Ibid.*) que certains-es intervenant-es articulent le problème des partisan-es de la criminalisation des clients autour du refus d'une « liberté sexuelle » (Durocher 27 février 2014, A6), voire même du maintien d'une inégalité entre les « genres » (*Ibid.*) car les clients « méritent d'avoir la chance d'explorer leur sexualité et leur intimité sans craindre la loi » (*Ibid.*).

Alors que le discours des féministes abolitionnistes mise davantage sur l'*entitlement* des hommes, la sécurité des femmes et les violences systémiques, l'idée du puritanisme se voit tout de même projeté sur celles-ci. En effet, comme les abolitionnistes sont largement d'accord avec le projet de loi C-36 (à l'exception de la criminalisation de femmes prostituées qui se retrouvent dans des lieux publics où la présence de mineur-es est probable), elles se voient attribuer les mêmes intentions que celles du Parti conservateur et des groupes religieux (Boudou-Laforce, 10 juin 2014). La seule fois qu'un commentaire portant sur les mœurs sexuelles est formulé explicitement, c'est lorsque Peter MacKay a traité les clients de « pervers » (de Grandpré, 4 juin 2014). En effet, même les groupes religieux sont concernés par l'élimination de l'exploitation sexuelle, par exemple lorsque le *Evangelical Fellowship of Canada* partage que : « Notre désir est de s'assurer que les personnes vulnérables et à risque sont protégées, et que toutes les formes d'exploitation sexuelle sont éliminées » (Clemenger dans de Grandpré, 4 juin 2014). Or, même si des groupes religieux se voient aussi porteurs de discours autour de « la protection des communautés et des enfants » (Buzzetti, 8 juin 2014, B3), cette position n'est pas partagée par les groupes de femmes (Hamelin dans Buzzetti, 8 juin 2014, B3 et Matte dans de Grandpré, 6 juillet 2014).

Ainsi, je crois que c'est en articulant une partie du débat autour de la notion de la morale, c'est-à-dire en amalgamant la prohibition avec l'abolition et les revendications issues de groupes religieux avec celles des groupes féministes abolitionnistes (tout en les opposant au discours de la décriminalisation complète et de la libération des mœurs (ie. de « liberté sexuelle »)) qu'il est devenu possible de bâtir une opposition entre une sexualité dite puritaine et une sexualité jugée libre. La présence du Parti conservateur au sein du débat, l'omniprésence des groupes féministes en faveur et en opposition au projet de règlement ainsi que la genèse des tensions entre les idées féministes au sujet de la prostitution (notamment en fonction des '*sex wars*' des années 1980 (Jeffreys, 2009 : 63)) ont contribué, à mon avis, à ce que le discours dominant autour de C-36 soit celui d'une sexualité libre. En effet, cette sexualité n'incarne pas une idée monolithique ou homogène car ce qui rend une sexualité libre aux yeux de certain-es est précisément ce qui empiète sur la liberté d'action chez d'autres. Or, cette rivalité entre sexualités libres se fait majoritairement à travers le « choix » et la « morale », ce qui positionne le débat sur un terrain de compétition vertueuse car les deux opinions présentées comme rivales doivent simultanément promouvoir leurs dispositions à « faire du bien » tout en dénonçant celles des autres. Il devient donc intéressant d'étudier C-36 à travers la sexualité car il engendre une lutte morale en matière de sexualité dans l'espace public.

En se questionnant sur les mécanismes pervers qui entrent en jeu lors de débats politiques en fonction des discours moraux et la moralisation de la politique, la professeure de théories politiques Chantale Mouffe affirme que « *this mechanism consists in securing one's goodness, through the condemnation of the evil in others. Denouncing has always been a powerful and easy way to obtain a high idea of one's moral worth. It is a form of self-idealization [...]* » (Mouffe, 2005 : 74). Elle renchérit en postulant que « *instead of being constructed in political terms, the 'we'/'they' opposition constitutive of politics is now constructed according to moral categories of 'good' versus 'evil'* » (*Ibid.*, p. 75). Dans le cadre des débats suite au projet de loi, l'opposition binaire '*we*'/'*they*' et '*good*'/'*evil*' dans les médias est l'effet d'une rivalité entre deux postures politiques, parfois articulées en fonction et selon les commentaires antagonistes.

Considérant l'interdépendance des discours dominants et rivaux (c'est-à-dire que le discours autour de la criminalisation des clients ne peut exister sans des revendications qui

prônent l'opposé) il est devenu facile de regrouper les groupes religieux, le Parti conservateur et les abolitionnistes alors qu'il existe des nuances quant à leurs positions respectives, tel que fait Viviane Namaste en affirmant que « L'idée de criminaliser les clients vient d'une tradition féministe dite « abolitionniste » qui vise à éradiquer la prostitution. Or, nous devons nous interroger devant une telle alliance entre les conservateurs et certaines féministes, surtout au sujet de la sexualité » (Namaste, 9 juin 2014). Je postule que l'accord général partagé entre le Parti conservateur et les abolitionnistes facilite l'étiquetage d'une sexualité puritaine accordée aux femmes en faveur de l'abolition de la prostitution. Ainsi, une manière d'opposer le '*we*'/'*they*' et '*good*'/'*evil*' chez les partisan-es de la décriminalisation complète est en attribuant l'exploration sexuelle (Marylie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10), le désir d'intimité (Durocher, 27 février 2014, A6), l'autonomie corporelle (Namaste, 9 juin 2014) et l'autonomie financière malgré la « profession victime de stéréotypes » (Durocher, 27 février 2014, A6) du côté de leurs revendications, et « l'inconfort » (Tremblay, 5 juillet 2014, B7), la « priv(ation) [...] de l'autonomie corporelle » (Namaste, 9 juin 2014) fait par « l'État et [...] certaines féministes dites « abolitionnistes » » (*Ibid.*) et les positions morales (Boudou-Laforce, 10 juin 2014) du côté des groupes (aussi variés qu'ils soient) en faveur de la criminalisation des clients et des proxénètes. Chez les abolitionnistes, l'opposition se fait davantage en amoindrissant la fixation sur le choix individuel (Labrie, 24 février 2014 et Langevin, 12 juin 2014) tout en dénonçant simultanément les violences faites envers les personnes prostituées (Legault-Roy, 28 février 2014, A9), la marchandisation du corps (Boileau, 21 décembre 2013) et les inégalités que perpétue la prostitution (Miville-Dechêne, 3 mars 2014, A7 et Pate dans Gagnon, 20 décembre 2013).

Alors que les abolitionnistes et les autres groupes misent davantage sur les dynamiques de pouvoir au sein de la prostitution et les effets engendrés sur la conceptualisation même de la sexualité, les groupes en faveur de la décriminalisation complète abordent la sexualité en misant sur les « interdictions » proposées dans le passé/que propose le projet de loi (Namaste, 9 juin 2014 et Chamberse, 10 juillet 2014, A15), ou les besoins sexuels et affectifs (Gagnon, 14 juin 2014 ; Bedford dans Hachey, 21 décembre 2013 b ; Durocher, 27 février 2014, A6 et Marylie dans Maher, 22 juin 2014, p. 10). Faisant écho au texte de Chamberse qui traite de l'histoire de la réglementation de certains comportements du passé, Namaste range le désir de criminalisation des clients et des proxénètes du même bord que les tentatives de régulation de la sexualité dont

l'homosexualité, voire même l'avortement : « Adopter des lois qui accroissent les interdictions en matière de relations sexuelles entre adultes consentants constitue un premier pas risqué. On commence par la prostitution — demain, est-ce que ça sera l'échangisme, l'homosexualité, ou même l'avortement ? » (Namaste, 9 juin 2014). Le parallèle effectué entre la sexualité et les positions abolitionnistes dites contraignantes renvoie aux débats issus des *sex wars* et plus précisément encore, des catégorisations *sex-negative* et *sex-positive* de la sexualité. La théoricienne Gayle Rubin définit le « fléau » de la « *sex-negativity* » comme étant un reflet des spectres du discours religieux et en ce sens « *sex is presumed guilty until proven innocent. Virtually all erotic behaviour is considered bad unless a specific reason to exempt it has been established. The most acceptable excuses are marriage, reproduction and love.* » (Rubin, 1984 :107). Or, viser le « plaisir sexuel » à l'extérieur de ces cadres et revoir les formes de sexualité jugées « anormales », « mauvaises » et « pas naturelles » (ie. l'homosexualité car elle ne vise pas la procréation, ce qui est tarifié et consommable (donc la prostitution et la pornographie), l'usage de jouets, etc.)) (*Ibid.*) permet, selon elle, de passer au-delà du *sex-negative*. Rubin juge que, malgré les différences entre l'homosexualité et la prostitution, les deux se recoupent car elles sont stigmatisées sur la base de leur activité sexuelle et des vices greffés (*Ibid.*, p.112). Or, en misant sur la stigmatisation (et ladite disparition de celle-ci si le commerce du sexe était légal (*Ibid.*, p.114) due à la marginalisation de la criminalisation et des lois qui séparent l'innocence de la jeunesse et la sexualité adulte (*Ibid.*)) plutôt que les conditions matérielles qui poussent les femmes vers la prostitution, le débat se déplace sur le terrain de la réglementation des vices et des opinions à l'égard de certaines pratiques. Dans *The Industrial Vagina*, Sheila Jeffreys aborde ce déplacement de l'intérêt pour les dynamiques sexuelles vers la stigmatisation en affirmant que :

This [l'omniprésence des violences] has led to the creation of another interesting euphemism, the concept of stigma (see Pheterson, 1996). This idea is used to suggest that the harms are created, not by the ordinary practice of prostitution, but by the negative social attitudes which lead to the stigmatizing of prostitution and prostituted women. Sophie Day and Helen Ward make use of this concept in their research on prostitution and health in Europe (Day and Ward, 2004). Most of the prostituted women they interviewed (56 per cent) were 'migrants', which means they were most likely to have been trafficked into debt bondage. They explain the serious health problems the prostituted women they interviewed experienced as a result of being in prostitution, but they attribute all the ills the women report to stigma. They consider that complete social acceptance of prostitution, with the removal of stigma, will remove the problems and enable prostitution to be just ordinary work. However, the harms they report seem

to stem from what the prostitutes do to them rather than 'stigma'. (Jeffreys, 2009 : 168).

Aborder la prostitution sous l'angle de l'acceptation de pratiques sexuelles en vient à créer un discours autour d'une bonne et mauvaise moralité, ce qui alimente la dualité entre le 'we'/'they' et 'good'/'evil'. Andrea Dworkin réfute le terme *sex-negative* et explique qu'il sert d'outil rhétorique pour écarter toute critique de l'industrie du sexe : « "*Sex-negative*" is the current secular *reductio ad absurdum* used to dismiss or discredit ideas, particularly political critiques, that might lead to detumescence. Critiques of rape, pornography, and prostitution are "*sex-negative*" without qualification or examination [...] » (Dworkin, 2006 : 61). En amalgamant les revendications abolitionnistes et les idées typiquement associées aux groupes religieux, et en misant sur un discours « d'exploration sexuelle » en opposition à un discours qui vise la criminalisation des clients et des proxénètes, il devient facile d'y voir une typification construite sur un raccourci de ce qui semble être une « sexualité libre ».

Cependant, peu importe les positions explicitement revendiquées en matière de criminalisation des clients et des proxénètes, les comportements acceptés dans les discours autour de C-36 sont compris en fonction non pas d'une morale standardisée, mais de standards multiples. En effet, les discours autour de C-36, qui s'apparentent aux débats des *sex wars*, supposent une rupture évidente avec l'idée d'impératifs universels uniformes en matière de sexualité car ils postulent une morale plurielle dans le cadre du projet de loi, notamment en matière d'un encadrement légal des comportements jugés problématiques (i.e. l'achat de personnes prostituées).

Une des manières dont il est possible de penser les tensions au niveau de la morale dans le corpus est celle de l'acceptation de la prostitution comme étant un « choix » légitime pour les femmes et c'est ainsi qu'il devient intéressant de voir en quoi une morale dite descriptive permet de mettre en lumière les nombreux discours qui visent à justifier ou à réfuter l'accès tarifé aux corps des femmes. En effet, c'est précisément cet impératif qui n'est pas partagé par les deux grands discours (pour ou contre l'achat de personnes prostituées) qui marque d'importants différends en matière de sexualité car il n'est plus juste question de statuer sur C-36, mais bien de penser l'achat en terme de droit pour les hommes.

De plus, malgré la morale normative qui permet de penser l'idée de sécurité comme représentant un impératif moral partagé (limiter le tort causé à autrui) dans le cadre de C-36, il incombe aux divers groupes de statuer sur les moyens d'atteindre cet impératif, en optant, entre autres, pour la criminalisation ou la décriminalisation des clients et des proxénètes. Malgré un autre impératif moral partagé qu'est l'atteinte d'une dignité chez les personnes prostituées, il devient difficile de s'entendre sur comment y parvenir. Les discours moraux (au sens d'idéaux) s'entrecroisent donc, mais s'éloignent aussitôt qu'il faut statuer sur ce qui cause un tort, voire le plus de tort, aux femmes prostituées. Est-ce le système prostitutionnel? Est-ce la criminalisation des clients? Les idées autour de comment le tort est causé aux femmes et par qui deviennent des arguments hétéroclites, ce qui engendre des disparités au niveau des actions qui doivent être mises de l'avant pour atteindre des situations idéales en fonction des sujets.

Même si une morale normative issue du féminisme se veut plurielle, dans le contexte des débats sur C-36, les groupes qui disent venir à la défense des femmes prostituées ou des travailleuses du sexe orientent leurs actions en vertu d'idéaux qui diffèrent. Or, en général, les sujets énonciateurs qui prennent position ne sont pas tous féministes, ce qui rend les groupes en faveur ou en opposition à C-36 d'une grande hétérogénéité.

Finalement, il me semble juste d'avancer que les débats sur la sexualité à travers C-36 reflètent beaucoup les débats entre féministes lors des *sex wars*, et amplifient deux postures politiques en articulant, entre autres, le choix, la morale, le vocabulaire et le manichéisme.

5. CONCLUSION

5.1 Synthèse

Mon analyse a mis de l'avant les diverses manières dont il a été possible de comprendre la sexualité dans le cadre des débats sur la prostitution dans les médias québécois. Je m'intéresse particulièrement à la naturalisation de certaines idées mises en relation conflictuelle avec d'autres, ce qui s'articulait autour de la morale et du choix, mais plus précisément autour du consentement, de la prise de parole, du silence des clients et du manichéisme.

Dans le premier chapitre et suite à la mise en contexte juridicopolitique de C-36 et des tensions qui existent dans le militantisme féministe au Québec et au Canada en matière de prostitution, j'ai exploré les théories autour de la sexualité en articulant, notamment, des définitions féministes du genre, du sexe et du corps. C'est ainsi que j'ai pu conceptualiser la prostitution comme étant un discours découlant de ceux sur la sexualité et des dynamiques entre classes de sexes. Dans le deuxième chapitre, j'ai posé les fondements et les principes de mon travail empirique en explorant l'analyse de discours et les diverses méthodes qui existent (dont l'analyse *post-marxiste* et l'analyse critique du discours) pour faire émerger des concepts de mon corpus, et j'ai jugé pertinent d'expliquer en quoi la lecture des textes du corpus est dirigée par mon positionnement féministe. Ensuite, le troisième chapitre présente les tendances issues du corpus, notamment en matière des concepts de morale et de choix. J'ai pu constater, entre autres, la manière dont certaines voix étaient récurrentes, ce qui m'a permis d'identifier des sujets énonciateurs en plus des femmes prostituées, dont certain-es étaient issu-es des mondes juridiques, politiques, académiques et communautaires. Finalement, le quatrième chapitre a servi de lieu de discussion et de réflexion sur les manières dont les concepts identifiés précédemment permettent de réfléchir la sexualité par l'entremise du consentement, la morale, du choix et des dynamiques sexuelles.

Suite à cette exploration d'une couverture médiatique qui, on l'a vu, est orientée vers la polémique et la mise en lumière de discours rivaux, je juge particulièrement intéressant l'utilisation des mêmes termes ou de termes similaires pour évoquer des significations divergentes. Par exemple, la « violence masculine » qui se voyait déployée sous deux formes : une première interprétation insistait sur le fait que ce sont les lois qui visent à criminaliser les

clients, proxénètes et tenant-es de bordels allaient rendre les femmes prostituées encore plus enclin à la violence masculine alors qu’une autre interprétation mettait la faute sur les hommes qui, encadrement ou non, allaient infliger des violences multiples aux femmes. De plus, considérant que l’univers sémantique de la « morale » (souvent évoqué en vertu de considérations religieuses et/ou rétrogrades et/ou pour amalgamer les féministes abolitionnistes au Parti conservateur et aux groupes religieux), il importe de demander s’il s’agissait d’un emploi maladroit, d’un sophisme dans le but de cantonner des positions antagonistes (ie. un lien causal douteux entre la moralité religieuse et celle féministe abolitionniste) ou autre.

La mise en scène de positions rivales dans les médias, c’est-à-dire la présentation explicite de deux positions qui étayaient simultanément les arguments qui leur étaient propres tout en réfutant la position d’autrui, organisait le terrain des débats médiatisés en fonction du *we/they*, comme l’explique Chantal Mouffe. Il devient donc difficile de penser à l’extérieur du cadre prescrit où le manichéisme informe ou infléchit la compréhension du projet de loi C-36, mais plus précisément encore, les dynamiques sexuelles et la sexualité car dans ce contexte, l’accord ou non avec C-36 range les individus d’un bord ou d’un autre d’entrée de jeu. Cependant, il va sans dire que les tensions idéologiques entre les « pro-travail du sexe » et les abolitionnistes sont bien réelles et que malgré le partage d’une revendication qui se situe dans la décriminalisation des femmes prostituées, d’importantes divergences se situent dans la compréhension même de certaines idées, c’est-à-dire qu’il s’agit d’une tension politique qui passe par une tension sémantique du consentement, de la violence masculine (dans le cadre des lois sur la prostitution) et le choix, ce qui alimente des conceptions morales hétérogènes autour d’une même question. Or, en tentant de comprendre les discours sur la sexualité par l’entremise des débats sur la prostitution, il devient apparent que la résonnance avec les débats issus des *sex wars* féministes perdure au fil des années.

5.2 Limites de l’analyse

Dans le cadre de l’analyse, je m’en suis tenue aux textes de médias à grand tirage, c’est-à-dire que je n’ai considéré que des textes disponibles dans des médias d’information qui peuvent être consultés (pour la plupart) à la fois en version papier et en version web. Il existe des méthodes plurielles d’analyse en communication, et plus précisément, en communication

politique, mais si je me suis inspirée, entre autres, de l'analyse critique du discours avec le corpus de textes d'information, c'est parce que je jugeais intéressant de me questionner sur l'articulation entre les médias d'information et les voix privilégiées dans la circulation et l'encadrement de discours autour de la sexualité. Il aurait été possible, par exemple, d'explorer les sites explicitement féministes au Québec, les forums de discussions, les groupes et pages Facebook et les discussions sur Twitter pour se questionner sur la manière dont les femmes qui se disent féministes contribuaient aux débats. Cependant, je n'osais pas formuler ma question de recherche autour de la controverse, aussi pertinente que soit cette piste, car les lectures préalablement faites de C-36 en tant que militante féministe rendaient la chose trop difficile à analyser par manque de recul. En effet, j'opposais déjà les revendications abolitionnistes aux réformes « pro-travail du sexe » dans une logique confrontationnelle et c'est ainsi que j'ai voulu explorer une facette plus subtile du projet de loi, mais qui se constituait tout de même à travers des thèmes récurrents (le choix et la morale), des contextes historiques (les *sex wars*) et un débat public (la prostitution et le projet de loi C-36) : la sexualité. En effet, la sexualité qui, en tant qu'objet discursif s'inscrit et perpétue des dynamiques de pouvoir, permettait d'analyser les subtilités des positions idéologiques que j'opposais préalablement. Or, je ne souhaitais pas me concentrer sur les débats opposant les deux grands pôles en matière de prostitution car je m'intéressais déjà beaucoup aux enjeux législatifs et les revendications politiques polarisantes autour du sujet. J'espérais toutefois analyser ces tensions, dignes d'une controverse certes, dans l'optique d'y retrouver des fragments d'un discours plus large sur la sexualité.

Tel que discuté précédemment, je ne prétends pas que cette analyse soit exempte de toute interférence politique. Bien que consciente de mes biais, les savoirs ne peuvent se dissocier de leur contexte, des revendications personnelles et des lectures théoriques dans lesquelles ils s'inscrivent. L'interprétation effectuée du corpus m'est propre, et il est possible qu'une personne en faveur de la décriminalisation complète ait pu voir émerger d'autres thèmes et d'autres tensions. Ainsi, comme mon mémoire se veut une analyse de discours, l'objectif était de comprendre comment des discours se créent autour de la sexualité, comment ils circulent et pourquoi des propos circulent et non d'autres, qui a le privilège de se faire entendre et qui permet de mettre en dialogue des positions divergentes.

5.3 Ouverture

Du 8 au 11 août 2015, Amnistie Internationale se réunissait à Dublin pour statuer sur une résolution datée du 7 juillet 2015 en matière de décriminalisation complète de la prostitution. Lorsque cette résolution a fait surface dans les médias, plusieurs groupes de femmes luttant entre autres, contre le trafic humain, des célébrités et des personnes issues du milieu académique²⁹ se sont exprimés dans les médias par l'entremise de lettres ouvertes et de points de presse. Un groupe en particulier intitulé The Coalition Against Trafficking in Women (CATW) a pu récolter plus de 8000 signataires³⁰ appuyant leur campagne *Don't Turn Your Back On Me* qui s'ajoute à leur lettre ouverte qui compte plus de 400 signatures³¹. Tout comme le projet de loi C-36, il s'agit d'un débat politique qui se déploie sur la scène publique en positionnant des sujets (ou groupes) selon des positions rivales. Ce que je juge intéressant ici se situe autour des voix privilégiées dans les médias par exemple, le fait de récuser certaines voix (telles que les signataires hollywoodiennes d'une lettre ouverte lancée par The Coalition Against Trafficking in Women (CATW) le 22 juillet 2015).

Dans un article paru dans The Guardian le 9 août dernier, la question de *qui* détient le droit de s'exprimer est abordée de front lorsque Helen Lewis explique que :

Those pushing this line present the current debate as a straightforward dichotomy: on one side are sex workers, an apparently homogenous group who want decriminalisation of both sides of a sexual transaction.

On the other side are Lena Dunham, Meryl Streep and assorted actresses who signed a letter to Amnesty saying that decriminalising sex buyers was siding with "pimps and other exploiters".

²⁹ (Farley, 7 août 2015). 201 scholars and researchers from 19 countries join in making the following statement regarding prostitution policy and the proposal by Amnesty International to decriminalize prostitution. Repéré à http://prostitutionresearch.com/wp-content/uploads/2012/01/Scholars_Researchers-Petition-Vs-Amnesty-Intl-Aug-6-2015.pdf

³⁰ En date du 9 août 2015.

³¹ Bien-Aimé, T. (2015, 23 juillet). Global Advocates to Amnesty International: Vote No on Policy to Legalize Pimps, Brothel Owners and 'Johns' Repéré à <http://myemail.constantcontact.com/Over-400-Urge-Amnesty-International-to-Vote-NO-on-Policy-to-Decriminalize-the-Sex-Trade.html?soid=1109945123909&aid=et6hSAUD2P4>.

According to the prevailing tide of internet feminism, it is easy to tell who is right. You simply look at who is speaking. “Stay in your lane, rich ladies,” sniped a writer at Feministing. “People who trade sex need people to listen to them. And they don’t need you.” But framing the debate this way is absurdly misleading. It conveniently ignores that the Amnesty letter wasn’t only signed by Dunham – she is not the sole arbiter of feminism in 2015, whatever 1,000 overwrought blogs would have you believe. It was also endorsed by charities, academic researchers and those who style themselves as “prostitution survivors”. These are women with direct experience of the sex trade who believe it is intrinsically demeaning and harmful. (Lewis, 9 août 2015).

Cet article ouvre le débat vers une autre piste de réflexion qui cherche à déterminer la légitimité de certaines voix et/ou délimiter la prise de parole de certaines personnes. Quand est-il acceptable de prendre la parole ? Faut-il être directement impliqué et/ou affecté par un débat public pour y prendre part ? Il s’agit donc de déplacer une des questions qui a guidé mon analyse qui était celle de quelles voix sont *privilegiées* vers qui a la *légitimité* de parler et de se faire entendre ? Est-ce la même chose ?

Abondant dans le même sens, dans le documentaire *Sexe à vendre* (2013) de Teresa MacInnes et Kent Nason, l’avocat des demanderesses dans *Bedford*, Alan Young, témoigne de la manière dont il a choisi des voix pour outiller le débat national sur la prostitution au Canada, celles de Terri Jean Bedford, Amy Lebovich et Valerie Scott :

Here’s the secret that I want to tell you. People don’t come to me to do the case, I go to them. I come up with the issue, I come up with the argument and I find the right people for the case. That’s what happened here. Initially it was Terri J, she’s a very quirky nice person and her life story demonstrated my case. And then I remember reading about Val because Val was an advocate. I thought she was a very good spokesperson, she really knew what to say [...] Then I said “Val, find me someone who’s currently working”.

Les voix sélectionnées, voire préférées, par cet avocat, notamment en fonction des forces spécifiques des demanderesses, sont indissociables des discours qui ont circulé lors de C-36, car ce sont elles, leurs images et leurs interventions, qui ont été rendues visibles dans les médias. Il devient donc primordial de penser les voix entendues qui, loin d’être anodines, constituent des pièces dans une configuration discursive qui permet de relayer et de diriger les propos issus de C-36, et plus largement encore, des propos en matière de sexualité.

Finalement, cette analyse permet quelques pistes de réflexion qui, à l'avenir, pourraient mériter une attention plus approfondie. Par exemple, la prise de parole à travers l'absence, et plus précisément, comment l'omniprésent silence des clients et les spectres de leurs comportements participent au discours sur la sexualité, me semble particulièrement intéressante. En s'inspirant des processus d'intériorisation du *care* dans une dynamique patriarcale, est-ce possible de croire que leur présence évoquée, qui passe par les arguments en leur faveur de la part de certaines femmes, témoigne de relations de pouvoir et de privilèges masculins ?

BIBLIOGRAPHIE

AINSWORTH, S., & HARDY, C. (2004). Critical Discourse Analysis and Identity: Why Bother? *Critical Discourse Studies*, 1: 2, 225-259.

ALLOR, M. ET GAGNON, M. (1994). L'État de culture : généalogie discursive des politiques culturelles québécoises. Montréal : Grecc.

AMOSSY, R. et BURGER, M. (2011). « Introduction : la polémique médiatisée », *Semen* [En ligne]. 3. Repéré à <http://semen.revues.org/9072>

ANADON, M. (2006). La recherche dite qualitative : de la dynamique de son évolution au acquis indéniables et au questionnements présents. *Recherches qualitatives*. 2 (1). 5-31.

ASSOCIATION FÉMININE D'ÉDUCATION ET D'ACTION SOCIALE. (2015). À propos. Repéré à <http://www.afeas.qc.ca/a-propos/>

AUDET, É. (2009). *Prostitution - Feminist Perspectives*, Éditions Sisyphe, Coll. Montréal : Contrepoint.

BARRY, K. (1979). *Female Sexual Slavery*. Etats-Unis : Prentice-Hall Inc.

BARTHES, R. (1992). *L'obvie et l'obtus : Essais critiques III*. Paris : Seuil.

BENOIT, C., ET SHAVER, F. M. (2006). Enjeux cruciaux et nouvelles orientations dans la recherche sur le travail du sexe*. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 43(3), 253-264.

BLAIS, M., FORTIN-PELLERIN, L., LAMPRON, M-È. et PAGÉ, G. (2007). Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical. *Recherches féministes*, 20(2), 141-162.

BLAIS, M. et MARTINEAU, S. (2006). L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*. 26(2). 1-18

BROOKS, D. E., & HÉBERT, L. P. (2006). Gender, race, and media representation. *Handbook of gender and communication*, 16, 297-317.

BROWNMILLER, S. (1985). *Femininity*. États-Unis : Ballantine Books

BUTLER, J. (2006). *Trouble dans le genre: le féminisme et la subversion de l'identité* (Vol. 237). Editions La Découverte.

BUTLER, J et KOTZ, L. (1992). "The Body You Want: Liz Kotz interviews Judith Butler," *Artforum* 31 (3) : 82-89.

CAMUS, M. (2006). *Création au féminin. Volume 2 : Arts visuels*. France : Éditions universitaires de Dijon.

COALITION SHERBROOKOISE POUR LE TRAVAIL DE RUE. (2015). Présentation. Repéré à <http://www.travailderuesherbrooke.org>

COHEN, T. (2013, 19 décembre). Top Court to Rule on Prostitution; Appeals of Laws to be Decided. *The Gazette*. A10.

COMTE, J. (2013). « Decriminalization of Sex Work: Feminist Discourses in Light of Research ». *Sexuality & Culture*, 18(1), pp. 196-217.

CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE. (2015). Présentation de la CLES. Repéré à <http://www.lacles.org>

COOREN, F. (2013). *Manières de faire parler. Interaction et ventriloquie*. Éditions Le bord de l'eau: France.

COUR SUPRÊME DU CANADA. (2013). Repéré à <http://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/fr/item/13389/index.do>

CRENSHAW, K. (1991). « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color ». *Stanford Law Review*, 43(6). pp. 1241-1299.

DALHOUSIE UNIVERSITY. (2015). Get Consent. Repéré à http://www.dal.ca/dept/dalrespect/get_consent.html

DALY, M. (19885). *Beyond God the Father: Toward a Philosophy of Women's Liberation*. Etats-Unis : Beacon Press.

DALY, M. (1990). *Gyn/Ecology : The Metaethics of Radical Feminism*. Etats-Unis : Beacon Press.

DE BEAUVOIR, Simone. (1949, réédition 1986). *Le deuxième sexe : Tome II*. Paris : Gallimard.

DELPHY, C. (2001). «Penser le genre : problèmes et résistances», in *L'ennemi principal* (tome 2). Paris : Syllepse.

DORAIS, M., et LAJEUNESSE, S. L. (2003). Intimité à vendre: comment devient-on travailleur du sexe?. *Sociologie et sociétés*, 35(2), 121-138.

DUFOUR, R. (2005). *Je vous salue--: Marion, Carmen, Clémentine, Eddy, Jo-Annie, Nancy, Jade, Lili, Virginie, Marie-Pierre: le point zéro de la prostitution*. Québec : Éditions MultiMondes.

DWORKIN, A. (2006). *Intercourse*. New York : Basic Books.

- DWORKIN, A. (1993). *Letters From A War Zone*. Etats-Unis : Lawrence Hill & Co.
- DWORKIN, A. (1981) *Our Blood : Prophecies and Discourses on Sexual Politics*. Canada : Perigee Books.
- DWORKIN, A. (1993). Prostitution and Male Supremacy : discours lors du Symposium '*Prostitution : From Academia to Activism*'. Michigan Journal of Gender and Law 1(1). Pp. 1-12.
- DWORKIN, A. (1983). *Right Wing Women*. Etats-Unis : Perigee Books.
- DYER, R. (2002). *The Matter of Images : Essays on representation*. Londres et New York : Routledge.
- EUROPEAN PARLIAMENT. (2014). Sexual Exploitation and Prostitution and its Impact on Gender Equality. *Directorate General for Internal Policies : Policy Department C : Citizens' Rights and Constitutional Affairs : Gender Equality*. Repéré à [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/493040/IPOL-FEMM_ET\(2014\)493040_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/493040/IPOL-FEMM_ET(2014)493040_EN.pdf)
- EVERAERT-DESMED, N. (1990). «Le processus sémiotique». Le processus interprétatif: introduction à la sémiotique de Ch. S. Peirce. Éditions Mardaga : Liège.
- FAIRCLOUGH, N. (1995). *Media Discourse*. Londres: Edward Arnold
- FERRAND, A. (2010). « La « libération sexuelle » est une guerre économique d'occupation », *Genre, sexualité & société* [En ligne], 3 | Printemps 2010, mis en ligne le 01 juin 2010, consulté le 04 novembre 2014. URL : <http://gss.revues.org/1402> ; DOI : 10.4000/gss.1402
- FOUCAULT, M. (1969). *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.
- FOUCAULT, M. (1971). *L'ordre du discours*. Paris: Gallimard.
- FOUCAULT, M. (1978). *La volonté de savoir: Histoire de la sexualité 1*. Paris: Gallimard.
- FRASER, N. (2001). Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. *Hermès*, 31, pp. 125-156.
- FRASER, N. (1992). The Uses and Abuses of French Discourse Theories for Feminist Politics dans *Revaluing French Feminism: critical essays on difference, agency and culture*, 177-94.
- FREEMAN, J. (1989). The Feminist Debate over Prostitution Reform: Prostitutes' Rights Groups, Radical Feminists, and the (Im) possibility of Consent. *Berkeley Journal of Gender, Law & Justice*, 5(1), 75.
- GABORIT, P. (2009). Social Construction of Gender Identity : Media, Family and Society dans *Les stéréotypes de genre: Identités, rôles sociaux et politiques publiques*. France : L'Harmattan.

GALERAND, E. et KERGOAT, D. (2014). Consubstantialité vs intersectionnalité? à propos de l'imbrication des rapports sociaux. *Nouvelles pratiques sociales*. 26(2), 44-61.doi : 10.7202/1029261ar

GEADAH, Y. (2003). La prostitution, un métier comme un autre. Québec : VLB.

GERT, B. (2004). *Common Morality: Deciding What to Do*. Royaume Uni : Oxford University Press.

GERT, B. (2011). "The Definition of Morality", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Fall 2012 Edition), Edward N. Zalta (ed.), Repéré à <<http://plato.stanford.edu/archives/fall2012/entries/morality-definition/>>

GILL, R. (2008). Culture And Subjectivity In Neoliberal And Postfeminist. *Subjectivity*. 25. 432–445.

GILLIGAN, C. (1982). In a different voice : Psychological Theory and Women's Development Etats-Unis : Harvard University Press.

GILLIGAN, C. (2009). « Le care, éthique féminine ou éthique féministe ? ». *Multitudes*. 2(37-38). 76-78.

GILLIGAN, C. MACLEAN TAYLOR, J., VICTORIA WARD, J. (1988). *Mapping the Moral Domain : A Contribution of Women's Thinking to Psychological Theory and Education*. Etats-Unis : Harvard University Press

GINGRAS, A. M. (2012). Enquête sur le rapport des journalistes à la démocratie: le rôle de médiateur en question. *Canadian Journal of Political Science*, 45(03), 685-710.

GINNEKEN, J V. (2003). Collective Behavior and Public Opinion: Rapid Shifts in Opinion and Communication. Royaume Uni : Routeledge

GLICK, E., (2000). Sex Positive: Feminism, Queer Theory, and the Politics of Transgression. *Feminist Review*. 64 (Printemps).

GOUVERNEMENT DU CANADA. (2014). *Loi constitutionnelle de 1982*. Repéré à <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/const/page-15.html>.

GOUVERNEMENT DU CANADA. (2014). *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*. <http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?mthd=tp&ctr.page=1&nid=853729&ctr.tp1D=930>. Repéré le 2 juillet 2014.

GRANT, D. HARDY, C. OSWICK, C. PUTNAM, L. (2004). The SAGE Handbook of Organizational Discours. Londres : Sage.

GRANT, J. (2014). Andrea Dworkin and the Social Construction of Gender: A Retrospective. *Signs*, 40(1).

GROSZ, E. (1993). Bodies and knowledges : feminism and the crisis of reason, *Feminist Epistemologies* (dir. L. Alcoff et E. Potter), p. 187-216.

HALL, E. J., & RODRIGUEZ, M. S. (2003). The myth of postfeminism. *Gender & Society*. 17(6). 878-902.

HALL, S. (1992). Race, Culture, and Communications: *Looking Backward and Forward at Cultural Studies, Rethinking Marxism: A Journal of Economics, Culture & Society*, 5:1, 10-18

HALL, S. (1996). « The problem of ideology, Marxisme without guarantees » dans D. Morley et K-H. Chen (1996) *Stuart Hall, Critical Dialogues in Cultural Studies*, Londres : Routledge. Pp.25-46.

HALL, S. (1997a). Introduction. In S. Hall (Ed.), *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices*. (pp. 1-11). Londres: Sage.

HALL, S. (1997b). The Spectacle of the 'Other', In S. Hall (ed.), *Representation : Cultural Representations and Signifying Practices*. pp. 223-292. Londres : Sage/Open UP

HALL, S. (2008). *Identités et Cultures. Politiques des Cultural Studies* (édition augmentée), IC. Éditions Amsterdam.

HEKMAN, S. (1995). *Moral Voices, Moral Selves: Carol Gilligan and Feminist Moral Theory*. Etats-Unis : Penn State University Press.

HILL COLLINS, P. (1998). It's All In The Family : Intersections of Gender, Race and Nation. *Hypatia* 13(3). 62-82.

HINMAN, L. M., (2013). *Ethics: A Pluralistic Approach to Moral Theory, 5th Edition*. Etats-Unis : Cengage Learning.

INFLUENCE COMMUNICATION. (2013). État de la nouvelle : Bilan 2013 Québec. Repéré à <http://www.influencecommunication.com/sites/default/files/bilan-2013-qc.pdf>

JARVIS THOMSON, J. (1974). Review of *The Moral Rules*. by Bernard Gert. *Journal of Philosophy*. 71(3). 88-90. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/2024989>.

JEFFREYS, S. (2009). *The Industrial Vagina : The Political Economy of the Global Sex Trade*. Royaume Uni: Routledge.

JEFFREYS, S. (2003). *Unpacking Queer Politics : A Lesbian Feminist Perspective*. Royaume Uni : Blackwell Publishers Ltd.

JORGENSEN M. et PHILLIPS, L. (2002). *Discourse Analysis as Theory and Method* . Londres: Sage.

KANT, I., ([1785] 1992). *Fondements de la métaphysique des mœurs*. (traduit par V. Delbos). France : Vrin.

KERGOAT, D. (2009). « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux ». *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*. Paris : Presse Universitaires de France.

KIRALY, M. TYLER, M. (2015). *Freedom Fallacy: The Limits of Liberal Feminism*. Australie : Connor Court Publishing Pty Ltd.

LACLAU E. & MOUFFE C. (1985 [2001]). *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*. Londres: Verso.

LORDE, A. dans McClintock, A., Mufti, A., & Shohat, E. (Eds.). (1997). « Age, Race, Class, and Sex: Women redefining difference ». *Dangerous liaisons: Gender, nation, and postcolonial perspectives* (Vol. 11). Etats-Unis : U of Minnesota Press.

MACINNES, T. et NASON, K. (2013). *Sexe à vendre*. [Film documentaire]. Canada : Office National du film (ONF).

MACKINNON, C.A., (2007). *Ce ne sont que des mots*. France : Des femmes, Antoinette Fouque.

MACKINNON, C. (1982). Feminism, Marxism, Method, and the State : An Agenda for Theory. *Signs : Feminist Theory*. 7(3), pp. 515-544.

MACKINNON, C. (1989a). Sexuality, Pornography, and Method: "Pleasure under Patriarchy. *Ethics*. 99(2). Pp 314-346

MACKINNON, C.A., (1989b). *Toward a Feminist Theory of the State*. États Unis: Harvard University Press.

MACKINNON, C. A. dans CONBOY, K., MEDINA, N., et STAN, S. (1996). Rape: On coercion and consent. *Writing on the body: Female embodiment and feminist theory*, 42-58.

MAGGIE'S. (2015). Who We Are. Repéré à <http://maggiestoronto.ca/about>

LA MAISON DE MARTHE. (2015). Bienvenue à La Maison de Marthe. Repéré à http://www.maisondemarthe.com/1_francais/MdeM.html

MEGONE, C. (1987), One Concept of Liberty. *Political Studies*, 35: 611–622. doi: 10.1111/j.1467-9248.1987.tb00208.x

MILLETT, K. (2000). *Sexual Politics*. États-Unis : University of Illinois Press.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. (2014). Document technique: Projet de loi C-36, *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*. Repéré à <http://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/protect/pl.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. (2014). Réforme du droit pénal en matière de prostitution: Projet de loi C-36, Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation. Repéré à http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/publications/bip/ipe_fevrier_2015/c-36-fiche-info_fr.pdf

MOTOI, I., & DUFOUR, R. (2011). « La femme, sa sexualité et son pouvoir sexuel: programme d'appropriation de sa sexualité: guide de formation, d'animation et d'autoréflexion ». Québec : Presses de l'Université du Québec.

MOUFFE, C. (2005). *On The Political*. Londres et New York : Routledge.

MULVEY, L. (1989). *Visual Pleasure and Narrative Cinema*. Etats-Unis : Indiana University Press.

MURPHY, M, "The Natural Law Tradition in Ethics", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Winter 2011 Edition), Edward N. Zalta (ed.), URL = <http://plato.stanford.edu/archives/win2011/entries/natural-law-ethics/>.

NENGEH MENSAH, M. N. (2006), « Débat féministe sur la prostitution au Québec: points de vue des travailleuses du sexe. » *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 43: 345–361. doi: 10.1111/j.1755-618X.2006.tb02229.x

NENGEH MENSAH, M. N., & LEE, C. (2010). « Petites et grandes discriminations des travailleuses du sexe au Québec. » *Le sociographe*, (1), pp. 47-55.

NENGEH MENSAH, M. N., THIBOUTOT, C. et TOUPIN, L., (2011). *Luttes XXX-Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe*, Montréal :Les éditions du remue-ménage.

NORDISKT FORUM. (2014, 20 novembre). *Catharine MacKinnon*. [Vidéo en ligne]. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=Rrijeaqc04A>

OPREA, D-A. (2008). Du féminisme (de la troisième vague) et du postmoderne. *Recherches féministes*. 21(2). 5-28.

PAILLÉ, P. et MUCCHIELLI, A. (2003). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.

PARENT, C. (1994). « La « prostitution » ou le commerce des services sexuels », dans Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *Traité des problèmes sociaux*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture : 393-409.

PARENT, C., BRUCKERT, C., CORRIVEAU, P., NENGEH, MENSAH, M. et TOUPIN, L. (2010). *Mais oui c'est un travail ! Penser le travail du sexe au-delà de la victimisation*, Québec : Presses de l'Université du Québec.

PARLEMENT DU CANADA. (2014). Projet de loi émanant du gouvernement (Cdc). Repéré à <http://www.parl.gc.ca/LegisInfo/BillDetails.aspx?Language=F&Mode=1&billId=6635303>

PATEMAN, C. (1988). *The Sexual Contract*. Cambridge: Polity Press.

PELLEGRIN, N. (présenté par). (2010). Les Grandes Voix du féminisme, Paris, Le Monde-Flammarion, 2010.

PINEAU, L. dans BOSS, J.A. (1999). Date Rape : A Feminist Analysis. *Analyzing Moral Issues*. Etats-Unis : Mayfield Pub Co. pp. 411-418

POWELL, A. (2010). *Sex, power and consent: Youth culture and the unwritten rules*. États Unis : Cambridge University Press.

PRELORENTZOS, I. (2007). « Questions concernant la morale de Bergson », *Philonsorbonne*, 1. 103-129.

PROBYN, E. dans FISHER, S. et DAVIS, K. (1993). Choosing Choice: Images of Sexuality and "Choiceoisie" in Popular Culture. *Negotiating at the margins: The Gendered Discourses of Power and Resistance*. New Jersey : Rutgers University Press. pp. 278-294.

PROJET CATWOMAN. (2015). Accueil. Repéré à <http://www.projet-catwoman.com>

PROJET INTERVENTION PROSTITUTION QUÉBEC. (2015). Qui sommes nous ?. Repéré à <http://www.pipq.org>

PROJET LIBRE, UNIES, NUANCÉES et ENSEMBLE. (2015). Présentation du projet L.U.N.E. Repéré à <http://www.projet-lune.org/about/>

RAKOW, L. F., & WACKWITZ, L. A. (2004). Representation in feminist Communication Theory. *Feminist communication theory*, 171-186.

RAYMOND, J. (2013). Not a Choice, Not a Job: Exposing the Myths about Prostitution and the Global Sex Trade. Etats-Unis : Potomac Books.

REAR, D., & JONES, A. (2013). Discursive struggle and contested signifiers in the arenas of education policy and work skills in Japan. *Critical Policy Studies*, 7(4), 375-394.

REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DES CALACS. (2015). Services des CALACS. Repéré à <http://www.rqcalacs.qc.ca/services-calacs.php>

RICCI, S., KURTZMAN, L., & ROY, M. A. (2012). « La traite des femmes à des fins d'exploitation commerciale: entre le déni et l'invisibilité. ». *Cahiers de l'IREF, collection Agora*, no 4.

ROBINSON, L. S. (2002). «Sex and the City»: la prostitution à l'ère des migrations mondiales. *Recherches féministes*, 15(2), 41-63.

RUBIN, G. (1984). Thinking sex: Notes for a radical theory of the politics of sexuality. *PM Nardi and BE Schneider. Social Perspectives in Lesbian and Gay Studies*, 100-133.

RUSH, F. dans LEIDHOLDT, D. et RAYMOND, J. (1990). The Sexual Liberals and the Attack on Feminism. New-York : Teachers College Press.

SCOTT, J. (traduction Eleni Varikas) (1988). Genre : Une catégorie utile d'analyse historique. dans: *Les Cahiers du GRIF*, N. 37-38. Le genre de l'histoire. pp. 125-153. Presses de l'Université du Québec : Québec.

SOCIÉTÉ ELIZABETH FRY DU QUÉBEC. (2015). Objectifs. Repéré à <http://www.elizabethfry.qc.ca>

SPINOZA, B. (2005). Éthique. Paris : Éditions de l'éclat.

STARKS, H., & BROWN-TRINIDAD, S. (2007). Choose your Method: A Comparison of Phenomenology, Discourse Analysis, and Grounded Theory. *Qualitative Health Research*, 17(10), 1372-1380.

TABET, P. (2004). La grande anarque : Sexualité des femmes et échange économique-sexuel. Paris : L'Harmattan.

THOMSON, D. (2001). Radical Feminism Today. Londres : Sage Publications.

TONG, R. and WILLIAMS, N., "Feminist Ethics", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Fall 2014 Edition), Edward N. Zalta (ed.), URL = <<http://plato.stanford.edu/archives/fall2014/entries/feminism-ethics/>>.

TOUPIN, L. (2009). « La légitimité incertaine des travailleuses du sexe dans le mouvement des femmes au Québec ». *Revue internationale des études québécoises*, 12(1), pp109-27.

TOUPIN, L. (2006). « Analyser autrement la 'prostitution' et la 'traite des femmes' », *Recherches féministes*, 19(1), pp. 153-176.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL. (2015). Le consentement. Repéré à <http://sansouicestnon.umontreal.ca/consentement-sexuel/>

UNODC. (2012). Global Report on Trafficking in Persons 2012. (United Nations publication, Sales No. E.13.IV.1). Repéré à https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/Trafficking_in_Persons_2012_web.pdf

VAN DIJK, A. T. (2005). Chapter 18. Critical Discourse Analysis. Dans D. Schiffrin , D. Tannen et H. Hamilton (dir.), *The Handbook of Discourse Analysis*. Blackwell Publishers Ltd.

VANCE, C.S. (1984). 'Pleasure & Danger: Exploring Female Sexuality' dans *Pleasure & Danger: Exploring Female Sexuality*. Etats-Unis : Routledge & Kegan Paul.

WAITHE, Mary Elle. (1991). *A History of Women Philosophers 3*. Etats-Unis : Springer Science+Business Media Dordrecht.

WALBY, S. (1989). Theorising patriarchy (The concept of patriarchy). *Sociology*, 23(2), 213–222.

ZABUNYAN, E., BESSE, C., FONTAN, A., GAILLARD, F. et BERTINI, M-J. (2003). *Cachez ce sexe que je ne saurais voir*. Paris : Éditions Dis Voir.

ŽIŽEK, S. (1994). *Mapping ideology*. Londres : Verso.

MÉDIAGRAPHIE

ASSELIN, P. (2014, 9 juillet). Il ne suffit pas de rêver. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/le-soleil/opinions/editoriaux/201407/08/01-4782210-il-ne-suffit-pas-de-rever.php>

BERTHIAUME, L. (2014, 12 juin). Trudeau non-committal on prostitution; Social values back under microscope. *The Gazette*. A10.

BIEN-AIMÉ, T. (2015, 23 juillet). Global Advocates to Amnesty International: Vote No on Policy to Legalize Pimps, Brothel Owners and 'Johns' Repéré à <http://myemail.constantcontact.com/Over-400-Urge-Amnesty-International-to-Vote-NO-on-Policy-to-Decriminalize-the-Sex-Trade.html?soid=1109945123909&aid=et6hSAUD2P4>

BOILEAU, J. (2013, 21 décembre). Cour suprême et prostitution – Un vrai bordel. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/395774/un-vrai-bordel>

BOISVERT, Y. (2013, 21-22 décembre). De ces jugements qui changent un pays. *Le Nouvelliste*. p. 46.

BOUDOU-LAFORCE, É. (2014, 10 juin). Tout est à recommencer. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/debats/votre-opinion/201406/09/01-4774282-tout-est-a-recommencer.php> 1 décembre).

BRETON, B. (2014, 16 juin). Racolage conservateur. *Le Soleil*. p. 23.

BUZZETTI, H. (2014, 11 juillet). C-36 : les conservateurs ouverts à des amendements. *Le Devoir*. <http://www.ledevoir.com/politique/canada/413194/prostitution-c-36-les-conservateurs-ouverts-a-des-amendements>

BUZZETTI, H. (2014, 3 juin). Criminaliser les clients plutôt que les prostituées. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/409866/l-achat-de-services-sexuels-devrait-etre-criminel-selon-les-canadiens>

BUZZETTI, H. (2013, 20 décembre). Les bordels, les proxénètes et la sollicitation ne devraient pas être interdits. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/societe/justice/395732/%E2%80%8BCour+suprême-non-a-l-interdiction-des-bordels>

BUZZETTI, H. (2014, 9 juillet). La légalisation ne fonctionne pas. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/412973/prostitution-la-legalisation-ne-fonctionne-pas>

BUZZETTI, H. (2014, 8 juin). Le modèle nordique... ou politique? *Le Devoir*. B3.

BUZZETTI, H. (2013, 21 et 22 décembre). Le modèle suédois s'imposera t-il ? *Le Devoir*. A3.

BUZZETTI, H. (2013, 21 décembre). Ottawa devra changer sa loi. *Le Devoir*. Repéré à

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/395824/Prostitution+-ottawa-devra-changer-sa-loi>

BUZZETTI, H. (2014, 16 juillet). Prostitution: Ottawa garde le cap. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/413540/prostitution-ottawa-garde-le-cap>

BUZZETTI, H. (2014, 4 juin) Les travailleuses du sexe se disent boudées par Ottawa. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/410017/les-travailleuses-du-sexe-se-disent-boudees-par-ottawa>

BUZZETTI, H. (2014, 18 février). Ottawa sollicite l'avis des Canadiens pour encadrer la prostitution. *Le devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/400253/ottawa-sollicite-l-avis-des-canadiens-pour-encadrer-la-prostitution>

BUZZETTI, H. (2014, 8 juillet). Prostitution : la loi est constitutionnelle, promet MacKay. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/412882/prostitution-la-loi-est-constitutionnelle-promet-mackay>

BUZZETTI, H. (2014, 16 juillet). Prostitution : Ottawa garde le cap. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/413540/prostitution-ottawa-garde-le-cap>

CBC NEWS. (2015, 28 janvier). Robert Pickton: Stephanie Lane's family seeks new murder trial after remains returned. *CBC*. Reperé à <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/robert-pickton-stephanie-lane-s-family-seeks-new-murder-trial-after-remains-returned-1.2934834>

CHAMBERSE, S. (2014, 10 juillet). Prostitution Is Just The Lastest 'Deviance' Targeted By Crusaders. *The Gazette*. A15.

CHEADLE, B. (2014, 18 février). Ottawa Seeks Public Input on Prostitution Laws; Month-Long Period Struck Down in December by Supreme Court. *The Gazette*. A8.

COHEN, T. (2013, 21 décembre). Prostitution laws struck down by top court; Ruling leaves Tories to draft new rules that could legalize brothels. *The Gazette*. A2.

COYNE, A. (2013, 21 décembre). Flawed Prostitution Laws Have Put Lives At Risk. *The Gazette*. B5.

CURTIS, C. (2013, 21 décembre). Local Sex Trade Group Wants Input In Enforcing Prostitution Laws. *The Gazette*. A3.

DE GRANDPRÉ, H. (2014, 15 juillet). Les conservateurs amendent leur projet de loi sur la prostitution. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201407/15/01-4784017-les-conservateurs-amendent-leur-projet-de-loi-sur-la-prostitution.php>

DE GRANDPRÉ, H. (2014, 29 mars). Gare au modèle législatif suédois. *La Presse*. A18.

DE GRANDPRÉ, H. (2014, 4 juin a). Ottawa retarde la publication d'un sondage sur la prostitution. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201406/03/01-4772637-ottawa-retarde-la-publication-dun-sondage-sur-la-prostitution.php>

DE GRANDPRÉ, H. (2014, 4 juin b). Prostitution: une réforme contestée inspirée du modèle suédois. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201406/04/01-4772811-prostitution-une-reforme-contestee-inspiree-du-modele-suedois.php>

DE GRANDPRÉ, H. (2014, 18 juillet). Réforme fédérale sur la prostitution: les Québécois plus permissifs. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201407/18/01-4784823-reforme-federale-sur-la-prostitution-les-quebecois-plus-permissifs.php>

DE GRANDPRÉ, H. (2014, 6 juillet). Prostitution : le projet de loi à l'étude. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201407/06/01-4781526-prostitution-le-projet-de-loi-a-letude.php>

DE GRANDPRÉ, H. (2014, 16 juillet). Sollicitation interdite près des écoles, garderies et parcs. *La Tribune*. p. 38.

DUROCHER, M. (2014, 17 mai). La prostitution peut être un beau métier. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/debats/votre-opinion/201405/16/01-4767417-la-prostitution-peut-etre-un-beau-metier.php>

DUROCHER, M. (2014, 27 février). Prostitution : pense-t-on aux clientes ? *Le Devoir*. A6.

DEN TANDT, M. (2014, 6 juin). Tories Make A Hash Of New Prostitution Bill ; Bill C-36 Can Only Put Sex Workers At Greater Risk. *The Gazette*. A12.

GAGNON, C.-A., (2013, 20 décembre). La Cour suprême invalide les lois sur la prostitution. *Le Journal de Montréal*. Repéré à <http://fr.canoe.ca/infos/societe/archives/2013/12/20131220-090531.html>

ÉLAN-CALACS. (2014, 12 mars). Dites non à la prostitution. *Point de Vue Laurentides*. p. 8.

FARLEY, M. (2015, 7 août). 201 scholars and researchers from 19 countries join in making the following statement regarding prostitution policy and the proposal by Amnesty International to decriminalize prostitution. Repéré à http://prostitutionresearch.com/wp-content/uploads/2012/01/Scholars_Researchers-Petition-Vs-Amnesty-Intl-Aug-6-2015.pdf

FORTIN, P.-O. (2013, 20 décembre) Prostitution : des lois à réécrire. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/justice-et-faits-divers/201312/20/01-4723010-prostitution-des-lois-a-recrire.php>

GAGNON, L. (2014, 14 juin). Abolir la prostitution ? *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/lysiane-gagnon/201406/13/01-4775673-abolir-la-prostitution.php>

GAMELIN, O. (2014, 12 juillet). Les beaux jours de la prostitution. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/le-nouvelliste/actualites/201407/11/01-4783251-les-beaux-jours-de-la-prostitution.php>

GAZETTE, The. (2014, 22 mai). Police Are Right To Target Pimps, Not Prostitutes. *The Gazette*. A18.

GAZETTE, The. (2014, 7 juin). Canada's New Prostitution Law Will Solve Little, *The Gazette*. B6.

HACHEY, I. (2013, 20 décembre). Prostitution : la Cour Suprême invalide des articles de lois». *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-affaires-criminelles/actualites-judiciaires/201312/20/01-4722746-prostitution-la-cour-supreme-invalide-des-articles-de-lois.php>

HACHEY, I. (2013, 21 décembre a). Prostitution: Ottawa devra réécrire sa loi. *La Presse*. A4.

HACHEY, I. (2013, 21 décembre b). Prostitution : Ottawa devra réécrire sa loi. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-affaires-criminelles/actualites-judiciaires/201312/21/01-4723110-prostitution-ottawa-devra-reecire-sa-loi.php>

HEINRICHS, B. et BYSTRZYCKI, A. (2014, 9 juillet). Sex and the cities: Prostitution will need to be dealt with. *The Gazette*. A19.

ICI RADIO-CANADA. (2014, 4 juin). Ottawa dépose son projet de loi sur la prostitution. *ICI Radio-Canada*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2014/06/03/001-prostitution-projet-de-loi-gouvernement.shtml>

KENNEDY, M. (2014, 5 juin). New Law Could Fine for Public Prostitution. *The Gazette*. A10.

KENNEDY, M. (2014, 28 avril). Tories poised to unveil overhaul of prostitution laws; Law could target pimps, johns as criminals. *The Gazette*. A8.

LABRIE, S. (2014, 24 février). Le gouvernement Canadien veut savoir ce que vous pensez de la prostitution. *La Voix de l'Est*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/la-voix-de-lest/opinions/courrier-des-lecteurs/201402/23/01-4741750-le-gouvernement-canadien-veut-savoir-ce-que-vous-pensez-de-la-prostitution.php>

LA HAYE, D. (2014, 6 juin). La réforme Harper sur la prostitution mal accueillie. *Le Journal de Québec*. p. 20.

LALIBERTÉ, E. (2014, 21 février). Les pièges de la «consultation» bidon d'Ottawa. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/400681/prostitution-les-pieges-de-la-consultation-bidon-d-ottawa>

LANGEVIN, L. (2014, 12 juin). Ce n'est tout simplement pas un métier. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/410670/la-replique-prostitution-ce-n-est-tout-simplement-pas-un-metier>

LAURIN-DESJARDINS, C. (2013, 21 décembre). Les activités liées à la prostitution décriminalisées. *Le Journal de Montréal*. p. 5.

LEGAULT-ROY, E. (2014, 28 février). Pernicieuse décriminalisation. *Le Devoir*. A9.

LEWIS, H. (2015, 9 août). Listen to the sex workers – but which ones?. *The Guardian*. Repéré à http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/aug/09/listen-to-sex-workers-but-which-ones?CMP=share_btn_fb

MAHER, I. (2014, 22 juin). 2 visages de la prostitution. *Le Journal de Montréal*. p. 10.

MAHER, S. (2013, 21 décembre). Prostitutes Must Step Out Of The Shadows ; As A Population Rarely Courted By Votes, They Need To Find A Way To Get Politician's Attention. *The Gazette*. B7.

MARIN, S. (2013, 21 décembre). La Cour donne raison aux prostituées. *Le Droit*. p.3.

MARIN, S. (2014, 4 juin). Le ministre MacKay choisit de criminaliser l'achat des services sexuels. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/410042/prostitution-le-ministre-mackay-depose-le-projet-de-loi-mercredi-apres-midi>

MARIN, S. (2014, 12 juin). Prostitution: les conservateurs imposent le bâillon au projet de loi. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201406/12/01-4775312-prostitution-les-conservateurs-imposent-le-baillon-au-projet-de-loi.php>

MARISSAL, V. (2014, 8 juillet). Le mauvais diagnostic. *La Presse*. A5.

MIVILLE-DECHÊNE, J. (2014, 3 mars). La prostitution « sécuritaire » est une illusion. *Le Devoir*. A7.

MONTPETIT, C. (2014, 9 juin). Tomber... et retomber dans la prostitution. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/410472/plint-chaud-tomber-et-retomber-dans-la-prostitution>

NAMASTE, V. (2014, 9 juin). Cinq arguments féministes contre la criminalisation des clients. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/canada/410424/cinq-arguments-feministes-contre-la-criminalisation-des-clients>

OP-ED. (2014, 22 mai). Police are right to target pimps, not prostitutes. *The Gazette*. A18.

OUIMET, M. (2014, 12 juin). La rigidité morale et la prostitution. *La Presse*. A16.

- PARENT, O. (2013, 21 décembre). Une «promotion de la prostitution» par les juges. *Le Soleil*. p. 2.
- PAYETTE, L. (2014, 18 juillet). Matière à réflexion pour l'honorable Peter MacKay. *Le Devoir*. A9.
- PRESS, J. (2014, 8 juillet). Federal Government Won't 'Decriminalize' Prostitution: MacKay. *The Gazette*. A8.
- LA PRESSE CANADIENNE. (2013, 21-22 décembre). La Cour suprême invalide des articles de lois. *Le Nouvelliste*. p. 46.
- PROVENCHER, N. (2014, 20 juillet). La Maison de Marthe à la croisée des chemins. *Le Soleil*. p. 13.
- PRUDEN, J. G. (2014, 3 mai). 'Nordic Model' No Cure-All For Broken Sex Laws ; ' Nobody Has the Perfect Answer,' Officer Says After Visit To Sweden, Norways, Denmark.». *The Gazette*. A18.
- QUIRION, R-C. (2014, 26 juin, p. 4). Un phénomène caché à Sherbrooke. *La Tribune*. p. 4.
- RADIOJOURNAL – Édition 8 h. (2014, 15 juin). Manifestations contre le projet de loi conservateur sur la prostitution. *Radiojournal*. Montréal : ICI Radio-Canada.
- ROBITAILLE, A. (2014, 9 juin). Un bon départ, mais excessif. *Le Devoir*. A6.
- Téléjournal – Édition 22 h. (2014, 7 juillet). Le débat sur la prostitution est relancé à Ottawa [Reportage]. *Téléjournal*. Montréal : ICI Radio-Canada.
- TREMBLAY, F. (2014, 5 juillet). Sex Workers, Not Victims ; To Refuse To Discuss The Validity of Sex Work, To Deny Women The Right To Be Different And Equal, Is Unethical. *The Gazette*. B7.
- VASTEL, M. (2014, 7 et 8 juin). Loi sur la prostitution : ce n'est pas à la Cour suprême de légiférer, dit MacKay. *Le Devoir*. A4.
- ZAPIRAIN, B. (2014, 5 juin). Projet de loi sur la prostitution critiqué. *Le journal de Montréal*. p. 25.